

La Réforme de la Lettre de Change et les Décrets-Lois du 30 Octobre 1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Mars 1937

PAR

Francis MORIN

JURY :

Président : M. G. RIPERT, professeur

Suffragants { *MM. Maurice PICARD, professeur*
A. AMIAUD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR.)

1937

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

La Réforme de la Lettre de Change et les Décrets-Lois du 30 Octobre 1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Mars 1937

PAR

Francis MORIN

JURY :

Président : M. G. RIPERT, professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD, *professeur*
A. AMIAUD, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1937

Tous droits réservés



La réforme de la lettre de change et les décrets-lois du 30 Octobre 1935

INTRODUCTION

Le 12 juin 1935, a été votée « une loi tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour assurer la défense du franc et lutter contre la spéculation » (1). En vertu de ces pouvoirs le Gouvernement de M. Pierre Laval a pris un certain nombre de décrets-lois. Parmi ceux du 30 octobre 1935, les décrets-lois unifiant le droit en matière de lettre de change sont l'objet de cette étude (2).

On ne pouvait guère s'attendre à voir une matière aussi spéciale que la lettre de change réformée en vertu des pouvoirs délégués par le Parlement au Pouvoir Exécutif dans un but aussi précis que la sauvegarde de notre monnaie. Cependant, cette pratique a offert l'avantage de ne pas retarder plus longtemps encore la ratification d'une Convention Internationale signée par la France le 7 juin 1930. Depuis le 31 mars 1932 en effet, le Gouvernement avait déposé un projet de loi devant le Sénat, mais ce projet n'était jamais venu en discussion.

(1) *Journal Officiel* du 12 juin 1935, p. 6298.

(2) *J. O.*, 31 octobre 1935, p. 11537 et ss. et p. 11551 et ss.

Ce retard était d'autant plus fâcheux que se faisait de plus en plus sentir le besoin d'une unification du droit de la lettre de change, entre les différents pays du monde entier. Car, depuis un siècle, les relations commerciales se sont considérablement étendues, sous l'influence de la technique moderne, permettant une facilité et une rapidité de communications jusqu'alors inconnues, et étendant jusqu'aux extrêmes limites de l'univers le champ de l'activité humaine.

Par contre-coup, les progrès du commerce, auxquels la lettre de change est liée, étaient de plus en plus entravés par la différence des législations concernant la lettre de change. Appelées à circuler dans des pays obéissant à des règles différentes, la lettre de change était une source de difficultés pour les commerçants et les banquiers, ignorant ou connaissant mal la législation applicable, alors que son rôle, dû à l'essor extraordinaire du crédit durant le XIX^e siècle, s'avérait plus important.

Seule l'unification du droit cambiaire était susceptible de procurer aux intéressés la sécurité juridique désirable dans la négociation des traites internationales. Ainsi que l'exprime le rapport introduisant le décret-loi auprès du Président de la République (3), « cette réglementation uniforme, déjà appliquée dans un grand nombre de pays signataires, comme la France, de la Convention de Genève (4), répond

(3) *J. O.*, 31 octobre 1935, p. 11537.

(4) En fait, la Convention est entrée en vigueur dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède.

à un besoin incontestable du commerce international et doit marquer un progrès notable dans les rapports économiques des pays appliquant la Loi Uniforme ».

Aussi bien, en même temps que la plus grande circulation de la lettre de change faisait plus lourdement apparaître les inconvénients de législations cambiales différentes, se manifestait dans plusieurs pays un mouvement de juristes et de praticiens en vue de tenter l'unification de ces législations.

Des travaux entrepris dès le dernier quart du xix^e siècle aboutirent aux deux grandes Conférences de La Haye de 1910 et de 1912 ⁽⁵⁾. Mais l'œuvre de ces deux Conférences ne fut pas ratifiée, pour diverses raisons dont la plus importante, assurément, fut la guerre ; d'ailleurs elle ne réalisait pas une unification complète.

Les travaux de La Haye ont cependant exercé sur l'œuvre d'unification une grande influence : plusieurs pays ont réformé leur législation sur le change en s'inspirant largement du Règlement de La Haye ; quelques-uns, même, ont purement et simplement incorporé le Règlement dans leur législation ⁽⁶⁾. La France, par sa Loi de 1922, a modifié son droit cambial sur certains points dans le sens préconisé à La Haye ⁽⁷⁾. Surtout, ces Conférences contribuèrent puis-

(5) Il convient de rappeler le rôle prépondérant tenu par M. Charles Lyon-Caen dans ces deux Conférences.

(6) Les pays sur lesquels les Conférences de la Haye ont exercé une influence si grande sont : Yougoslavie, Chine, Guatémala, Nicaragua, Paraguay, Pologne, Turquie, Vénézuëla.

(7) Ainsi pour l'endossement en blanc et la suppression de la mention de la valeur fournie.

samment à créer un esprit d'unification internationale. Aussi, après la guerre, cette œuvre fut reprise, particulièrement sous les auspices de la Société des Nations.

En 1926, un Comité d'Experts fut chargé d'examiner la question et de rédiger un projet qui servirait de base à une conférence internationale ⁽⁸⁾. Celle-ci fut réunie au mois de mars 1930 à Genève, et aboutit à la signature de trois conventions, le 7 juin 1930.

Par la première Convention, les Etats signataires s'engagent à introduire dans leur loi nationale, un règlement uniforme relatif à la lettre de change. Cette Convention est accompagnée de deux annexes : la première contenant le texte du règlement uniforme et la deuxième des réserves ; car certains pays, dont la France, n'ont pas voulu adopter tout le règlement et se sont réservés le droit d'en repousser certaines dispositions.

La deuxième Convention porte sur le régime des conflits de lois ⁽⁹⁾. Puisque l'on n'arrivait pas à l'uniformité complète, il était en effet indispensable d'indiquer dans les hypothèses réservées quelle serait la loi applicable.

(8) Ce Comité d'experts fut présidé par M. Percerou, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

(9) Cf. André Beaucé, Thèse Paris 1932 : De l'unification des législations au point de vue des conflits de loi en matière de lettre de change et de billet à ordre.

Cf. aussi l'étude de P. Arminjon : « La Convention internationale pour régler certains conflits de loi en matière de lettre de change et de billets à ordre, conclue à Genève, le 7 juin 1930 », parue au *Journal de Droit international* (Clunet) dans les publications de Mai-Décembre 1935.

Enfin, il y a une troisième Convention, sur le Timbre. Elle décide que la validité des lettres de change, leurs effets civils, ne sont pas subordonnés aux exigences fiscales. Cette Convention présente un intérêt considérable, non seulement par la règle qu'elle émet, mais aussi parce que la Grande-Bretagne, qui n'a pas signé les deux premières conventions, a signé celle-ci.

Les ratifications nécessaires pour leur mise en application ayant été obtenues, ces Conventions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1934. En France, elles sont maintenant appliquées ⁽¹⁰⁾. L'unification du droit cambiaire a donc fait un pas décisif.

Toutefois, elle n'est point encore complète, les pays anglo-saxons n'ayant pas signé les deux premières conventions. Les observateurs qu'ils avaient délégués ont fait remarquer que l'œuvre d'unification n'était pas encore assez avancée pour qu'ils puissent y prendre part avec quelque avantage. Leur Droit Cambiaire, régissant des populations nombreuses et s'appliquant à des transactions commerciales considérables, étant unifié, ils n'avaient pas intérêt à abandonner leurs règles pour d'autres qui ne seraient pas universelles.

D'ailleurs, il faut constater que l'œuvre de la Conférence de Genève, souvent très formaliste, est peu

(10) Dans le compte-rendu au *Journal Officiel* de la séance de la Chambre des Députés du 17 mars 1936, p. 963, est relatée « l'adoption après demande de discussion immédiate d'un projet de loi adopté par le Sénat tendant à la ratification de la Convention signée à Genève, le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit de la lettre de change ». La France a donc introduit, par décret-loi dans sa législation, le texte de Genève avant d'avoir adhéré à la Convention.

en harmonie avec l'esprit, imprégné de pratique, du Droit Anglais. Il y a donc désormais deux blocs, le bloc des pays anglo-saxons, et celui des Etats dits continentaux.

D'autre part, l'unification internationale n'est que partielle ; des réserves importantes sont maintenues, qui continuent à différencier les législations des divers pays. Les conceptions doctrinales et l'esprit juridique qui marquent différemment les Etats, ont empêché qu'un accord complet puisse se faire. Notamment, la question de la provision a été laissée de côté, et l'importance des réserves se marque bien par la nécessité de signer une Convention destinée à régler les conflits de lois qui pourraient naître de la diversité des législations.

Enfin, les Conventions peuvent être dénoncées assez facilement. Il a été prévu un délai de dénonciation de deux ans après préavis d'un an. Et même, la Convention portant Loi Uniforme peut être dénoncée à tout moment en cas d'urgence appréciée librement par chaque Etat. Dans cette hypothèse, notification de la dénonciation doit être faite immédiatement à toutes les parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire Général de la Société des Nations, et elle produit son effet deux jours après sa réception par les Etats contractants.

Cette précaution a été prise pour que les législateurs nationaux n'hésitent pas à adopter les règles de la Convention de Genève qui porte incontestablement atteinte à la souveraineté des Parlements faisant œuvre législative.

Comme il n'a été prévu aucun organe suprême d'application de la Convention, il pourra subsister des différences d'interprétation entre les Tribunaux des divers Etats. Il a été simplement dit que les Etats devaient se communiquer leurs décisions judiciaires sur la Convention. Il n'y a pas de bureau d'exécution, semblable, par exemple, au bureau de Berne pour les transports internationaux.

Cependant, ces lacunes ne doivent point porter à mésestimer l'œuvre accomplie à Genève en 1930. Ses imperfections, les lenteurs pour arriver à une unification encore incomplète, sont les marques les plus claires des difficultés qu'a rencontrées la réalisation de cette entreprise commencée il y a un demi-siècle.

La conception différente que les pays du groupe français et du groupe allemand ont du rôle et surtout de la nature juridique de la lettre de change a été un obstacle à l'unification. A Genève, cela a empêché l'unification complète du droit continental.

Cependant, les solutions posées à la Conférence de 1930 permettent d'entrevoir une modification dans la position française. C'est là un point d'une importance capitale, car ce changement donne un grand espoir d'aboutir à une unification du droit de la lettre de change.

C'est pourquoi nous étudierons dans une première partie la position nouvelle du droit de la lettre de change en France. Cette étude fera l'objet de trois chapitres où nous examinerons successivement l'attitude traditionnelle du droit français et du droit allemand en ce qui concerne la nature juridique

de la lettre de change, les changements apparus à la suite de la Conférence de Genève dans l'esprit du droit français, et les raisons qui ont cependant détourné la France d'adopter entièrement le système allemand.

Dans une deuxième partie, nous étayerons ces idées générales par un Commentaire des principales dispositions du nouveau droit français de la lettre de change, en rattachant les récentes modifications à l'évolution générale qu'a subie notre droit cambiaire. Aussi, avant d'examiner le nouveau texte, nous donnerons un aperçu de la transformation qu'a subie la structure de la lettre de change dans notre droit. Nous nous proposons en effet de montrer que la récente réforme n'a fait qu'accentuer cette évolution qui, en facilitant la circulation de la lettre de change, l'a orientée vers le rôle d'instrument de crédit.

PREMIERE PARTIE

**Position nouvelle du droit
de la lettre de change en France**

CHAPITRE PREMIER

THEORIES SUR LA NATURE JURIDIQUE DE LA LETTRE DE CHANGE

La nature juridique de la lettre de change a fait l'objet de nombreuses controverses. Ce titre, dont le rôle a évolué au cours des siècles suivant les besoins des commerçants, au point qu'à l'heure actuelle sa principale fonction ne correspond plus à son origine et au nom qu'il porte, a déconcerté les analyses juridiques. Cette souplesse a même arrêté le Législateur : sa nature juridique en effet n'a pas été spécifiée par le Code de Commerce de 1807 et, à Genève non plus, les Délégués des différents Etats n'ont pris position sur cette question (1).

Cette question, tout au moins en France durant le XIX^e siècle, n'a guère retenu les Commentateurs du Code de Commerce. L'on peut en effet se demander à bon droit, semble-t-il, s'il y a vraiment quelque intérêt à enfermer dans une théorie juridique un instrument aussi souple que la lettre de change,

(1) Le texte de la Loi Uniforme parle bien d'un « mandat pur et simple ». Mais, ainsi que le spécifie le Rapport du Comité de Rédaction, ce terme de mandat n'implique aucune adhésion à une théorie quelconque sur la nature de la lettre de change. Comptes rendus de Genève, Doc. C. 360, M. 151, 1930, II, p. 128.

issue empiriquement de relations commerciales et destinée avant tout à leur facilité.

C'est une question préoccupante cependant. Les conceptions différentes que les Etats ont de la lettre de change, le fondement juridique distinct qu'ils lui assignent, ont été pendant longtemps un obstacle insurmontable à toute tentative d'unification du droit cambiaire. Si à Genève, l'unification réalisée n'est que partielle, c'est justement parce que les deux conceptions, la conception française et la conception allemande, sur la nature juridique de la lettre de change sont inconciliables.

Les Délégués se sont donc bien gardés de discuter de la nature juridique de la lettre de change ; ils se sont efforcés de réaliser l'unification en faisant aboutir des réformes de détail. Mais nous verrons ultérieurement que, ce faisant, ils ont nécessairement impliqué une adhésion à une certaine conception de la nature juridique de la lettre de change. C'est là une remarque importante dans l'étude de la réforme opérée à Genève, car elle commande l'évolution future que connaîtra la lettre de change avant d'arriver à une unification définitive du Droit Continental.

Il est donc intéressant d'exposer ces deux théories juridiques : la première, traditionnelle, peut être considérée comme la théorie française, quoique quelques auteurs récents la repoussent ⁽²⁾ ; l'autre, qui a ins-

(2) Capitant. De la Cause dans les Obligations, n° 185 et ss. Lacour et Bouteron. Précis de droit commercial. Lescot. *Op. cit.*, p. 137 et ss. (tout son chapitre sur les théories de la lettre de change auquel nous avons fait de larges emprunts).

piré la loi allemande sur le change, envisage sous un angle très différent le rôle de la lettre de change, et partant, sa nature.

I. - THEORIE TRADITIONNELLE FRANÇAISE

Cette théorie part du lien très étroit qui unit la lettre de change au contrat de change. La lettre de change est une vieille institution juridique sur les origines de laquelle aucune certitude n'a pu encore être acquise définitivement. Quoiqu'il en soit de son origine obscure, on la trouve d'une façon indubitable au Moyen-Age. Elle sert alors à l'exécution du contrat de change tiré ⁽³⁾.

Le contrat de change est issu du développement des relations commerciales. Avec l'extension des échanges, les commerçants se heurtaient, en effet, à la diversité des monnaies. Les difficultés des transports d'espèces monnayées, tenant au mauvais état des chemins et à l'insécurité des routes, en entraînant des frais élevés et des risques très grands, postulaient de trouver un moyen qui éliminât ces inconvénients. Ce remède fut trouvé dans l'invention de la lettre de change : servant à l'exécution du con-

(3) On distingue deux contrats de change. Le contrat de change local, par lequel on se procure sur la même place des espèces d'une monnaie différente. Par exemple, à Paris, je désire changer des Livres en Francs. Le contrat de change tiré, par lequel une personne achète au comptant à une autre une somme d'argent que cette personne s'engage à procurer sur une autre place. Ce contrat réalise dans l'espace un déplacement de numéraire.

trat de change, elle évitait les transports de numéraire entre deux places.

Entre deux places en relations d'affaires, il y a toujours en effet des commerçants qui sont créanciers, et en même temps des commerçants qui sont débiteurs les uns des autres. La lettre de change, en matérialisant le contrat, offrait donc un moyen simple d'éviter des transports de numéraire en deux sens opposés. C'est ce que, d'une façon humoristique, exprimait Alexandre Dumas Fils, dans un passage souvent cité de la Question d'Argent (4).

« Autrefois un Parisien achetait une maison de campagne à Marseille 100.000 francs. Il mettait 100.000 francs en écus sur une diligence et les expédiait au vendeur en les faisant escorter par deux gendarmes. En route, des voleurs attaquaient la diligence, tuaient les gendarmes et se partageaient l'argent... Avouez que c'était se donner bien de la peine pour acheter une maison de campagne. Une fois, un Monsieur qui avait une forte somme à payer à grande distance s'est dit : mais à quoi bon porter cette grosse somme à mon créancier qui sera forcé lui-même, s'il la doit à une autre personne, de la faire transporter, et ainsi de suite ? A quoi bon déranger tant de gendarmes et tant de voleurs ? Ce Monsieur avait tout bonnement eu l'idée de la lettre de change ».

S'appuyant sur ces considérations de l'origine de la lettre de change, la doctrine traditionnelle fran-

(4) Théâtre complet d'Alexandre Dumas fils. Paris, 1868, 2^e s.
« La Question d'Argent », Acte III, Sc. I, p. 309.

çaise a vu dans la lettre de change un simple écrit où vient s'incorporer une créance antérieure, mais qui ne crée pas d'obligations nouvelles. D'où, des efforts pour expliquer dans le cadre des institutions juridiques françaises, les effets juridiques de la lettre de change. Car, cette créance incorporée dans la lettre de change, reste la même ; elle engendre cependant des effets juridiques particuliers. Elle transforme les rapports primitifs ; et le rapport particulier né du droit du change obéit à des règles spéciales.

Les premiers Commentateurs du Code de Commerce se sont attachés à considérer dans la lettre de change plusieurs contrats. Thaller, ensuite, a fait appel au mécanisme juridique de la délégation. Mais toutes ces théories se sont toujours heurtées à des critiques décisives.

Le point important, de toutes ces constructions, est que la lettre de change est un mécanisme technique particulier, mais que ce mécanisme technique n'est qu'un moyen de réaliser les rapports juridiques réels existant antérieurement entre les parties, et de les transformer, de façon à assurer aux engagements une exécution plus rigoureuse, nécessaire aux relations commerciales. Mais la lettre de change ne peut être séparée des obligations qui lui ont donné naissance. Elle n'a pas de réalité si on ne l'appuie sur le rapport juridique existant entre les parties.

Telle est l'idée à la base de la conception française. Dans la réglementation de la lettre de change, elle se manifeste notamment par l'existence d'une provision, marque sensible du lien étroit qui unit

la lettre de change à sa cause, le contrat qui lui a donné naissance.

Une autre conséquence capitale découle de cette conception : puisque la signature apposée sur la lettre n'a pas créé un nouveau rapport de droit, puisque c'est simplement un mode de règlement imaginé entre les parties, plus commode et plus efficace pour éteindre rapidement des rapports juridiques, lorsque l'obligation cambiaire prend fin par prescription, l'obligation résultant des rapports juridiques pouvant exister entre les parties n'est pas détruite : l'action cambiaire éteinte, reste l'action de droit commun.

Ce sont là les traits caractéristiques par lesquels s'exprimait encore récemment la théorie française. D'autres conséquences de cette conception, trop gênantes pour le nouveau rôle d'instrument de crédit que jouait de plus en plus la lettre de change, ont en effet été abandonnées au cours des temps.

II. - THEORIE ALLEMANDE

A cette conception de la nature juridique de la lettre de change, qui se refuse à séparer la lettre de sa cause, le contrat qui lui a donné naissance, s'oppose la conception allemande, qui a vu surtout dans la lettre un instrument de crédit.

En effet, à la faveur de certaines modifications de sa structure interne, la lettre de change est devenue pour les commerçants un moyen facile de se pro-

curer du crédit à court terme. Avec l'extension des organismes bancaires et la pratique de l'escompte, son rôle de crédit s'est développé au point de laisser dans l'ombre son rôle primitif de change, sans toutefois que ce dernier soit devenu négligeable.

Einert a fait particulièrement ressortir ce nouveau rôle auquel était appelé de plus en plus la lettre de change ; il voulait même en faire la monnaie des commerçants. L'intéressant de sa théorie, et ce qui a exercé une influence incontestable, est le rôle d'instrument de crédit qu'il a mis en valeur. Pour mieux y adapter la lettre de change, il fallait lui assurer une circulation facile, afin que les commerçants puissent la recevoir à l'instar d'une monnaie.

Dès lors, il convient de détacher la lettre des rapports juridiques qui ont pu lui donner naissance ; il faut que le titre ait une existence indépendante. Il suffit pour cela de considérer que celui qui s'oblige par lettre de change est tenu en vertu de cet acte de volonté, et non par le rapport juridique qui existait auparavant. Le titre engendre une obligation nouvelle à la charge du signataire, par le seul effet de sa déclaration unilatérale.

La lettre de change est un contrat littéral : l'écrit dressé d'un commun accord entre les parties donne seul vraiment naissance à l'engagement du tireur. C'est un contrat abstrait qui porte sa cause en lui-même. Douée d'une nature propre, dont les effets sont déterminés par la loi, qui répond à certaines formes spéciales et dont les modalités l'affectant doivent être portées sur le titre lui-même, afin qu'il

fasse foi par lui-même, la lettre de change est assurée d'une circulation rapide et d'une exécution certaine.

Dans cette théorie, et c'est ce qui la distingue irréductiblement de la théorie française, il n'y a pas lieu de s'occuper de la provision : en opérant une rupture entre l'obligation originaire et la lettre de change, cette théorie écarte les règles sur la provision puisqu'elles sont destinées justement à marquer le lien qui existe entre cette obligation et la lettre de change.

D'autre part, le titre que l'on a voulu rapprocher de la monnaie, doit être nécessairement payé, dans tous les cas, quitte à corriger plus tard par une action d'enrichissement injuste les conséquences iniques qui peuvent en résulter. En France, au contraire, la lettre n'étant pas détachée de sa cause n'a pas, en certains cas, à être payée, et l'action d'enrichissement sans cause, considérée comme subsidiaire, est beaucoup moins développée qu'en Allemagne.

Il faut reconnaître que la méthode allemande a pour elle d'être singulièrement plus favorable aux intérêts du crédit. C'est dans cette intention d'ailleurs qu'elle a été élaborée. Les circonstances historiques qui ont présidé en Allemagne à la confection de la loi sur le change réclamaient en effet un titre de circulation aisée.

La Loi allemande sur le change date, en effet, d'une réglementation uniforme faite en 1848. Le seul lien unissant à cette époque les différents Etats allemands était une entente économique, le Zollverein.

Chaque pays était indépendant, avait une législation civile autonome; seuls les rapports économiques étaient réglés d'une façon générale par un accord douanier.

L'entrave à la circulation résultant de ce morcellement politique est à l'origine de l'esprit de la loi de 1848 : la nécessité de donner à la lettre de change une valeur universelle, en lui assurant une circulation facile, était dans cet état de choses le premier objectif à atteindre.

Le triomphe de la théorie allemande, tant en France où elle a entraîné certaines réformes, que dans les autres pays dont le plus souvent elle a recueilli l'adhésion, s'explique par l'essor extraordinaire du crédit au xix^e siècle, auquel cette nouvelle conception est incontestablement liée.

*
**

Ce sont deux mentalités qui s'affrontent dans ces théories juridiques différentes sur la nature de la lettre de change : la France tient pour la sécurité dans les affaires, et l'Allemagne pour la rapidité dans les transactions.

Cette opposition jusqu'à la récente Conférence de 1930 était jugée irréductible, à tel point que, à Genève, on ne s'est même pas essayé à trouver un terrain d'entente. Cependant depuis cette Conférence, l'unification de la lettre de change apparaît sous un jour plus favorable. Car l'on ne peut plus dire avec exactitude que la nature juridique de la lettre de change, depuis les modifications qui ont été

apportées au Code de Commerce par les Décrets-loi, répondent absolument à la théorie traditionnelle. Certaines règles nouvelles, en effet, empruntées au droit allemand, semblent impliquer adhésion à la théorie de l'acte unilatéral.

On ne peut pas dire cependant que cette théorie ait été admise puisque le droit français est resté fidèle à la provision.

C'est là ce que nous nous proposons d'étudier maintenant : dans quelle mesure, par l'introduction de nouvelles règles, nous avons adopté la conception allemande, et pourquoi nous avons voulu garder la provision, quoique nous plaçant ainsi dans un état d'incertitude sur la nature juridique de la lettre de change, qui, peut-être acceptable en pratique, ne peut pas cependant être admis en bonne législation.

CHAPITRE II

ESPRIT NOUVEAU DU DROIT CAMBIAIRE FRANÇAIS

La récente réforme de la législation concernant la lettre de change a marqué une orientation très nette de ce titre à jouer le rôle d'instrument de crédit. Une évolution de la fonction traditionnelle de la lettre de change en France s'était déjà dessinée sous l'appel pressant des besoins des commerçants et sous l'influence des théories juridiques développées en Allemagne au siècle dernier. Mais la France, tout en modifiant partiellement son droit du change, s'était toujours refusée à en changer le fondement : on avait continué à rechercher la cause de la lettre de change dans un contrat préexistant, sinon dans un contrat de change.

Il semble que la Conférence de Genève soit venue battre en brèche cette conception. Le droit allemand qui, élaboré plus récemment, était plus en harmonie avec les idées modernes touchant les relations commerciales, a exercé sur la Conférence une influence dominante. Très souvent, la Loi allemande a été purement et simplement adoptée ; son esprit surtout a imprégné l'œuvre unificatrice.

Une théorie sur la nature juridique de la lettre de change n'a pas été posée, mais la plupart des solutions adoptées se rattachent directement à la loi allemande. Ainsi, bon gré mal gré, notre nouvelle loi s'est écartée de la conception traditionnelle française de la lettre de change.

Le droit allemand, on le sait, a dégagé la lettre de change de toute cause antérieure. C'est une promesse de payer, valable en soi, dont les conséquences sont régies par la loi et où les dispositions des parties sont très limitées. Car, devenue un succédané de la monnaie légale, les Pouvoirs Publics se trouvent obligés d'exercer sur la lettre de change un contrôle étroit.

Une première conséquence en résulte : un certain formalisme marque la lettre de change. Il faut qu'elle porte une empreinte qui la légalise.

Déjà dans le droit français, la lettre de change subissait l'empreinte du formalisme. C'était la conséquence des rigueurs particulières qui y sont attachées et, en quelque sorte, la contre-partie des avantages de rapidité dans l'exécution qui la caractérise.

Mais ce formalisme a été accentué, systématisé même. Le titre, appelé à une grande circulation, doit faire foi par lui-même, à simple vue, de tout ce qu'il comporte, de toutes les modalités qui l'affectent.

Ainsi, la nécessité des mots « lettre de change », inscrits dans le corps même de la lettre, règle empruntée au droit allemand, est une innovation remarquable, destinée à attirer l'attention sur le fait que, en apposant sa signature sur une lettre de change,

on se soumet à un droit nouveau, le droit cambiaire, particulièrement sévère.

Pour la même raison, l'acceptation doit être mentionnée sur le titre lui-même ; l'acceptation par acte séparé, autrefois possible en France, n'aurait plus maintenant de valeur cambiaire.

Dans le même esprit est régi l'aval par acte séparé. La France, pour certaines raisons très particulières, voulait garder cette forme d'aval ⁽¹⁾. Elle n'a pu le faire que grâce à une réserve : à la Conférence de Genève, les Délégués n'ont pas reconnu la valeur d'un acte cambiaire à un pareil engagement, toujours pour la même raison d'incorporation de la créance au titre.

La lettre de change doit porter toutes ces mentions sur elle-même parce qu'elle se rapporte à un droit nouveau, plus sévère.

Ce caractère de droit nouveau, auquel se soumettent les signataires, est mis en évidence par le principe de l'indépendance des signatures, nettement posé par la Loi Uniforme : le seul fait de signer la lettre de change oblige cambiairement.

Déjà consacré, d'ailleurs, par la loi française en ce qui concerne les mineurs ayant signé une lettre de change, mais dont l'application générale était fort contestée, ce principe est posé comme principe général par le deuxième alinéa de l'article 114 nouveau. C'est là une disposition importante, de nature à favoriser la circulation des lettres de change. Il

(1) Voir *infra*, p. 96 et ss.

semble bien qu'à titre de disposition générale il vienne faire échec à la jurisprudence traditionnelle en France (2).

En tout cas, il annule purement et simplement l'ancien article 114 qui considérait comme de simples promesses les lettres contenant supposition, soit de nom, soit de qualité. Le nouveau texte astreint au contraire de pareils titres au droit cambiaire.

De cette disposition qui présente une si grande importance en raison de la fonction de crédit des lettres de change, il faut rapprocher la disposition du nouvel article 178 sur les altérations. Ce n'est qu'une application du principe de l'indépendance des signatures, mais elle était utile à préciser, car d'autres altérations sont possibles que d'apposer de fausses signatures (majoration de la somme énoncée, par exemple). D'autre part, les altérations se produisent durant le cours de la vie de la lettre de change, tandis que l'alinéa 2 de l'article 114 vise plutôt sa création.

D'ailleurs les solutions qu'avait posées la jurisprudence au sujet de l'altération sont analogues au texte énoncé : il avait été jugé, en effet, que si le texte a été altéré après l'acceptation pour augmenter la somme énoncée dans la traite, l'accepteur n'est tenu à l'égard du porteur, même de bonne foi, que

(2) Cependant, il y a quelques dispositions en sens contraire. Ainsi il a été jugé que si une lettre de change est revêtue d'une signature falsifiée du tireur, l'accepteur est cependant obligé par son acceptation envers un tiers porteur de bonne foi. (Trib. Com. Seine, 26 juin 1862, *Journal Trib. Com.* Cf. Bouteron.)

pour la somme mentionnée à l'origine ⁽³⁾. Cependant en vertu de l'article 1382 du Code Civil, en cas de faute il serait tenu de réparer le dommage.

Egalement dans le but de fortifier le titre, et certainement pour déjouer les fraudes possibles ⁽⁴⁾, est la disposition obligeant cambiairement celui qui a signé une lettre de change « comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir », ou « qui a dépassé ses pouvoirs ». C'est là une contradiction certaine aux principes régissant les rapports du mandataire et du mandant avec les tiers. Ce n'est point la seule d'ailleurs dans ce nouveau texte, inspiré avant tout de préoccupations destinées à assurer à la lettre de change un crédit certain ⁽⁵⁾.

A propos de l'indépendance des signatures, il faut parler de la nouvelle disposition en matière d'aval : l'engagement du donneur d'aval est valable, indépendamment de la nullité de l'obligation garantie, sauf pour vice de forme. C'est là une dérogation expresse au principe énoncé à l'alinéa précédent du

(3) Nîmes, 19 avril 1875, D. P. 1876, 2, 210. Cass. 17/12/1884. *Gaz. Pal.* 1885, page 242

(4) Cf. Deschamps, *op. cit.*, § 82 : « un employé qui n'est pas régulièrement mandaté accepte une traite pour son patron ; ce dernier invoque l'absence de pouvoir régulier. Le Tribunal annule l'acceptation, sauf parfois à corriger les conséquences de cette annulation en rendant le patron responsable de la faute commise par l'employé. Mais souvent des décisions ont annulé purement et simplement l'acceptation. Or, si l'employé est tenu d'office personnellement sans qu'un procès doive être engagé pour faire reconnaître sa responsabilité de telle sorte, par exemple, qu'une saisie-arrest puisse immédiatement se faire en vertu de la lettre de change et être pratiquée sur ses appointements, il hésitera à faire preuve de complaisance coupable à l'égard d'un patron de mauvaise foi ».

(5) Cf. Endossement de procuration.

texte que « l'avaliste est tenu de la même façon que celui dont il s'est porté garant (6) ». La raison en est simple : l'avaliste est bien tenu de la même façon que celui qu'il garantit, mais son obligation est une obligation cambiaire : elle prend une force particulière dans le titre même sur lequel elle figure, ce qui explique l'exception apportée au principe.

Auparavant, le donneur d'aval n'était point tenu si la personne qu'il garantissait ne l'était pas (7). Dans une note au Dalloz, M. A. Chéron (8) a commenté cette disposition que l'on prévoyait devoir entrer dans la législation française. Cette disposition, dit-il, signifie l'abandon de la conception traditionnelle de l'aval cautionnement, pour faire du donneur d'aval un débiteur de change, presque aussi autonome que les autres signataires de l'effet. « Ce nouveau concept est plus favorable à la circulation du titre, puisqu'il donne au porteur le droit de poursuivre le donneur d'aval dans des cas où il ne le pouvait pas autrefois. Mais il est dangereux pour le donneur d'aval, garant bénévole et

(6) Art. 130 nouveau, 7^e al.

(7) Req. 10 juillet 1895, D. P. 1896, 1, 570.

Civ. 14 juin 1909, D. P. 1910, 1, 147 : l'aval étant une garantie personnelle donnée pour assurer le paiement d'un effet de commerce et pour consolider la signature du souscripteur ou d'un endosseur, il en résulte que le donneur d'aval suit le sort de la personne dont il a voulu garantir la signature et notamment suivant l'article 142, il est tenu solidairement et par les mêmes voies que le souscripteur ou l'endosseur qu'il a voulu couvrir. Aussi a-t-il été jugé que l'avaliseur est dégagé de toute obligation s'il a été induit en erreur sur un des éléments essentiels de l'obligation qu'il entendait garantir, par exemple s'il y a eu faux commis sur le nom du débiteur principal que le donneur d'aval voulait cautionner. Req. 20 mars 1882, D. P. 1882, 1, 244.

(8) Paris, 4 avril 1927. D. P. 1929-2-89. Note A. Chéron.

désintéressé, qui se trouvera parfois obligé sans que le soit la personne à qui il a voulu rendre service ».

C'est à la doctrine allemande que nous empruntons cette règle. Dans le droit allemand, s'inspirant du caractère formel et abstrait de la lettre de change, le donneur d'aval n'est obligé que si l'engagement du signataire pour lequel il est intervenu est valable en la forme, et n'est tenu que dans les termes mêmes où celui-ci s'est obligé. Si par exemple, le tireur a exclu la garantie d'acceptation, son donneur d'aval ne garantit pas non plus l'acceptation. Mais peu importe que l'engagement de la personne à côté de laquelle le donneur d'aval s'oblige soit nul quant au fond, par exemple pour faux ou incapacité ; le donneur d'aval n'en est pas moins obligé par sa propre signature qui, elle, n'est pas d'un incapable ou d'un faussaire.

Le donneur d'aval n'est donc plus seulement une caution, un assureur de solvabilité, comme auparavant. Il devient certificateur de la capacité du débiteur principal et de l'authenticité de sa signature. Sa situation se rapproche ainsi de celle de l'endosseur puisqu'il peut se trouver obligé alors que le débiteur principal ne l'est pas.

Auparavant, au contraire, l'aval était seulement une garantie. C'était une caution solidaire de la personne à côté de laquelle il s'engageait, c'est-à-dire un débiteur accessoire. Il n'était obligé qu'en tant que le débiteur principal était lui-même tenu.

Désormais, le donneur d'aval est obligé par sa

seule signature. C'est une consécration éclatante du principe de l'indépendance des signatures qui, en fortifiant le crédit du titre, favorise sa circulation.

Ces quelques réformes mettent en relief le caractère de droit nouveau attaché à la lettre de change. Puisque la lettre de change est l'équivalent d'une monnaie, tout au moins par sa circulation, la loi allemande règle elle-même ses effets, tandis qu'en France une certaine liberté était laissée aux parties pour en stipuler les conséquences. Les commerçants, en émettant une lettre de change, ont créé de la monnaie : il faut donc en régler la circulation, non seulement sa forme mais ses effets sont déterminés par la loi. Telle est la conception allemande.

En France, au contraire, la lettre servant seulement à réaliser un transfert qui n'exerce donc aucune influence décisive sur l'activité économique de la nation, point n'est besoin de régler impérativement ses effets.

Là encore, la loi allemande l'a emporté. En France, le tireur pouvait s'exonérer de la garantie de paiement. Une telle clause désormais serait réputée non écrite.

Le principe de la liberté des conventions autorisait auparavant en France une telle pratique, tout au moins lorsqu'il y avait provision ⁽⁹⁾. C'était un moyen pour le créancier de s'assurer contre l'insolvabilité de son débiteur, moyennant un escompte plus important incluant la commission de ducroire,

(9) Ch. Civ., 11 décembre 1849, D. P. 1850, 1, 47 ; S. 1850, 1, 121.

mais cette clause était peu usitée répondant mal au caractère de la lettre de change, avant tout, instrument de circulation.

Sa suppression offre donc peu d'importance pratique. Mais le point intéressant, c'est que nous nous sommes ainsi ralliés à la théorie allemande : une telle clause enlèverait toute valeur à la signature de celui qui l'a émise. En droit allemand, en effet, la lettre de change peut s'analyser en une promesse faite par le tireur au public de payer le montant de la lettre de change à l'échéance. Il est difficile dès lors de concevoir un tireur qui s'exonérerait de la garantie de paiement.

En adoptant cette règle nous avons, en quelque sorte, impliqué la théorie allemande de l'engagement unilatéral, où pour faciliter sa circulation, la lettre de change est détachée de sa cause. Une telle règle, par les principes qu'elle met en jeu, est lourde de conséquences. Elle bat en brèche la théorie de la lettre de change issue d'un contrat. Les parties ne sont plus libres de régler les effets de l'émission d'une lettre de change comme il leur convient ; elles souscrivent à un engagement légal, soumis à des règles déterminées, car la lettre de change est devenue un succédané de la monnaie, ce que jusqu'à présent la législation française s'était refusée à reconnaître.

C'est surtout par son attitude à l'égard de la provision que la Conférence de Genève a nettement marqué qu'elle se rattachait à la doctrine allemande, et que la France, en ratifiant la Convention, a con-

sacré le déclin de sa propre conception traditionnelle.

D'abord, le simple fait que la Convention Uniforme ne fasse point de place à la provision, qu'elle l'ait seulement autorisée par l'introduction d'une réserve, indique bien que la provision n'est pas de l'essence du droit cambiaire. Le défaut de discussion à son sujet exprime le recul de cette notion.

Surtout, certains textes de la Loi Uniforme, incorporés dans notre Droit, sont peu en harmonie avec les règles de la provision que nous avons gardées.

Un premier texte est en contradiction absolue avec l'existence d'une provision : c'est celui qui permet de tirer sur soi-même une lettre de change ⁽¹⁰⁾. On conçoit difficilement une provision à une telle lettre : constituer provision sur soi-même est impossible.

Un autre texte n'est guère en accord avec la théorie de la provision. C'est celui qui oblige dorénavant, en cas de recours faute d'acceptation, celui contre qui ce recours est exercé à payer immédiatement la lettre ; auparavant, il avait une option entre payer immédiatement ou seulement fournir caution.

Cette nouvelle règle n'est pas sans venir jeter une certaine dissonance dans les règles régissant la lettre de change. Car la provision doit exister à l'échéance, ce qui veut dire qu'elle peut ne pas exister auparavant. En fait, il arrive souvent qu'un commerçant

(10) Voir *infra*, p. 63 et ss.
Req. 20 mars 1882, D. P. 1882, 1, 244.

tire une lettre de change et l'escompte au moment d'envoyer sa marchandise, et que la provision ne soit ainsi constituée qu'avec un certain retard sur l'émission de la traite. Surtout au moment où les affaires s'avèrent difficiles et la trésorerie étroite, les commerçants usent de cette pratique, assurément peu recommandable, mais cependant légale.

Quoiqu'il en soit, la solution nouvelle, en avançant la date d'échéance au cas de non-acceptation marque un désaccord avec la provision qui peut n'être pas encore fournie, tandis qu'auparavant la liberté de donner caution était dans l'esprit de la loi française, puisqu'elle ne changeait pas la date où la provision devait être fournie, mais qu'elle aboutissait à en garantir l'existence à l'échéance.

Sans doute la règle nouvelle est plus saine pour l'activité économique de la nation. Elle part d'une notion du crédit plus juste, mais il n'en reste pas moins qu'elle cadre mal avec la théorie de la provision. Il est vrai que cela ne nécessite pas en bonne législation l'abandon de la provision : il suffirait que, comme un chèque, une lettre de change ne puisse être tirée sans que la provision n'ait été préalablement fournie.

Ainsi quelques règles, les unes contradictoires avec la théorie de la provision, d'autres accentuant le formalisme et directement issues de l'idée de faire de la lettre de change l'analogue d'une monnaie, ont été introduites dans le droit français et en rompent l'harmonie, appelant à l'esprit la théorie juridique allemande de l'engagement unilatéral.

D'autre part, toutes les autres modifications apportées, sans engager directement de théories juridiques, partent de l'idée très nette de favoriser la circulation et se réfèrent ainsi à la tradition allemande dont la théorie de l'engagement par acte unilatéral n'est que l'expression.

L'esprit du droit cambiaire s'est donc orienté de nouvelle façon. Sans doute, les différentes réformes qu'a connues la lettre de change depuis le Code de Commerce s'étaient déjà effectuées en ce sens, mais jamais avec cette force. Cela est certainement heureux pour l'aboutissement de l'œuvre unificatrice. Mais il est curieux de constater, qu'après de si graves entorses à la tradition française, on ait tenu à garder la provision, mettant ainsi obstacle à l'unification définitive du Droit Continental.

Les raisons qui ont milité en faveur de la provision doivent être maintenant étudiées.

CHAPITRE III

POURQUOI AVOIR GARDÉ LA PROVISION ?

La provision est la créance que possède le tireur sur le tiré. Si le tireur émet une lettre de change, c'est que le tiré lui doit quelque chose. Cette notion de la provision est essentielle en droit français. Elle se rattache d'ailleurs à la vieille conception de la lettre de change, instrument d'exécution du contrat de change.

Au temps en effet où la lettre de change servait à l'exécution du contrat de change, le tireur devait mettre à la disposition du tiré, sur une place déterminée, la somme d'argent que représentait la lettre de change. Il prévoyait le paiement. C'est de cette « prévoyance » que l'on a tiré le mot « provision ».

Quoique notre droit cambiaire, même antérieur à la récente réforme, n'en fût pas resté à cette ancienne conception, la provision n'en gardait pas moins sa place dans notre droit sur la lettre de change. Car elle marque le lien entre les obligations des parties qui ont servi de support à l'émission de la lettre, et la lettre de change elle-même : elle est la marque visible de cette union.

Cependant il suffit que la provision existe au jour

de l'échéance ; et le tireur, tant que l'acceptation n'a pas été donnée, peut la retirer des mains du tiré.

On conçoit dès lors, en face de la contradiction résultant de cette nécessité et de cette fluidité de la provision, combien cette question est complexe, qu'elle soit critiquée, même en notre pays, et que la plupart des législations étrangères se soient refusées à insérer dans leur droit cambiaire des dispositions la régissant.

Plusieurs raisons militent cependant en faveur de la provision et sont invoquées en France, notamment par les Banquiers, pour écarter toute modification en la matière. Ainsi s'explique l'attitude de la France à Genève.

La provision présente un premier intérêt : même négligent, le porteur a cependant le droit de recourir contre le tireur si ce dernier n'a pas fait provision. D'autre part, le porteur a un droit direct contre le tiré qui a reçu provision, même s'il n'a pas accepté. Or, en France, étant donné le développement du petit commerce et la grande pratique de l'escompte bancaire, beaucoup d'effets ne sont pas présentés à l'acceptation, parce que, de faible valeur, leur présentation entraînerait trop de frais. A l'échéance, les Banques en ont un grand nombre en portefeuille : ils représentent de fortes sommes que les banquiers doivent pouvoir faire rentrer sans difficulté. D'où l'importance qu'ils attachent à ce droit direct contre le tiré que leur confère la provision. Cet attachement ne se manifeste qu'en France, parce que c'est

surtout chez nous que l'escompte est développé, grâce au mécanisme bancaire que couronne la Banque de France, organe de réescompte. Certains pays, telle l'Angleterre, ignorent en effet à peu près complètement la pratique de l'escompte des effets de commerce telle qu'elle existe en France.

La provision présente un autre avantage qui est considérable : le porteur en a la propriété. Cette règle, édictée par le Législateur de 1922, est la consécration d'une jurisprudence constante, qui avait adopté cette solution de façon à pouvoir sauvegarder les droits du porteur en cas de faillite du tireur de la lettre de change. Etant donnée la fonction de crédit attachée en fait à la lettre de change, il fallait sauvegarder le plus possible les droits du porteur, afin que le crédit représenté par la lettre de change fut le plus sûr possible.

Or, quels sont les droits du porteur à l'échéance ? être payé ; et justement ce paiement est assuré par le dénouement de l'opération commerciale qui est à l'origine de la lettre de change, par la provision qu'a constituée le tireur chez le tiré.

Si l'opération est sérieuse, quel peut être l'obstacle au paiement de la traite ? la faillite du tireur ou du tiré.

En cas de faillite du tiré, débiteur principal de la traite, le porteur, simple créancier chirographaire, ne peut venir qu'au marc le franc, concurremment avec les autres créanciers du tiré, quitte à se retourner contre le tireur, débiteur accessoire de la traite, qui lui doit la garantie de paiement.

Mais en cas de faillite du tireur, la jurisprudence, et ensuite la loi, ont pensé qu'il était possible de protéger les droits du porteur, grâce à la provision.

La question ne se présente à la vérité qu'en cas de lettre de change ayant provision, mais non acceptée. Le droit du porteur à être payé grâce à la provision se trouve alors en conflit avec le devoir du syndic de la faillite du tireur, représentant les autres créanciers, dont le rôle consiste à faire rentrer dans le patrimoine du tireur toutes les créances de ce dernier, par conséquent la provision existant chez le tiré. Le porteur de la lettre de change ne pourrait donc produire à la faillite que concurremment avec les autres créanciers, au marc le franc. Il a toutes chances en ce cas de n'être payé qu'en partie. C'est pour éviter ce résultat néfaste aux intérêts du crédit que la loi de 1922 est venue consacrer la jurisprudence antérieure, établissant le droit de propriété du porteur sur la provision.

Une autre raison, qui n'est plus invoquée à l'heure actuelle, a milité longtemps en faveur de la provision : on pensait qu'elle était susceptible d'entraver la circulation des effets de complaisance.

La lettre de change, avons-nous dit, est devenue un instrument de crédit. Par le moyen de l'escompte, le commerçant après avoir émis une lettre de change, anticipe le dénouement d'une opération réelle. La réalité de l'opération se matérialise dans une provision : le tireur a effectivement une créance contre le tiré.

Mais il est vite apparu que « cette espèce de mon-

naie des commerçants » pouvait être pour eux un moyen de crédit dans des circonstances autres que des transactions effectives. Tirer un effet de complaisance sur une personne fictive — ou encore sur une personne complaisante à qui l'on fournira des fonds à l'échéance, — puis escompter l'effet à un banquier, devenait un moyen facile de se procurer des fonds. Un commerçant habile, en renouvelant ses traites à des échéances convenables, peut ainsi se procurer un fonds de roulement par son banquier, sans que ce dernier se doute de la nature réelle du crédit qu'il consent.

Il est très difficile de définir exactement un effet de complaisance. Cependant, il semble bien que deux éléments se retrouvent toujours et sont essentiels pour caractériser de tels effets (1). D'abord, l'absence de toute opération commerciale sérieuse. Ensuite, une convention intervenant entre le tireur et le tiré, d'après laquelle le complaisant n'est pas engagé, vis-à-vis de son obligé, à payer quoi que ce soit.

Les effets de complaisance sont traditionnellement, en France, jugés avec défaveur. On considère qu'ils constituent un abus de crédit, et par là sont destinés à amener des perturbations graves dans le commerce. En effet, presque toutes les faillites relèvent une circulation de complaisance à partir de l'époque où la situation de l'affaire s'avère difficile.

La théorie de la provision a servi à les annuler,

(1) *Ann. dr. comm.*, 1905. Article de M. Perroud.

puisque précisément une de leurs caractéristiques est de ne pas reposer sur une opération commerciale. Mais d'autres moyens ont été employés par les Tribunaux pour parvenir à ce but. D'ailleurs, même en France, la question des effets de complaisance n'est point toujours envisagée de la même façon, et, à l'heure actuelle, il semble bien que la jurisprudence est plutôt incertaine, les annulant ou non suivant les circonstances de fait.

Ainsi la provision fait nettement ressortir la conception française d'après laquelle la lettre de change constitue un moyen d'utiliser un créance pré-existante quelle qu'en soit la nature et l'origine, et d'en garantir le paiement d'une façon très rigoureuse. Cette créance est attribuée exclusivement au porteur du titre, afin de maintenir le plus de garanties possibles à la circulation de la traite, en cas d'insolvabilité du tireur.

La conception allemande part d'un point de vue opposé : la lettre de change doit se suffire à elle-même, et les rapports juridiques engendrés par son émission ou sa circulation n'ont aucune relation avec ceux existant entre les parties au moment de la création ou de l'endossement.

La question du paiement de la lettre de change en cas de faillite et des droits du porteur sur la provision ressort au droit des faillites.

En droit anglais, le Bill of exchange Act dit que les règles de la faillite restent applicables. Or, celles-ci décident que si le tireur ou le tiré d'une lettre de change sont insolvable, le porteur peut demander

que les valeurs donnant aliment à une provision soient réalisées afin de les appliquer exclusivement au paiement de l'effet (2).

En droit allemand, il n'y a pas besoin de privilège, comme en droit français, pour que le curateur aux biens du tireur ne puisse retirer la provision chez le tiré et par suite empêcher que ce dernier ne paye la lettre de change. Car le droit allemand admet la compensation en cas de faillite, même si une des créances n'est pas échue. Le tiré applique donc la provision qu'il a reçue au paiement de la lettre que lui présente le porteur. Grâce au mécanisme de la compensation que le droit français n'admet pas en l'occurrence, la traite est payée.

Cela a été indiqué à Genève, de même qu'à La Haye, en même temps qu'était fait le vœu qu'aboutît une unification de cette partie du droit commercial, et même du droit commercial tout entier. Mais l'importance de ce travail ne permet pas d'en espérer une réalisation prochaine, quoique cela faciliterait grandement les relations commerciales internationales.

Malgré les raisons de garder la provision, on peut se demander cependant s'il est utile de conserver cette garantie, si elle n'est pas fragile et quelque peu illusoire. En effet, le tiré est lui-même susceptible de tomber en faillite. Il est possible que plusieurs traites aient été émises sur la même provision. Surtout, celle-ci peut être d'un recouvrement incer-

(2) Chalmers, *op. cit.*, p. 333.

tain. Enfin, elle peut être annulée parce que constituée en période suspecte, elle peut avoir déjà été retirée par le tireur, ou même peut-elle ne pas avoir été constituée du tout.

D'autre part, l'argument tiré de la circulation des effets de complaisance n'est pas très pertinent : il a d'ailleurs été abandonné. En France, le maintien de la provision n'a jamais empêché de telles traites de circuler. La question est d'ailleurs de savoir ce qu'il faut penser des effets de complaisance. Les Législations anglaise et allemande les admettent, sauf en cas de fraude. En France, on tend vers cette conception : puisque les lettres de change sont un instrument de crédit, on ne voit pas trop en effet pourquoi les empêcher de jouer à plein leur rôle, sauf à se défendre contre les dangers qui pourraient résulter pour l'ordre public d'une circulation de complaisance abusive.

Enfin, s'il est vrai que les banquiers ont en vue la garantie que leur confère la provision, il ne faut pas s'exagérer la portée de cette considération. Car il leur est matériellement impossible de vérifier toujours l'existence de la provision. Le plus souvent, ils ne peuvent faire que des sondages dans les effets qui leur sont remis à l'escompte. Il leur serait trop onéreux de les faire accepter tous. En pratiquant le crédit à l'escompte, les banquiers se fient surtout aux signatures apposées sur l'effet qui leur est remis. Ils connaissent le tireur, avec qui ils sont en relations d'affaires et dont ils estiment la moralité ; mais ils ne connaissent pas le tiré. En réalité, ils consentent

un crédit sur la personnalité du tireur, qui d'ailleurs reste responsable de la bonne fin de l'opération. La provision n'est qu'une sûreté réelle qui affecte ce crédit personnel. Elle est un moyen d'assurer le déroulement de l'opération. Présentant une garantie nouvelle, de certitude d'abord, de rapidité et de commodité aussi, dans le paiement, on conçoit le prix qu'y attachent les banquiers : l'opération qu'ils font est assez incertaine, puisque en langage technique, les engagements d'escompte se désignent sous le vocable de « risques » d'escompte. La provision constitue une garantie, une garantie non pas indispensable certes, ni même absolument efficace, mais une garantie précieuse, puisqu'elle fortifie toutes celles qui sont déjà attribuées à la lettre de change. On conçoit dès lors que, exerçant une profession délicate en raison de tous les risques qu'elle comporte, les banquiers soient fermement attachés à une garantie qui augmente leur sécurité. En France, où par suite de la structure bancaire du pays, la pratique de l'escompte des effets de commerce connaît une importance primordiale, et conditionne en quelque sorte toute la vie économique par la mobilisation du crédit qu'elle permet, cette garantie supplémentaire est précieuse.

Il était donc utile, en l'état actuel de nos mœurs économiques, de garder la provision. Cependant, nous voyons que cette institution cadre mal avec les nouvelles dispositions législatives de la lettre de change. Car, elle s'harmonise avec la conception qui veut assigner une cause à la lettre de change ; or, -

la législation nouvelle s'est délibérément orientée vers la théorie de l'acte unilatéral.

Surtout, non seulement l'esprit de la loi nouvelle, et certaines règles particulières, sont en désaccord avec une telle conception de la lettre de change, mais l'esprit universel se détache de plus en plus de la conception française. De plus en plus, le droit allemand attire les nouvelles législations, et la France reste presque seule à s'en tenir à des positions de plus en plus combattues. L'avenir semble être à la conception allemande, et la provision vouée à être reléguée au rang des institutions juridiques désuètes. Le système allemand, qui a pour lui un dynamisme puissant, semble en effet s'imposer, et les pays qui s'y réfèrent ne paraissent pas se trouver mal de leur pratique. Peut-être, ce droit du porteur sur la provision est-il une intrusion déplacée de la notion de garanties réelles, dans un domaine qui devrait être réservé aux garanties personnelles : la confiance accordée aux signataires de la lettre est la base même du crédit que donne la lettre de change.

La pratique de toutes les législations étrangères nous incite clairement à abandonner la provision. La tendance où nous nous sommes engagés à Genève en ratifiant la Convention semble militer en faveur de cet abandon.

On ne peut cependant pas dire que notre législation cambiaire actuelle, orientée en partie vers le droit allemand, en partie restée fidèle aux conceptions traditionnelles françaises, ne puisse fonctionner pratiquement, et que le maintien de la provision

soit inconciliable avec les nouvelles règles, de telle façon que la nouvelle loi soit inapplicable.

Une seule contradiction absolue existe dans le texte de notre loi actuelle : elle résulte de la faculté de tirer une lettre de change sur soi-même. Mais c'est là une contradiction d'un champ d'application limité.

Sinon, l'idée générale de la réforme est de faciliter la circulation de la lettre de change. Or, la provision, en ajoutant une garantie de plus, milite en ce sens.

Pour parachever l'œuvre commencée, et faciliter définitivement la circulation des lettres de change, il faut réaliser l'unification de ce droit. Sans doute, la facilité de circulation ne postule pas nécessairement l'abandon de la provision. Mais l'unification internationale souhaitée, qui désormais est la condition de cette facilité de circulation, trouve son seul obstacle, assurément, dans cette règle du droit français.

Ainsi définie la position actuelle du droit français, il reste à montrer de quelle évolution elle est l'aboutissement, et comment se traduit dans sa réglementation cette tendance marquée de la lettre de change à servir d'instrument de crédit dans les rapports commerciaux. Ceci est l'objet de la II^e partie.

DEUXIEME PARTIE

Commentaire de la réforme

CHAPITRE PREMIER

APERÇU SUR L'ÉVOLUTION DE LA LETTRE DE CHANGE EN FRANCE

Le droit cambiaire français est pénétré d'un esprit nouveau qui tend à faire de la lettre de change, avant tout, un instrument de crédit dont la circulation par conséquent est libérée de toute entrave. Ceci n'est que la suite logique de toute une évolution qu'a subie ce titre depuis l'époque moyennâgeuse où il servait uniquement à assurer l'exécution du contrat de change.

Le remise de place à place était, alors, la caractéristique essentielle de la lettre de change. Répondant à sa fin même qui était de procurer à un individu de l'argent sur une autre place, cette condition était en harmonie avec les sentiments de l'époque où la législation civile, en vertu de la doctrine mercantiliste, prohibait les sorties de métaux précieux, en même temps que la législation canonique, dans un but moral, interdisait l'usure (1).

Avec le temps cependant, la lettre de change connut d'autres utilités économiques que celle qui lui

(1) Cf. Lévy-Bruhl. Histoire de la lettre de change au 17^e et au 18^e siècle.

avait donné naissance. D'abord, grâce en particulier à l'introduction de la clause à ordre, la lettre devient un moyen de se procurer du crédit à court terme. Car payer comptant une lettre de change non échue, c'est faire une opération de crédit. C'est l'opération d'escompte qui revêt une telle importance dans la vie économique moderne.

Dès lors, ce titre connaissait une facilité de circulation et des garanties de paiement telles qu'il devenait d'une négociabilité de premier ordre. Assurés de la valeur qu'il représente, les commerçants peuvent l'utiliser dans leurs transactions à l'instar d'une monnaie.

C'est cette évolution de la fonction de la lettre de change en France que nous nous proposons maintenant de retracer brièvement. Elle commande en effet la dernière réforme.

L'Ordonnance de 1673, première codification française des Coutumes ayant régi la lettre de change au Moyen-Age, tout en restant attachée à la première conception de la lettre de change, instrument d'exécution du contrat de change, a posé des règles nouvelles qui ont préparé ce titre à jouer dans l'avenir un rôle nouveau, à peine entrevu auparavant. C'est ainsi que la mention de la valeur fournie par le preneur pouvait dorénavant être indiquée, non plus seulement en deniers, mais encore en marchandises ou en effets. Dès lors, outre le moyen pratique d'éviter le transport d'argent que l'exécution du contrat de change eut nécessité sans elle, existait, par l'émission d'une lettre change, un procédé commode offert

à l'une des parties de s'acquitter envers l'autre d'une dette née de n'importe quel contrat.

Mais surtout, les règles consacrées par l'Ordonnance, visant l'augmentation des garanties de paiement et la légitimité de l'endossement faisaient de la lettre de change, en facilitant sa circulation, un véritable instrument de crédit.

Les rédacteurs du Code de Commerce se sont contentés de reprendre et de clarifier les anciens textes de l'Ordonnance. Ils en sont restés à l'ancienne conception de la lettre de change, instrument d'exécution du contrat de change, et c'est pourquoi ils ont maintenu l'exigence de la remise de place à place, marque essentielle de cette conception. Cependant, ils ont continué la lente évolution qu'a subie notre droit cambiaire, en modifiant sur quelques points l'Ordonnance de 1673. Ils ont fait disparaître quelques entraves à sa circulation, ce qui ne pouvait qu'inciter les commerçants à recourir aux traites pour mobiliser leur crédit. C'est ainsi que les endosseurs, déchargés du fardeau de la preuve de la provision, purent désormais toujours invoquer contre le porteur son manque de diligence, ce qui favorise la circulation. Également, ils favorisèrent le prêt, en décidant que l'exécution se ferait dorénavant le jour même de l'échéance.

Bégouen, rapporteur au Tribunat, avait même parlé de cette « espèce de monnaie, frappée au coin du commerce, lancée dans la circulation générale ». Car, à la vérité, si la conception traditionnaliste finit par l'emporter en 1807, ce ne fut pas sans quelque

hésitation. La nécessité de la remise de place à place fut sérieusement mise en question par certains rédacteurs du Code de Commerce, désireux de libérer la lettre de change des règles qui en ralentissaient la circulation ; ils apercevaient en effet que les besoins du commerce réclamaient que l'on ne s'arrêtât pas à cette conception devenue surannée de la lettre de change, instrument d'exécution du contrat de change. Il leur semblait qu'elle pouvait rendre d'autres services.

Quoique cette pensée ne prévalût pas dans la nouvelle législation, plus favorable cependant que les précédentes à sa transmission, la lettre de change tendait à devenir un papier de crédit d'un usage universel.

Sur ces entrefaites, Einert expose une théorie de la lettre de change qui révolutionne la doctrine traditionnelle française et exerce sur la suite de l'évolution du droit cambiaire une influence considérable.

Cette évolution, jusqu'ici, a consisté à libérer la lettre de change des entraves qui rappelaient trop le contrat de change, sans cependant s'écarter du fondement du droit cambiaire français qui se trouve dans un contrat.

La première entrave était certainement la remise de place à place. Déjà discutée au Tribunat, cette condition avait été écartée dans la plupart des législations étrangères. En France, il fallut attendre l'année 1894 pour voir supprimer cette obligation gênante qui ne correspondait plus à rien depuis qu'elle était habituellement tournée par les commerçants.

Un mouvement de plus en plus grand, d'ailleurs, considérant le développement du commerce, exigeait que la remise de place à place ne soit plus considérée comme essentielle. Sans doute, à l'origine, la lettre était un moyen facile de faire passer de l'argent d'un lieu dans un autre ; d'où, l'exigence de la condition ; mais rationnellement, plus rien ne l'exigeait. Aussi, la jurisprudence interprétait largement cette condition, consacrant en quelque sorte la fonction de crédit de la lettre de change, et était-il courant de voir des lettres de change tirées de Boulogne (Seine) sur Paris.

La suppression de la remise de place à place fut enfin votée par une loi du 5 juin 1894 ⁽²⁾. Venue plusieurs fois en discussion au Sénat et à la Chambre des Députés, chaque fois l'exposé des motifs rend le même son de cloche, impliquant une adhésion complète à l'idée d'instrument de crédit. L'exposé des motifs, rapporté au *Journal Officiel* du 23 novembre 1889, fait observer que « cette réforme n'est
« pas nouvelle ; elle fut réclamée lors de l'élabora-
« tion du Code de Commerce. La législation actuelle
« n'est pas en rapport avec les besoins du commerce,
« car le caractère primitif de la lettre de change
« s'est considérablement modifié. Elle constitue sur-
« tout, désormais, un moyen de mobilisation des
« créances ». De même, le Rapporteur de la loi enfin votée le 5 juin 1894, développe le même thème : « La
« nécessité paraît s'imposer de modifier en France

(2) *Journal Officiel*, 8 juin 1894.

« une législation qui n'est plus en rapport avec les
« besoins du commerce. Par suite du développe-
« ment des affaires commerciales, le caractère pri-
« mitif de la lettre de change s'est en effet consi-
« dérablement modifié. Elle a été pendant longtemps
« considérée uniquement comme un instrument des-
« tiné à faciliter le paiement des sommes dues dans
« un lieu autre que celui du domicile du vendeur,
« sans qu'on eût à opérer le transport des espèces.
« Aujourd'hui, elle n'implique généralement plus
« aucune idée de change ; elle constitue surtout un
« moyen de faciliter la mobilisation des créances.
« C'est un instrument de crédit grâce auquel le
« commerçant peut recevoir immédiatement la va-
« leur des marchandises qu'il a dû vendre à terme.
« On ne voit pas dès lors pourquoi cette faculté
« serait accordée au négociant qui vend sa mar-
« chandise dans un lieu autre que celui de sa rési-
« dence et refusée à celui qui vend là où il réside...
« Cette restriction légale devient illusoire puisqu'on
« en arrive à la tourner en tirant d'une ville voisine
« où l'on n'a pas de domicile, et en négociant cette
« traite à un banquier qui la fait accepter par le
« tiré ».

Lorsque fut présentée cette loi devant le Parlement, le Ministre du Commerce avait promis une loi générale réformant notre Droit Cambiaire dans le sens demandé par toutes les Chambres de Commerce, c'est-à-dire dans un esprit tel que la lettre de change pût mieux servir au crédit des commerçants. Cette loi, votée en 1922, est issue d'une proposition de loi

déposée en 1916 par M. Louis Dubois, qui reprenait certaines réformes incluses dans le règlement de La Haye. Le Rapporteur à la Chambre des Députés fit remarquer que, devant le développement chaque jour plus intense de notre vie économique, on était forcé de constater que certaines dispositions de notre législation ne présentaient plus la souplesse voulue pour répondre aux besoins nouveaux de notre commerce et de notre industrie.

C'est ainsi que, outre la question de la propriété de la provision enfin réglée dans le sens qu'indiquait une jurisprudence constante, la loi de 1922 réglait celle de l'endossement en blanc, désormais translatif de propriété, et supprimait la nécessité de mentionner la valeur fournie. Cette mention ne présentait plus grand intérêt depuis qu'elle pouvait être faite en n'importe quels termes. Ayant un sens au temps où la lettre de change était étroitement liée au contrat de change, parce qu'on ne pouvait être autorisé à toucher que si on avait au préalable payé, elle était devenue incompréhensible depuis qu'elle remplissait une autre fonction. Elle était donc considérée comme inutile ; elle était d'ailleurs contraire à la règle générale posée dans l'article 1132 du Code Civil : « La convention n'en est pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée ».

Ainsi apparaît extrêmement nette l'évolution du droit cambiaire français. A l'origine, seulement instrument d'exécution du contrat de change, la lettre de change est devenue l'instrument d'exécution de n'importe quel contrat. Quoique la libérant de cer-

taines entraves mises à sa circulation, le Code de 1807 en est resté à cette conception.

Dans le courant du xix^e siècle, sous l'influence des relations commerciales étendues et plus rapides, en même temps que des théories émises, la lettre de change a continué à se dégager, en France, des entraves mises à sa circulation. Par les deux étapes de 1894 et de 1922, qui ont supprimé, d'abord la remise de place à place, ensuite la mention de la valeur fournie, et simplifié les formes de l'endossement, la lettre de change est devenue en fait un instrument de crédit.

Nous avons vu que la récente Convention a accentué cette tendance, quoique son but fut seulement d'unifier des législations différentes. En s'orientant délibérément vers la conception allemande, elle a continué l'évolution de notre droit cambiaire. C'est en partant de cette idée que nous nous proposons d'étudier les modifications apportées à la réglementation de la lettre de change.

CHAPITRE II

EMISSION DE LA LETTRE DE CHANGE

Pour être valide, la lettre de change doit répondre à certaines conditions de forme. Ce caractère solennel est en contradiction avec les principes du droit commercial qui écarte généralement le formalisme, contraire à la rapidité des transactions. Cependant, le rôle exceptionnel joué par la lettre de change dans la vie économique moderne, la liberté de circulation qui doit lui être assurée pour lui permettre de remplir sa fonction d'instrument de crédit, exigent que ce titre soit aisément reconnaissable. Sur-tout, le Législateur a désiré que toute personne mettant son nom sur une lettre de change ne s'exposât que sciemment aux sévérités du droit cambiaire.

En effet, le caractère commercial conféré aux obligations se rapportant à la lettre de change, c'est-à-dire juridiction des Tribunaux de commerce et rapidité d'exécution, l'obligation de demander le paiement à date fixe, la brièveté des recours pour le porteur et les déchéances auxquelles il est exposé, la solidarité de tous les endosseurs, la courte durée de la prescription, en bref la rigueur du droit cambiaire, expliquent un certain formalisme ayant pour

but de mentionner qu'il s'agit bien d'une lettre de change, de préciser quelles sont les personnes du créancier et du débiteur lors de la création, l'obligation qui les lie et les circonstances dans lesquelles la traite doit être payée (1).

Ces mentions que doit revêtir la lettre de change sont énumérées par le nouvel article 110 du Code du Commerce :

« La lettre de change contient :

« 1° La dénomination de lettre de change insérée
« dans le texte même du titre et exprimée dans la
« langue employée pour la rédaction de ce titre ;

« 2° Le mandat pur et simple de payer une somme
« déterminée ;

« 3° Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;

« 4° L'indication de l'échéance ;

« 5° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;

« 6° Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel
« le paiement doit être fait ;

« 7° L'indication de la date et du lieu où la lettre
« est créée ;

« 8° La signature de celui qui émet la lettre de
« change (tireur). »

Lorsque l'une de ces huit mentions fait défaut, en principe le titre ne vaut pas comme lettre de change; c'est le droit commun, et non les prescriptions particulières aux lettres de change, qui règle les rapports de droit nés de ce titre irrégulier. Selon l'importance de l'omission, c'est une simple reconnaissance de dette ou même un titre sans valeur.

(1) Voir *supra*, page 22.

Cependant la rigueur de cette règle est quelquefois atténuée. C'est là une innovation au droit antérieur français. Il a paru trop grave en effet de sanctionner par la nullité l'omission de certaines mentions, alors que la volonté probable des parties, de même que la réalité des choses, indiquaient nettement une solution.

La Loi supplée donc à la négligence des parties en certains cas, ainsi qu'il sera signalé à l'occasion de chacun d'entre eux. Ce serait en effet aller contre la fonction même des lettres de change qui est de faciliter les relations commerciales, que de les annuler sous prétexte qu'il leur manque une condition de forme, alors qu'il est facile de suppléer à la négligence des parties. C'est là un correctif nécessaire au formalisme étroit dont est, désormais plus qu'auparavant, entourée la lettre de change.

La matière de ce chapitre ayant été complètement remaniée par la nouvelle législation, nous étudierons les modifications apportées, en reprenant successivement chacune des huit conditions exigées par le nouvel article 110 du Code de Commerce y rattachant, dans un souci de clarté, les règles nouvelles se rapportant à ces mentions éparses dans le texte.

1° La première mention exigée par la nouvelle loi sur la lettre de change est « la dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction du titre ».

Cette innovation, devant laquelle la France a longtemps reculé, est issue de la préoccupation germa-

nique de faire de la traite un titre fiduciaire à circulation rapide, indiquant à simple lecture de son contenu toutes les conséquences qui en découlent. Elle est contraire à l'esprit du Droit Anglais qui se refuse à faire dépendre d'une simple formalité la validité de la lettre de change. Et si, justement, à Genève, l'unanimité s'est faite sur l'insertion de cette mention, c'est qu'il a paru possible de réaliser l'unification du seul Droit Continental, alors qu'à La Haye on avait espéré que l'Angleterre aussi ratifierait la Convention.

L'intérêt de cette mention est d'attirer l'attention des parties sur les conséquences rigoureuses des engagements qu'elles contractent. C'est un solennel avertissement pour les signataires qu'ils tombent sous le coup d'un droit particulièrement strict. Ainsi que l'a exprimé le Délégué Français à la Conférence de Genève ⁽²⁾, ces mots « lettre de change » ont l'avantage pratique de faire reconnaître immédiatement de quoi il s'agit, notamment de différencier la lettre de change du chèque.

D'autre part, il a semblé que le monde des affaires, que l'on avait longtemps cru, en France, hostile à cette formalité s'y soumettrait avec la plus grande facilité d'autant plus que les lettres de change sont, généralement, faites au moyen de formulaires imprimés sur lesquels on inscrit à la main les passages laissés en blanc. C'est aussi bien afin de permettre aux Sociétés d'écouler leurs stocks de formulaires

(2) M. Percerou, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

anciens, que de ménager une transition qui permette aux gens d'affaires de s'accoutumer à cette innovation, qu'un délai de six mois a été prévu avant de rendre obligatoire cette mention. C'est donc seulement depuis le 1^{er} mai 1936 que les lettres de change françaises sont nulles lorsque la mention « lettre de change » ne figure pas dans le texte même du titre; et si le titre est écrit en plusieurs langues, chose rare en France, il faut que ces mots « lettre de change » soient exprimés dans la même langue que le mot « Payez », ceci à la demande du Délégué Tchéco-slovaque (3).

La sanction de ce formalisme peut sembler bien rigoureuse, quelque intérêt qu'il puisse y avoir à mettre le souscripteur d'une lettre de change en garde contre la gravité de ses déclarations. Déjà, Vidari (4) résumait justement les avantages mêlés d'inconvénients de cette pratique germanique, en disant : « L'exigence des mots *lettre de change* a pour but d'empêcher que des gens inexperts soient obligés en vertu de la lettre de change sans autre avis de la nature de l'obligation par eux assumée, et sans savoir que par elle ils sont exposés à l'éventualité d'un traitement rigoureux. Ce serait une sollicitude digne

(3) M. Srb a dit en effet que dans les pays dont la population embrasse des minorités ethniques, il peut arriver qu'une lettre de change ne soit pas rédigée entièrement dans une seule langue. Cette disposition évite donc que puisse être discutée la validité de telles lettres de change. Comptes rendus de Genève. Documents C. 360, M. 151, 1930, II.

(4) « La lettere di Cambio », 1869, n° 69, page 75, cité par Chotard. Thèse Paris, 1887, page 271. Nature et forme de la lettre de change en droit français et étranger.

d'éloges si elle n'ajoutait une difficulté de plus à la libre et prompte émission de la lettre de change. »

Il ne semble pas cependant que cette critique soit parfaitement fondée. En raison surtout des formulaires imprimés dont on se sert généralement, il est peu prévisible que cette condition de forme entrave l'émission des lettres de change. Au contraire, par la netteté et la simplicité qu'elle présente, elle en favorise certainement la circulation.

Toutefois, il est sans conteste qu'il y a toujours un inconvénient à multiplier les conditions de forme dont l'inobservation entraîne la nullité ; mais il ne faut pas oublier en formulant cette critique, que cette innovation au droit français a permis de réaliser une unification complète du Droit dit « continental » au sujet des mentions qui doivent figurer sur la lettre de change. Cette unification est certainement plus utile aux relations d'affaires que n'est grande la gêne qui peut résulter de l'insertion de cette mention.

De cette innovation, il faut rapprocher celle qui consiste à ne plus exiger la « clause à ordre » sur la lettre de change. En France, cette clause était essentielle. Elle jouait en quelque sorte, mais moins clairement, le même rôle que les mots « lettre de change » dans le Droit Allemand.

Désormais, non seulement il est possible de créer des lettres de change non à ordre, mais encore il n'est pas besoin de la mention « à ordre » pour que la lettre de change soit endossable. La lettre de change est considérée, de par sa nature même, com-

me transmissible par endossement, à moins qu'une indication contraire ne soit stipulée.

2° Le mot « mandat » ne préjuge en rien de la nature juridique de la lettre de change, ainsi qu'il a été bien spécifié au cours de la discussion de la Convention ⁽⁵⁾, et l'impossibilité de soumettre la lettre de change à une condition ne modifie en rien notre Droit.

Cependant, les mots « somme déterminée » appellent deux observations :

D'abord, la sanction du défaut de concordance dans le montant de la somme, énuméré à plusieurs reprises dans le corps de la lettre, est modifiée. Auparavant, lorsque le montant de la lettre de change, inscrit plusieurs fois, n'énonçait pas la même somme, les Tribunaux avaient un pouvoir souverain d'appréciation. Il n'en est plus de même désormais. La nouvelle loi a en effet adopté le système allemand, en établissant des présomptions qui s'imposent aux Tribunaux : la somme énoncée en toutes lettres l'emporte sur celle inscrite en chiffres ; et lorsque les différences existent sur des sommes portées plusieurs fois, soit sur des chiffres, soit sur des lettres, c'est la somme la plus faible qui l'emporte.

Il est à remarquer cependant que cette nouvelle solution n'aboutit pas aux mêmes conséquences en Droit Français et en Droit Allemand. Dans ce dernier Droit, en effet, les décisions des Tribunaux en matière de change n'examinent pas le fond de la

(5) Comptes rendus Genève. Documents C. 360, M. 151, 1930, II, page 128.

question. Il reste donc un recours au souscripteur qui peut faire la preuve du mal fondé de la présomption édictée par la loi tandis que cette ressource n'existe pas en Droit Français.

La deuxième observation vise la stipulation d'intérêts portées sur une lettre de change.

Devant l'insuffisance du Code de Commerce où cette question était envisagée dans le seul article 110 qui demandait une indication précise de la somme à payer, la Jurisprudence s'était fixée dans le sens suivant. D'abord, fut déclaré régulier par un arrêt de la Cour de Bourges du 27 janvier 1857 ⁽⁶⁾, le procédé qui consistait à réunir par avance, lors de la création de l'effet, les intérêts conventionnels à la somme principale pour laquelle l'effet était souscrit.

Il fut même permis ⁽⁷⁾ d'émettre une lettre de change contenant une stipulation d'intérêts sans réunion de ces intérêts au capital énoncé dans l'effet. Cette stipulation n'était pas contraire à la condition prescrite par l'article 110 du Code de Commerce car les intérêts sont aisément déterminables. Ainsi que l'exprime l'arrêt de la Chambre des Requêtes de 1868, « le calcul le plus simple permet d'en déduire le montant de deux dates combinées, celle de souscription et celle d'échéance ».

Malgré cette Jurisprudence, le Gouvernement Français, dans sa lettre du 21 août 1929 adressée au Secrétariat de la Société des Nations, contenant les obser-

(6) D. P. 1857, 2, 68.

(7) Ch. Req., 5-2-1868. D. P. 1868, I, 386.

vations ⁽⁸⁾ sur les projets qui servirent de base de discussion à la Conférence, disait que de telles lettres « sont rares et de nature à donner lieu à des difficultés ; que donc, il serait bon de déclarer non écrites les stipulations d'intérêts dans toute lettre de change, ou même de supprimer dans le projet toutes dispositions relatives à ces stipulations ».

Cependant, la stipulation d'intérêts présente l'avantage de satisfaire aux besoins du monde commercial en relations avec les pays d'outre-mer. D'autre part, il est hors de doute qu'elle apporte une entrave à la circulation des effets de commerce car, pour évaluer les intérêts, il faut faire un calcul souvent délicat.

S'inspirant de ces considérations, la Loi Uniforme a permis la clause d'intérêts seulement dans les lettres payables à vue ou à un certain délai de vue. Dans les autres, ou si le taux n'est pas porté sur la lettre, la stipulation d'intérêts est réputée non écrite. Dans celles-ci, en effet, il est facile, en créant la lettre, d'incorporer les intérêts au montant du principal de la somme, tandis que dans les premières, où cela est impossible puisque l'échéance est inconnue, les considérations d'utilité du commerce maritime l'emportent incontestablement sur la gêne qui peut résulter du calcul des intérêts.

Ainsi apparaît nettement la préoccupation de faciliter la circulation des lettres de change.

3° La permission de tirer une lettre de change

(8) Documents préparatoires. Projets élaborés par les Experts de la Société des Nations. Remarques des Gouvernements. Documents C. 234, M. 83, 1929, II, Addendum.

sur le tireur lui-même a heureusement mis fin à une longue controverse sur la validité et les effets du tirage sur soi-même ; le Code de Commerce, en effet, n'envisageait pas cette question. La doctrine et la Jurisprudence s'accordaient généralement pour admettre qu'un pareil titre n'était pas une lettre de change mais plutôt un billet à ordre ⁽⁹⁾. L'argument était le suivant ⁽¹⁰⁾ : le propre de la lettre de change est de procurer au porteur, à la suite de l'acceptation, un deuxième débiteur à côté du premier, le tireur. Or, en ne désignant pas d'autre tiré que lui-même, le tireur a clairement manifesté sa volonté de rester débiteur principal. Le Droit Cambiaire n'a donc pas à s'appliquer, mais en admettant qu'un pareil titre est un billet à ordre, on ne dénature pas la volonté du tireur.

L'intérêt de cette distinction résidait particulièrement dans le caractère civil ou commercial que pouvait revêtir l'engagement ainsi souscrit, et ceci était très important à l'époque où la contrainte par corps sanctionnait encore les obligations commerciales.

Mais cette opinion ne tient pas compte du fait que, tant que le tireur n'a pas accepté, il n'est obligé qu'en recours : considérer un tel titre comme un billet à ordre aboutit à traiter le tireur comme un débiteur principal contre sa volonté, et à l'empêcher d'exciper du défaut de protêt. Il semble donc qu'il est juste de

(9) Cour d'Agen, 4-2-1852. D. P. 1852, 5, 225. D. P. 1855, 2, 114. D. P. 1855, 2, 228. D. P. 1851, 1, 183. Contra. Cass. 14 mai 1828. D. P. 1828, 1, 246.

(10) Lescot : « Des effets de Commerce », tome I, N° 141.

respecter la volonté du tireur, d'autant plus que la forme du titre est décisive. Or, elle présente bien les caractères d'une lettre de change.

C'est pourquoi, à la suite d'une discussion à Genève, qui a mis nettement en valeur ce point de vue, la Loi Uniforme s'est prononcée dans le sens qu'un tel titre est effectivement une lettre de change.

La question présente une grande importance pratique du fait que de grandes Maisons de commerce, les Banques en particulier, ont coutume de tirer des traites sur leurs succursales. Condamnée par une partie de la doctrine ⁽¹¹⁾, cette pratique avait été validée par la Jurisprudence ⁽¹²⁾ qui, — pour les besoins de la cause —, avait considéré que le tiré est moins l'Etablissement que son Directeur, personne incontestablement distincte de celle du tireur, le chef de l'établissement principal. Mandataire de celui-ci, le gérant détient d'ordinaire des valeurs pour le compte de son mandant. Rien ne s'oppose alors à ce que l'établissement principal l'invite, par lettre de change, à s'en dessaisir entre les mains d'un tiers dont il est débiteur, « et les affecte à une provision pour garantie de la lettre de change ».

Il n'en reste pas moins que cette solution invoquée pour satisfaire aux besoins légitimes des praticiens, est fort contestable, car, ainsi que l'exprime M. Lescot, en mentionnant sur une traite, à la suite

(11) Lescot. *Op. cit.*, n° 142. Lyon-Caen et Renault, tome IV, n° 75. Thaller et Percerou, n° 1341. Contra : Pardessus. tome I, n° 335. Dalloz, Rep. Vo. Eff. Comm., n° 73.

(12) Cour Rouen, 20 août 1845. D. P. 1846, 2, 108 ; S. 1885, 1, 117 ; D. P. 1901, 3, 317.

du nom du préposé, sa qualité de gérant de la Succursale le tireur manifeste suffisamment sa volonté de tirer sur la succursale elle-même ; on méconnaît donc cette volonté en disant qu'il a tiré sur le gérant personnellement. Et soutiendra-t-on que celui-ci en acceptant contracte un engagement personnel ⁽¹³⁾ ?

Quoiqu'il en soit la question est désormais tranchée. La solution consacrée à Genève présente une grande importance si l'on considère les principes du droit du change en France. Elle est un signe de l'évolution future de notre droit cambiaire, auquel les nécessités de la pratique imposent de rompre les cadres trop étroits tracés par le Législateur de 1807 ⁽¹⁴⁾.

4° L'échéance est l'époque à laquelle est payable la lettre de change. Sa détermination présente donc un intérêt considérable, puisqu'elle précise le moment où doit s'exécuter l'obligation que contient la lettre de change, et s'ouvrir des recours rigoureux et rapides. Sa détermination est fixée par des règles précises qui n'appellent pas de commentaires. Il suffit de se reporter au texte de la loi qui donne les réglementations détaillées sur ce sujet, n'apportant pas de modifications sensibles aux règles anciennes.

Cependant, ces règles anciennes sont considérablement simplifiées, car il n'est plus admis que quatre stipulations d'échéance. « Une lettre de change peut être tirée :

— à vue,

— à un certain délai de vue,

(13) Lescot, *op. cit.*, n° 141 et ss.

(14) Voir *supra*, p. 30.

- à un certain délai de date,
- à jour fixe. »

Par là sont prohibées les lettres de change « en foire », et les lettres de change tirées à usances de vue. Ce n'est d'ailleurs que la consécration de la pratique courante où de telles lettres étaient tombées en désuétude.

Au cas où une lettre de change ne contiendrait pas mention de son échéance, elle n'en serait point nulle pour autant, car « la lettre dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue ». Cette solution est d'ailleurs conforme au principe général qu'un engagement contracté sans indiquer de terme est immédiatement exigible.

5°, 6°, 7° Peu de considérations sont à faire au sujet des conditions consacrées par les trois paragraphes ainsi désignés de l'article 110.

Nous avons déjà signalé en effet l'importante innovation permettant de supprimer la clause à ordre, soit qu'on l'écarte, soit qu'on la sous-entende.

L'indication de la date n'appelle aucun commentaire. Quant à celle du lieu de paiement et du lieu de création, elle est singulièrement moins nécessaire depuis que la remise de place à place n'est plus exigée. Elle n'est pas dénuée de tout intérêt, toutefois, car ces mentions offrent l'avantage de spécifier clairement l'endroit du paiement et de permettre de régler les conflits de lois qui peuvent s'élever en raison des divergences qui subsistent encore entre les législations cambiales des différents pays. C'est pourquoy, tout en exigeant l'indication du lieu de la

création et du paiement de la lettre de change, la Loi Uniforme n'a point pensé qu'il était nécessaire que la nullité de la lettre sanctionnât leur omission. Aussi, a-t-elle décidé que « à défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du paiement et en même temps le lieu du domicile du tiré ». De même, à défaut d'indication du lieu de la création de la lettre de change, « la lettre est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur ».

8° La signature du tireur est exigée ; il n'y a là rien de changé au droit antérieur.

Les obligations du tireur restent en principe les mêmes : garantie d'acceptation et de paiement. Mais, alors qu'il pouvait auparavant s'exempter de ces deux garanties, il ne le peut plus dorénavant que de la première.

Le tireur peut continuer à s'exonérer de la garantie d'acceptation. En effet, les traites « non acceptables » sont quelquefois utiles ; souvent, les particuliers ont répugnance à accepter une lettre de change ; ils redoutent la responsabilité rigoureuse que fait peser sur eux la loi cambiaire, quoiqu'ils soient prêts à payer la lettre à l'échéance. De telles clauses sont rares cependant, car la garantie du tireur est considérée en pratique comme une des bases principales de la valeur que représente ce titre au point de vue économique, et privé de cette garantie, il est peu apte à circuler. Au reste, elles présentent les plus graves dangers, car elles sont pour un tireur de mauvaise foi un moyen de faire de la « cavalerie » :

on peut en effet tirer sur une personne notoirement solvable une traite non acceptable et l'escompter à un banquier, en pensant bien trouver des fonds d'ici l'échéance. Toutefois il convient de remarquer qu'un banquier n'escompte généralement pas de pareilles traites.

Par contre le tireur ne peut plus s'exonérer de la garantie de paiement. Une telle clause serait réputée non écrite ⁽¹⁵⁾.

Au terme de cette étude sur les nouvelles règles qui président à la création des lettres de change, il ressort que l'idée générale qui a déterminé les modifications apportées a été de faciliter la circulation des lettres de change. Ainsi se confirme l'évolution antérieure du droit cambiaire français.

(15) Voir *supra*, p. 28-29.

CHAPITRE III

ENDOSSEMENT

Le nouveau texte concernant l'endossement présente une importance singulière au regard des quatre petits articles que le Code de Commerce consacrait à cette matière. Il donne des précisions intéressantes, confirmant les usages qui s'étaient établis dans le silence de la Loi. La loi de 1922, issue des travaux de La Haye qui ont eux-mêmes servi de base à la Conférence de Genève, avait déjà profondément remanié les règles de l'endossement. Déjà modifiées dans le sens de l'unification internationale, elles l'ont encore été à la suite de la Conférence de Genève, en ce qui concerne la forme de l'endossement, les conditions requises pour qu'il produise ses effets, et les deux variétés d'endossement qui ne sont pas translatives de propriété : l'endossement à titre de procuration, et l'endossement pignoratif.

FORMES DE L'ENDOSSEMENT

Auparavant, lorsque la lettre de change requérait à peine de nullité la clause « à ordre », elle était, par

définition même, transmissible par endossement. Il n'en est plus de même désormais, notre Droit est modifié d'une double façon.

D'abord, même si la lettre de change ne contient pas la clause à ordre, elle est transmissible par endossement. Cette innovation est en harmonie avec les nouvelles conditions de validité de la lettre de change, qui n'exigent plus la clause « à ordre », mais la sous-entendent, à moins que la volonté contraire ne soit exprimée. Et ceci amène à l'autre innovation : il peut exister désormais des lettres de change non endossables, celles sur lesquelles le tireur a inséré « les mots *non à ordre*, ou une expression équivalente ». En ce cas, « le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire ». Il faut dès lors employer les formes compliquées indiquées par l'article 1690 du Code Civil ; le cédant n'assume plus que la garantie d'existence de la créance, et les exceptions fondées sur les rapports personnels entre le cédant et les autres obligés ne sont pas purgées à l'égard du preneur.

Ces conséquences montrent bien qu'une pareille lettre de change ne peut guère servir d'instrument de crédit ou de moyen de paiement, de même que la lenteur de sa transmission ne s'accorde nullement avec la rapidité des transactions.

Ces considérations justifient suffisamment que le droit commun de la lettre de change soit la transmission par voie d'endossement, ce qui maintient le titre sous les règles du droit cambiaire.

Cependant, cette faculté du tireur d'empêcher la

transmission de la lettre de change par endossement n'est pas attribuée à un endosseur. Il n'a pas paru possible, en effet, qu'un simple endosseur pût changer la nature même du titre émis par le tireur. A la vérité, il lui est loisible d'interdire un nouvel endossement, mais cette clause n'a point d'effet sur la validité des endossements effectués ultérieurement malgré cette interdiction. Elle ne vise que la responsabilité de l'endosseur qui l'insère : par son moyen, l'endosseur « n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée ».

L'endosseur peut, alors que cela est impossible au tireur (1) s'exonérer de la garantie de paiement. C'est la clause « à forfait » qui est très usitée dans le commerce international.

« Toute condition à laquelle est subordonné l'endossement est réputée non écrite. » C'est là une de ces précisions qu'apporte la nouvelle législation au silence du nouveau texte antérieur, mais qui ne modifie en rien les usages établis. Il faut remarquer toutefois que, dans un endossement conditionnel, la condition est seulement réputée non écrite, alors que si, lors de l'émission de la lettre, le mandat de payer n'est pas pur et simple, il n'y a pas de lettre de change. Il serait en effet contraire à la nature du titre, qui est de circuler, qu'une condition pût entraver la circulation, et c'est pourquoi la sanction est seulement que la clause est réputée non écrite,

(1) Voir *supra*, p. 28-29.

quoique cela fut parfaitement contraire à la volonté des parties, qui n'ont pas entendu s'engager purement et simplement.

Dorénavant, « l'endossement partiel est nul ». L'endossement partiel n'était point prohibé dans notre législation, mais les difficultés auxquelles il aurait donné lieu étaient telles que la pratique n'en offrait pas d'exemple. En effet, le bénéficiaire n'aurait pu agir que pour la part qui lui aurait été endossée et non pour le surplus. Dès lors, comment éviter les déchéances qui frappent le porteur négligent ?

Enfin, l'endossement ne peut plus être fait par acte séparé, ce qui, dans le silence du Code, était une question fort controversée (2).

Même, quand il se fait par simple signature, il doit « être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge ». S'il pouvait se faire au recto du titre, il ne serait pas possible en effet de le distinguer de l'aval.

L'endossement en blanc, introduit par la loi de 1922, reste permis. C'est même celui qui, vu sa simplicité, a toutes les faveurs des praticiens. Cependant, il faut remarquer que la mention de la date n'est pas dépourvue d'intérêt ; notamment en matière de capacité, son insertion peut empêcher le porteur à la veille de faire faillite de diminuer le gage commun de ses créanciers en cédant à l'un d'eux ou à un tiers un effet en portefeuille.

(2) Suppl. au Dalloz. Rep. et Législ. V^o Eff. de Comm. Pour : Alauzet, tome 4, n^o 1344. Nougier, tome I, n^o 666. — Contre : Lyon-Caen et Renault, tome I, n^o 1083. Voir *Supra*, p. 23, l'idée à laquelle se rattache cette règle.

Toutefois, le Décret précise les effets de l'endossement en blanc ; « le porteur peut :

« 1° Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;

« 2° Endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne ;

« 3° Remettre la lettre à un tiers sans remplir le blanc et sans l'endosser ».

C'est la consécration légale des usages antérieurs.

Mais dorénavant, « l'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc ».

Il peut sembler curieux de valider la circulation de lettres au porteur et d'en interdire la création. Cela manque de logique, ainsi que l'a fait observer le Délégué Français, à la Conférence de Genève, M. Percerou. Cependant, une telle solution est heureuse, car elle favorise la circulation des effets de commerce. C'est en raison surtout de l'opposition des Banques d'émission que n'ont pas été autorisées les lettres créées au porteur dans la crainte que de telles lettres ne portassent préjudice à leur privilège. Mais il n'a pas semblé que les endossements au porteur présenteraient ce même inconvénient de remplacer les billets de banque.

ENDOSSEMENT A UN PRECEDENT SIGNATAIRE

Le Code de Commerce ne visait pas l'hypothèse d'un endossement au profit d'une personne déjà signataire de la lettre de change. On admettait géné-

ralement — et la Jurisprudence était bien fixée en ce sens — que, lorsque la lettre parvenait entre les mains d'un précédent endosseur, ce dernier pouvait de nouveau endosser la lettre. La conséquence de ce deuxième endossement était que l'endosseur, de nouveau porteur de la lettre, pouvait exercer un recours contre les personnes entre lesquelles la lettre avait circulé avant de parvenir une première fois entre ses mains, mais il ne pouvait plus recourir contre les parties intermédiaires, auxquelles il devait garantie (3). Comme l'explique M. Lescot (4), il y a bien eu confusion, mais comme elle s'est produite sur la tête de l'endosseur, cette confusion n'atteint que l'obligation accessoire de garantie qui lui incombe, et laisse intacte l'obligation principale issue de la lettre de change.

Mais lorsque la lettre parvenait entre les mains du tiré accepteur ou ayant provision, bien que la Jurisprudence fût également très ferme, deux opinions se partageaient en doctrine.

L'une, exprimée dans le Traité de Droit Commercial de Lyon-Caen et Renault (5) estimait que l'endossement au tiré accepteur entraîne l'extinction de la lettre par confusion, ou par une sorte de paiement anticipé. La lettre ne peut donc plus revivre, même par un endossement du tiré au profit d'un tiers. L'autre opinion est celle de Thaller et Percerou : l'endos-

(3) Cass. 15 mai 1850, S. 1850, 1, 444. Cass. 27 mai 1883, S. 1885, 1, 72. Cass. 10 février 1880, S. 1880, 1, 203.

(4) Lescot, *op. cit.*, p. 455, t. I.

(5) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 124 et suivantes.

sement par le tiré, même accepteur, produit les effets ordinaires de l'endossement, car la confusion ne peut être opposée aux tiers. La confusion en effet ⁽⁶⁾ est moins un mode d'extinction d'obligations qu'une impuissance momentanée à faire valoir son droit.

La Jurisprudence avait nettement pris position dès le milieu du siècle dernier : au cas où la lettre tombait aux mains du tiré accepteur, ou ayant provision, la lettre de change était définitivement éteinte ⁽⁷⁾.

Le Gouvernement Français ⁽⁸⁾ avait d'ailleurs pris nettement parti en faveur de la Jurisprudence, ce qui amena M. Percerou, Délégué, à prendre la position contraire de M. Percerou, Jurisconsulte, ainsi que le fit malicieusement remarquer, lors de la Conférence, M. Giannini, Délégué Italien. Le Gouvernement Français avait donc écrit : « ...il paraît inadmissible que le tiré puisse remettre en circulation une lettre qui lui a été endossée... »

Fidèle à ces principes, la Délégation Française à la Conférence de Genève avait donc proposé un amendement portant que « si l'endossement a été fait au profit du tiré, ce dernier ne peut plus endosser la lettre à nouveau », s'appuyant sur le fait que, dans ce cas, le tiré accepteur devient son propre créancier, et que la lettre s'éteint par confusion, ou encore que l'obligation est éteinte par un paiement anticipé.

(6) Colin et Capitant. Traité de droit civil, t. II, p. 329 et ss.

(7) Cass. 19 avril 1848, D. P. 1848, 1, 87 ; S. 1848, 1, 385. Aussi Cour de Riom, 12 mars 1844. D. P. 1848, 2, 68.

(8) Réponse des Gouvernements. Doc. C. 234, M. 83, 1929, II. Addendum.

Cet amendement fut repoussé et désormais, « l'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur, ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau ». C'est d'ailleurs ce qu'admettait la loi allemande. Cette solution prévalut, non pas pour des motifs juridiques — car les délégués qui prirent part à la discussion admirent généralement que la dette était éteinte — mais pour des raisons pratiques ⁽⁹⁾.

D'abord, pour éviter de nouveaux frais de timbres et les autres frais inhérents à la création d'une lettre de change, il y a intérêt à admettre que la dette puisse renaître ; mais surtout, la solution adoptée à Genève s'accorde avec les nécessités bancaires, ainsi que l'a fait ressortir la Délégation des Pays-Bas. En effet, les acheteurs d'acceptations sont les Banques qui font ces achats afin d'avoir un portefeuille très liquide. En général, elles trouvent assez de papier sur le marché ; elles trouvent en suffisance des traites acceptées par d'autres qu'elles-mêmes. Toutefois, il peut se produire un resserrement du marché des acceptations et les Banques trouver intérêt, ou être amenées, à racheter leurs propres acceptations. Elles agissent alors non pour éteindre leurs dettes, mais en les conservant en portefeuille, elles se procurent la faculté de pouvoir les remettre en circulation en cas de besoin et de se créer ainsi de nouvelles disponibilités. C'est pourquoi il est utile d'admettre que les banques

(9) Comptes rendus de la Conférence de Genève de 1930, p. 193.

puissent endosser leurs propres acceptations. C'est cette solution qui l'a emporté, venant contrarier la solution jurisprudentielle française.

ENDOSSEMENT POSTERIEUR A L'ECHEANCE

Le Code de Commerce ne prévoyait pas non plus l'endossement postérieur à l'échéance. Sa validité a toujours été admise, mais les opinions divergeaient lorsqu'il s'agissait d'en régler les effets.

On a soutenu qu'un tel endossement ne pouvait produire que les effets d'une cession de créance ordinaire. Par conséquent, le tiré pouvait opposer au dernier porteur les exceptions qu'il aurait pu opposer à celui qui était porteur de l'effet lors de l'échéance. A l'appui de cette théorie, on affirmait que les droits étaient définitivement fixés à l'échéance, et aussi qu'il y avait inconvénient à attacher à un tel endossement les effets ordinaires de l'endossement, car c'était favoriser une pratique frauduleuse en empêchant le tiré d'opposer au porteur certaines exceptions.

Cependant, comme cette solution n'était pas consacrée par le Code de Commerce, la Jurisprudence ⁽¹⁰⁾ a toujours admis que l'endossement postérieur à l'échéance produisait les mêmes effets que l'endos-

(10) Cass. 25 juillet 1855, S. 1856, 1, 25 ; D. P. 1855, 1, 128 ; Cass. 18 août 1856, D. P. 1857, 1, 39.

Cass. 29 août 1854, S. 1855, 1, 191 et la note ; D. P. 1854, 1, 287 et la note Civ. Cass. 22 mars 1853, D. P. 1853, 1, 83 ; Cass. 6-2-1906. S. 1906, 1, 65 et la note de M. Ch. Lyon-Caen.

sement avant l'échéance. Tout au plus, quelques arrêts ont-ils admis certaines distinctions, suivant qu'il y avait eu ou non un protêt dressé, et réservaient le cas de mauvaise foi, pour éviter la fraude signalée.

Toujours est-il que cette question controversée a reçu une solution certaine. Désormais, l'endossement produit les mêmes effets, qu'il soit antérieur ou postérieur à l'échéance. Cependant, au cas où l'endossement serait postérieur au protêt faute de paiement, ou au délai pour dresser protêt, ce serait seulement une cession civile. Cette solution, favorable au porteur, sans cependant permettre une collusion entre porteurs préjudiciable au tiré, est en harmonie avec la fonction économique de la lettre de change.

En corollaire de cette règle, puisque la mention de la date n'est plus nécessairement insérée dans la lettre, le décret énonce une présomption qui peut d'ailleurs être détruite : « L'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt ». C'est en effet conforme à la réalité ; en tout cas, il est certain que le législateur est favorable au porteur, afin d'assurer la meilleure circulation possible de la traite.

*
**

Etant donné le rôle de crédit joué par la lettre de change, sa grande circulation, il est nécessaire de préciser exactement à quelles conditions le porteur peut exercer ses droits, et quelles exceptions peuvent lui être opposées. C'est la question du porteur légitime

et de l'inopposabilité des exceptions. La Loi Uniforme s'en est occupée, mais une certaine incertitude se dégage de ses dispositions, car elle a employé deux expressions différentes, suivant qu'il s'agissait de reconnaître le porteur légitime, ou les exceptions qui sont opposables.

Ces solutions ne sont d'ailleurs que la consécration de la Jurisprudence française ⁽¹¹⁾. Est considéré comme porteur légitime celui qui « justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc ». Règle logique, d'après laquelle il suffit de s'en tenir aux apparences du titre. Il est en effet impossible de rechercher à chaque endossement la validité des signatures précédentes ; ce serait ne pas tenir compte des exigences de rapidité des relations commerciales.

Mais où la question se complique, c'est que cette légitimité est détruite si un tel porteur « l'a acquise de mauvaise foi ou si en l'acquérant, il a commis une faute lourde » alors qu'à l'article suivant, traitant de l'impossibilité des exceptions, il est dit : « à

(11) Civ. 5-2-1908. D. P. 1908, 1, 175. D'après cet arrêt, le débiteur qui fait le paiement d'un effet de commerce doit donc, pour que celui-ci soit efficace, prendre certaines précautions propres à en garantir la validité ; il doit notamment vérifier si les endossements en vertu desquels le porteur est devenu titulaire de l'effet se suivent tous sans interruption ni irrégularité.

Cependant, la preuve contraire a toujours été admise : la jurisprudence semblait admettre que le débiteur de l'effet était en droit de refuser le paiement au porteur, s'il était prouvé que le titre avait été endossé par quelqu'un qui n'en était pas le propriétaire. Civ. 30-3-1853. D. P. 1853, 1, 92.

moins que le porteur n'ait agi sciemment au détriment du débiteur ».

Cette qualité d'expression prête à la critique, quoique la règle posée soit universellement admise.

Si elle fut maintenue, c'est que la conception de mauvaise foi est des plus inconsistantes qui soit. Englobe-t-elle la fraude ? ou vise-t-elle la simple connaissance de l'exception opposable ?

Cette imprécision a été expliquée dans le rapport du Comité de Rédaction : « Il est impossible de donner une définition précise de la mauvaise foi. Il est entendu, du reste, que lorsqu'un premier endossataire a ignoré la perte ou le vol (ou plus généralement le fait que le porteur a été illégitimement dépossédé) de la lettre de change, celle-ci se trouve, par là même, purgée du vice dont elle était entachée de ce chef, et qu'elle peut être transmise ultérieurement à un autre endossataire, même si ce dernier connaît la dépossession illégitime ancienne ». Cette précision fut apportée pour répondre aux inquiétudes du Délégué Allemand à ce sujet.

D'autre part, à propos de la deuxième expression, le Comité de Rédaction a nettement indiqué qu'il ne suffisait pas que le porteur connût les exceptions, mais qu'il fallait en outre qu'en acquérant la lettre, en connaissance de ces exceptions, il eût agi sciemment au détriment du débiteur. Et, ajoutait-il, « les circonstances de fait, susceptibles de tomber sous l'application de cette dernière formule, sont laissées à l'appréciation des Tribunaux » (12).

(12) Comptes rendus de Genève, p. 310.

ENDOSSEMENT DE PROCURATION

L'endossement n'a point toujours pour but de transmettre la propriété de la lettre de change. Il peut être fait à titre de procuration ou à titre de gage. Le nouveau texte consacre des dispositions à ces deux formes d'endossement.

L'endossement à titre de procuration a une grande importance pratique. Car de nombreuses maisons de commerce, n'ayant pas un personnel suffisant pour assurer elles-mêmes le recouvrement de leurs traites, confient à leur Banquier le soin de les recouvrer. Elles lui endossent donc l'effet à titre de procuration, leur confiant le mandat d'en recouvrer le montant à l'échéance.

Pour régler les effets de cet endossement, on se référerait auparavant aux règles générales du mandat. C'est ainsi que l'on considérerait que le mandat prenait fin par le décès, ou par la faillite, du mandataire ou du mandant. Cette règle était peu pratique, car le tiré n'était jamais sûr de se libérer en payant entre les mains du porteur, simple mandataire.

D'autre part, l'endossataire pouvait se voir opposer toutes les exceptions opposables à celui qui lui avait remis l'effet, et dont il n'était que le représentant ; et il n'était pas possible de lui opposer les exceptions nées de ses rapports personnels avec le tiré.

Cependant, quoique mandataire, le bénéficiaire d'un endossement de procuration avait le droit de

consentir un endossement translatif ⁽¹³⁾. Un tel usage est utile, car, ainsi que le font observer MM. Terrel et Lejeune, « si les Banques n'avaient pas la commission d'encaissement pour rémunérer leur service de recouvrement, il est probable que les conditions en seraient sensiblement plus lourdes. Le commerce n'est pas lésé par la négociation des effets en recouvrement ; il le serait certainement par une majoration des conditions. »

La prudence, ajoutaient-ils, commande toutefois d'insérer une clause permettant la négociation à des tiers.

Maintenant, cette pratique n'est plus possible, car la nouvelle loi spécifie bien que l'endossataire par procuration « ne peut endosser la lettre de change qu'à titre de procuration ».

Mais si elle fait ainsi rentrer l'endossement par

(13) Terrel et Lejeune, p. 98.

Nombreuse jurisprudence citée par M. Lescot, p. 549. Cass. 21 décembre 1864, D. P. 1865, 1, 30 ; 10 mai 1865, D. P. 1865, 1, 275 ; S. 1865, 1, 258 ; 12 janvier 1869, D. P. 1872, 1, 125 ; 14 janvier 1873, D. P. 1873, 1, 235 ; S. 1873, 1, 16 ; Orléans, 17 décembre 1887, D. P. 1888, 2, 260 ; Paris, 25 novembre 1886, D. P. 1887, 2, 110 ; Lyon, 5 mars 1896, S. 1896, S. 1899, 2, 230 ; D. P. 1899, 2, 121 et note de Boistel.

Cass. 3 mai 1893, *Journ. Trib. Com.* 1893, p. 689 ; Paris, 13 novembre 1912 et 4 décembre 1912. *Journ. Trib. Com.* 1913, p. 440 et 458.

Contra : Bourcart, *Ann. dr. Com.* 1925, p. 182.

Endossement de procuration : Peut-on faire un endos translatif de propriété ? La Jurisprudence décidait oui dans le cas d'endossement irrégulier, notamment en blanc, pourvu que les pouvoirs ne fussent pas limités par une formule expresse, car, après tout, endosser était une manière de toucher. Orléans, 17 décembre 1887. Dalloz 1888, 2, p. 260 ; Cour Cass. 3 mai 1893, *Journ. Trib. Com.* 1893, p. 689 ; Paris, 4 décembre 1912, *ibid.*, 1913, p. 458 ; Paris, 13 novembre 1912, *ibid.*, 1913, p. 440 ; Consult. Lyon-Caen et Renault, 4^e éd., tome IV, N^o 139, p. 128.

procuration dans les règles du mandat, c'est immédiatement pour l'en faire sortir. Contrairement à la disposition admise antérieurement, que nous avons critiquée, désormais, « le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité ». Ceci afin « d'augmenter le crédit et de faciliter la circulation de la lettre de change », ainsi que l'exprime le rapport du Comité des Experts (14).

Ce sont là les deux seules innovations apportées à l'endossement par procuration, car la loi de 1922 avait réalisé un grand pas vers l'unification en supprimant l'ancien mode d'endossement par procuration résultant d'un endossement irrégulier.

ENDOSSEMENT PIGNORATIF

L'endossement pignoratif présente beaucoup moins d'intérêt. Il se rencontre peu dans la pratique. Car, au lieu de remettre en gage une lettre de change à un banquier, on la lui endosse. En effet, si la créance principale garantie par l'effet arrive à échéance avant l'effet lui-même, le créancier gagiste, pour faire valoir son droit, est obligé d'employer la procédure peu commode de l'article 93 du Code de Commerce.

Aussi, au cours des débats à Genève, avait-on pro-

(14) Rapport du Comité des Experts Juristes au Comité Economique de la Société des Nations. C. 175, M. 54, page 6.

posé de donner au porteur pignoratif la faculté de faire des endossements ordinaires. Mais on a objecté qu'une telle disposition diminuerait la protection du débiteur. On avait même proposé — étant donné que cette question n'est pas réglementée expressément dans mainte législation et que dans les pays qui connaissent des dispositions spéciales sur l'endossement pignoratif, cet endossement ne revêt pas une importance considérable — de supprimer toutes dispositions sur cette matière. Mais la Conférence a rejeté ces deux propositions.

Les réformes apportées à la matière de l'endossement ne sont pas très considérables, car la loi de 1922 avait déjà fait passer dans le Droit Français certaines réformes envisagées à La Haye. Surtout, il ne semble pas qu'elles engagent de principes. Elles ne sont le plus souvent que la consécration des usages reçus ou la précision de questions antérieurement controversées. Mais toujours les règles nouvelles s'inspirent des besoins du commerce et s'efforcent de favoriser le plus possible la circulation des lettres de change. C'est incontestablement le sens de la réforme récente, commandée par les besoins impérieux du commerce moderne. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les modifications introduites touchant à l'endossement.

CHAPITRE IV

ACCEPTATION

Le Décret a innové grandement dans la matière de l'acceptation ; mais nous ne traiterons ici que de la présentation à l'acceptation et de ses formes qui ne comportent que peu de modifications, nous conformant ainsi au nouveau texte, en groupant, à son exemple, les conséquences du refus d'acceptation avec celles du défaut de paiement.

Sous les règles antérieures, la présentation à l'acceptation était une simple faculté pour le porteur. Cependant, en vertu du principe de l'autonomie de la volonté, les parties pouvaient stipuler sa nécessité ou son interdiction.

A ce sujet, la loi nouvelle n'apporte pas de grands changements ; la présentation à l'acceptation reste en effet possible par le porteur, sauf que le tireur peut la rendre obligatoire ou stipuler qu'elle aura lieu dans un certain délai. Il peut aussi créer des lettres « non acceptables » comme il est quelquefois d'usage, en France, de le faire pour éviter au tiré l'ennui de s'engager à payer, sauf pour les lettres domiciliées ou pour les lettres tirées à un certain délai de vue, exceptions bien explicables, car pour les

lettres domiciliées, il faut bien que le porteur sache à qui s'adresser pour le paiement, et pour les autres, c'est justement la présentation qui fait courir le délai.

Les endosseurs peuvent seulement rendre la lettre obligatoirement présentable à l'acceptation, sauf cependant si c'est une lettre « non acceptable ». Il est juste, en effet, qu'un endosseur ne pût aller à l'encontre de la volonté du créateur de la lettre qui avait sans doute quelque bonne raison pour en interdire la présentation.

Enfin, le texte nouveau a remplacé par un délai uniforme d'un an les différents délais de présentation des lettres de change à un certain délai de vue, qui variaient auparavant suivant les lieux de paiement. Le délégué anglais avait d'abord proposé « un délai raisonnable » (1) ; mais l'incertitude de cette formule a fait préférer le délai fixe de 12 mois. La durée de ce délai présente une grande importance pratique, car, l'expérience bancaire a montré que les lettres tirées sur certaines parties du monde restent en circulation très longtemps. Cependant, un délai trop long ne peut se justifier, ni par l'intérêt du tiré, ni par celui du tireur, ni par celui des endosseurs.

L'on conçoit fort bien que le tireur soit libre d'allonger ou d'abrégé ces délais. Mais la faculté de l'abrégé, reconnue aux endosseurs, prête à la critique, car,

(1) Pour déterminer ce qu'est un « délai raisonnable », il faut considérer la nature de la traite, l'usage du commerce pour les traites similaires et les faits du cas particulier. Chalmers, *op. cit.*, p. 25, art. 40.

quel que soit l'intérêt de l'endosseur de voir circuler son nom sur une traite le moins longtemps possible, il peut sembler anormal qu'il manifeste sa volonté contre le tireur.

Auparavant, le tiré à qui était présentée une lettre à l'acceptation avait 24 heures pour examiner la traite et réfléchir avant de prendre une décision. Désormais, il ne peut plus retenir ainsi la traite, mais il peut exiger une deuxième présentation le lendemain. Il a semblé en effet que la remise de l'effet pendant ce délai pourrait être dangereuse pour le porteur. On peut dire cependant que les banquiers ont toujours utilisé largement ce procédé et qu'ils n'y rencontrent pratiquement pas d'inconvénients.

FORMES DE L'ACCEPTATION

Les formes de l'acceptation restent les mêmes qu'autrefois, avec cependant les deux précisions suivantes.

L'une est que la signature du tiré suffit pour l'acceptation, ce qui était d'ailleurs admis par la Jurisprudence, quoique le mot « accepté » fût requis par le Code de Commerce. Mais dans ce cas, la signature doit figurer au recto, afin qu'elle ne puisse être confondue avec un endossement.

L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change elle-même (2). Auparavant, c'était une question controversée en droit français que celle de savoir si

(2) Voir *supra*, p. 23.

l'acceptation devait être mentionnée sur la traite elle-même, ou si elle pouvait être faite par acte séparé. La jurisprudence admettait cette dernière solution ⁽³⁾.

La solution adoptée à Genève résoud la difficulté dans un sens contraire à nos habitudes antérieures ; elle est en harmonie avec les besoins du commerce, car ce titre, appelé à circuler, doit contenir toutes les mentions qui doivent l'affecter.

Ce n'est pas, toutefois, qu'une acceptation par acte séparé soit dorénavant dépourvue de tout effet. Mais le tiré ne demeurerait tenu envers le porteur qu'en vertu du droit rigoureux applicable aux lettres de change.

Comme auparavant, l'acceptation ne peut être conditionnelle, mais elle peut être partielle. Ce dernier point a été vivement discuté à la Conférence de Genève. Cette acceptation est en effet pleine d'inconvénients pour le porteur qu'elle laisse incertain sur le montant de la lettre de change et, s'il n'est pas fait honneur à la lettre à l'échéance, le porteur doit avoir recours contre le tiré et les endosseurs en engageant deux actions distinctes, ce qui est à la fois désagréable et coûteux.

Cependant, il a paru plus équitable d'admettre la

(3) Ch. Civ. 4-2-1929. D. H. 1929, p. 129. En sens contraire, Lacour et Boutron, *Précis dr. Com.*, 3^e éd., tome 2, n° 1255, page 66.

En résumé, le sens général de l'arrêté précité est que l'acceptation d'une lettre de change, à défaut d'une mention sur la lettre de change elle-même, peut être recherchée dans les documents de la cause. Spécialement, la preuve de cette acceptation peut résulter d'une lettre du tiré au tiers porteur spécifiant que la traite devra être présentée à ses banquiers.

possibilité d'une acceptation partielle qui présente l'avantage d'exonérer d'une partie de leur responsabilité un certain nombre d'obligés.

REVOCATION DE L'ACCEPTATION

La question de la valeur du biffage d'une acceptation a également donné lieu à de grandes controverses.

Deux considérations dominant en effet ce débat : la possibilité d'une erreur d'acceptation qu'il faut permettre d'effacer et une collusion possible entre l'accepteur et le porteur au détriment du tireur, et cependant la nécessité de ne pas compliquer par des formes solennelles l'acceptation ou le biffage afin de ne pas entraver la circulation du titre.

Finalement, la solution insérée dans le nouvel article 129 est la suivante ; elle consacre le système admis traditionnellement en France ⁽⁴⁾ : l'acceptation est censée refusée si elle est biffée avant tout avis ou délivrance au tiers porteur. De plus, l'article 129 émet une présomption, refragable d'ailleurs, que la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre.

(4) Rep. Eff. Com., N° 296.

CHAPITRE V

L'AVAL

L'aval consiste en la garantie donnée par une personne, le donneur d'aval, du paiement de la lettre de change : le donneur d'aval devient lui-même débiteur de la traite ; il joue le rôle de caution solidaire de la personne dont il avalise la signature.

La section qui traite de l'aval dans le nouveau texte est plus détaillée que dans le Code de Commerce. Aussi plusieurs solutions jurisprudentielles, admises incontestablement jadis, sont désormais consacrées par la Loi.

Ainsi l'aval partiel est consacré, ce qui, dans le silence du texte antérieur, était admis en vertu du principe de la liberté des conventions, énoncé expressément par l'ancien article 142, en matière d'aval. Le nouvel article 130 dit en effet : « ...peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval ».

A côté d'éclaircissements apportés à la coutume jurisprudentielle, le nouveau texte réalise plusieurs innovations (1).

(1) Voir *supra*, p. 25 et ss.

La plus importante au point de vue pratique est que ⁽²⁾ « l'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur ». Cette solution est en effet avantageuse pour les différents signataires de la traite, en ce qu'elle ne rend le recours possible de la part du donneur d'aval que contre le tireur et non les endosseurs. D'autre part, il ne serait pas juste de présumer que le donneur d'aval a voulu garantir l'accepteur car, à la différence du tireur ou des endosseurs, il n'a rien reçu en échange de sa garantie.

L'aval peut être fourni « même par un signataire de la lettre ». C'est là une dérogation certaine à l'ancien article 142 du Code de Commerce. L'aval ne pouvait être donné que par un tiers, c'est-à-dire par quelqu'un qui n'avait pas encore signé l'effet ⁽³⁾. Ainsi que l'expose M. Bourcart dans sa note sous l'arrêt de Cassation du 30 janvier 1907, « il est certain que l'intention du législateur est que l'aval « soit fourni par un tiers. Cela ressort avec beaucoup de relief si l'on rapproche l'aval de l'acceptation par intervention, rapprochement fondé, car « on est d'accord pour reconnaître qu'une accep-

(2) La Jurisprudence se basait sur la présomption de volonté des parties. Req. 10-7-1895. D. P. 1896, 1, 570 ; Civ. 30-1-1907 ; D. P. 1910, 1, 190 ; S. 1908, 1, 321 et note Bourcart. Lacour et Bouteron, *op. cit.*, t. 2, n° 1272.

(3) Req. 10 juillet 1895. D. P. 96-1-570 ; Civ. 2. 30 janvier 1907. D. P. 1910-1-190. Autrement, en général, l'aval n'ajouterait rien à la valeur de la traite Lyon-Caen-Renault et Amiaud, *op. cit.*, p. 637, 15^e éd.

« tation de garantie donnée avant protêt ne serait,
« sous couleur d'acceptation par intervention, pas
« autre chose, en réalité, qu'un aval. Or, on a tou-
« jours considéré que l'acceptation par intervention
« supposait un tiers ».

Cependant, l'opinion admettant la possibilité pour un signataire de la lettre de donner son aval, a été soutenue en France, malgré le texte de l'article 142 ancien (4). M. Lescot, dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Paris du 26 mars 1926, critique la solution adoptée par la Cour de Paris et expose la question : malgré l'article 142 ancien, l'aval peut être fourni par une personne déjà obligée au paiement de la traite, pourvu que cet aval procure au porteur une garantie supplémentaire, dit la Cour de Paris. Elle reste ainsi fidèle à elle-même, mais elle rompt avec la jurisprudence précitée de la Cour de Cassation approuvée par la quasi unanimité des auteurs. Les motifs qu'elle donne peuvent se résumer ainsi : par l'aval, le législateur a voulu donner au porteur une garantie supplémentaire autre que l'acceptation et l'endossement. Lorsque l'acceptation et l'endossement produisent leur plein et entier effet, cette garantie, pour être efficace, ne peut émaner que d'un tiers. Mais lorsque, par une circonstance quelconque, l'endossement cesse de profiter au porteur, par exemple « lorsque faute d'un protêt régulier, les endosseurs ne peuvent plus être poursuivis en tant

(4) Paris, 1^{er} mars 1906, *Journal Trib. Com.* 1907, p. 372; Paris, 26 mars 1926, S. 1927, 2, 25, note de M. Lescot critiquant cet arrêt.

que tels », alors l'aval donné par l'un d'eux, pour le tireur ou l'accepteur, présente une réelle utilité, puisque la caution du tireur, s'il n'y a pas provision à l'échéance — de toutes façons la caution de l'accepteur — ne peuvent opposer au porteur sa négligence ⁽⁵⁾.

Peut-être ne vaut-il pas la peine de prendre tant de souci du porteur négligent.

Cependant, c'est la solution qu'avait préconisée cette jurisprudence isolée qu'est venue consacrer la Loi Uniforme. Elle prédominait d'ailleurs déjà en certains pays étrangers, et elle s'harmonise avec la nouvelle législation sur l'acceptation par intervention qui peut être également donnée par une personne déjà signataire de la lettre.

Il y a d'ailleurs d'autres hypothèses que celle qu'a jugée la Cour de Paris. C'est quand l'aval d'un signataire de la lettre de change apporte une garantie supplémentaire à celle des signataires figurant déjà sur la lettre ⁽⁶⁾. Il en est ainsi par exemple lorsque le tireur donne son aval pour le tiré accepteur. Dès lors, il est tenu, comme le tiré lui-même, et ne peut plus, même s'il a fait provision, invoquer la déchéance du porteur négligent.

Quoique nous n'envisagions dans cette étude que les modifications apportées par l'unification internationale au droit antérieur français, on ne saurait passer sous silence la question d'aval par acte sépa-

(5) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 236 et 416.

(6) Deschamps, *op. cit.*, p. 44.

ré (7). Prévu par le Code de Commerce, il reste permis encore maintenant. Son maintien n'a eu lieu qu'à la suite de graves débats à Genève, et seulement à la faveur d'une réserve. C'est donc là un des points où l'unification n'a pu être réalisée.

L'extrême importance attachée à l'aval par acte séparé en France est bien marquée par les lignes suivantes, extraites de la lettre adressée au Secrétariat de la Société des Nations par le Gouvernement Français (8) : « L'aval par acte séparé a la plus
« grande utilité. D'abord, celui dont la signature a été
« avalisée peut désirer que la lettre de change ne cir-
« cule pas avec la mention d'un aval qui implique
« que les intéressés n'ont qu'une confiance restreinte
« dans la solvabilité. Puis, l'aval s'applique souvent
« non à une lettre déterminée, mais à toutes les
« lettres que le tireur pourra créer sur le tiré pen-
« dant un certain délai, jusqu'à concurrence d'une
« somme totale déterminée. On ne saurait adhérer
« à la disposition de l'article (du projet des Experts)
« qui exclut l'assimilation de l'aval par acte séparé
« à l'aval donné sur la lettre de change. Il y a lieu
« de s'en tenir aux règles consacrées par l'article 142
« du Code de Commerce français ».

D'autre part, ainsi qu'il ressort nettement, en particulier du Rapport au Comité Economique fait par le Comité d'Experts Juristes en matière de lettre de change désignés par le Comité Economique de la

(7) Voir *supra*, p. 23.

(8) Doc. Prép. Proj. élaborés par les Experts de la S. D. N. Rép. des Gouv. Doc. C. 234, M. 83, 1929, II addendum.

Société des Nations ⁽⁹⁾, les pays qui ne connaissent pas l'aval par acte séparé ont estimé qu'il ne s'agit pas d'un acte cambiaire, mais d'un acte ordinaire. C'est pourquoi une réserve a été admise afin que chaque Etat pût régler à sa convenance une opération qui, a-t-il semblé, constitue une caution d'une espèce spéciale, et non un véritable aval cambiaire.

C'est afin que l'on pût connaître de la validité d'un aval par acte séparé, validité qui dépend de la loi du pays, que cet aval doit indiquer « le lieu où il est intervenu ».

Avec la matière de l'aval, nous touchons du doigt les idées contradictoires que la Loi de Genève a dû concilier. En droit français, simple caution, l'avaliseur est considéré par le droit allemand comme un débiteur principal, certificateur en quelque sorte de la signature de la personne qu'il oblige. D'où un certain manque d'uniformité dans la législation française de l'aval cambiaire depuis la récente réforme.

En premier lieu nous avons gardé l'aval par acte séparé, que la plupart des autres législations se refusent à considérer comme un aval cambiaire. D'autre part, s'accordant avec les besoins de la pratique, nous avons posé la règle que n'importe quelle personne, même déjà signataire de l'effet, peut donner son aval. Enfin, dans l'importante question de savoir quelle était la situation juridique de l'avaliseur, nous avons bien posé le principe que c'était une caution solidaire, mais pour admettre aussitôt le tem-

(9) Rapport du 16 avril 1928. Doc. C. 175, M. 54, 1928, II.

pérament qui fait de la caution solidaire un débiteur principal. C'est toujours, on le voit, le même souci de faciliter la circulation des lettres de change qui a conduit la réforme de Genève. Que le titre manifeste par lui-même toutes les modalités dont il peut être affecté, et toute signature apposée sur le titre rend débiteur cambiaire celui qui l'a émise. Ce sont les intérêts du commerce qui sont ainsi protégés.

CHAPITRE VI

DU PAIEMENT

Le nouveau texte ne modifie pas les règles anciennes visant la perte ou le vol de la lettre de change. Il ne modifie pas non plus la nécessité pour le porteur de présenter l'effet le jour de l'échéance, quoique ce ne soit point la règle posée par la Loi Uniforme, mais une réserve nous permet de conserver notre ancien système. Par contre, le porteur ne peut plus refuser le paiement partiel, question qui était controversée en doctrine, et n'était pas expressément tranchée par la Jurisprudence, et le Décret réglemente le paiement fait en monnaie étrangère. Il précise également la condition de libération par le paiement (1).

Nous avons vu que la Loi Uniforme admet une règle plus large que la nôtre, en permettant le paiement « le jour de l'échéance ou l'un des deux jours ouvrables qui suivent ». Une disposition de cette nature offre le singulier avantage d'alléger de leurs obligations les porteurs en leur permettant aux fortes

(1) Art. 137, 3^e al. : « Celui qui paye à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs ». L'analogie de ce texte avec les règles de l'endossement dispense de tout commentaire nouveau. V. *sup.*, p. 80 et ss.

échéances de répartir leurs présentations. Pour les Banques, en effet, il y a des jours où les traites sont payables en si grand nombre qu'il n'est point possible de terminer le jour même les travaux d'encaissement ; il paraît donc nécessaire de leur accorder un certain délai. Contre cet avantage pratique, la Délégation française a invoqué que l'usage du paiement le jour même de l'échéance était traditionnel dans le Code de Commerce et que les banquiers et les commerçants tiennent généralement à ce que cette règle soit observée.

Assurer rigoureusement aux dates prévues par les garants la liquidation de la totalité de leurs engagements est en effet la clef de voûte du crédit. C'est pourquoi toutes les considérations de commodité doivent s'effacer devant la nécessité de maintenir dans toute sa force la notion d'échéance, le respect de l'échéance et d'écarter toutes mesures susceptibles d'en affaiblir la portée. L'Angleterre aussi d'ailleurs s'en tient à la règle du paiement le jour même de l'échéance, avec cette sanction plus grave qu'en droit français que le porteur perd son droit de recours contre le tireur et les endosseurs (2). En effet, si la personne qui doit payer ne le fait pas, il est nécessaire que le tireur et les endosseurs reçoivent immédiatement notification de ce fait, de façon à pouvoir prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs intérêts. Etendre la période pourrait causer de graves

(2) Cette règle s'applique aux traites qui ne sont pas payables à vue. Chalmers, *op. cit.*, p. 28, art. 45 ; p. 31, art. 47-48.

dommages aux tireurs et aux endosseurs ; c'est pourquoi la Délégation française a tenu à faire insérer une réserve, afin de conserver notre règle antérieure, quelque inconvénient qu'il puisse y avoir à empêcher l'uniformisation complète du droit cambiaire.

La Loi Uniforme a réglé la question controversée (3) du paiement partiel dans le sens que le porteur ne peut pas le refuser.

La Délégation française avait proposé un texte contraire. Elle faisait valoir que l'obligation de recevoir un paiement partiel est contraire aux principes généraux du droit admis universellement, et aussi que le recouvrement des effets de commerce est effectué généralement par des garçons de recette, auxquels on ne saurait donner mandat de donner quittance au tiré et de mentionner sur la lettre de change la somme encaissée sur le montant de celle-ci. D'ailleurs, il est à craindre que la possibilité de paiements partiels ne contribue à diminuer le respect de l'échéance, dont le maintien constitue une nécessité primordiale pour la sécurité du crédit. Cependant, il y a lieu d'encourager toutes mesures améliorant la situation des signataires de la traite, garants du paiement, tels que le tireur ou les endosseurs.

Or, s'il l'on refuse le paiement partiel, le tireur et les endosseurs restent obligés pour tout le montant de la lettre de change, alors qu'un paiement partiel restreindrait leur responsabilité. Aussi, dans l'incer-

(3) Cependant, Arr. Cass. 7 avril 1856, D. P. 1856, 1, 17 et le porteur peut refuser le paiement partiel.

titude de ces considérations opposées, en face de l'hostilité des autres délégations à l'encontre du refus de payer partiellement, la Délégation française a retiré sa proposition, introduisant ainsi en France, d'une manière incontestable, la possibilité du paiement partiel, ce qui, en définitive, est une heureuse modification (1).

CHAMBRE DE COMPENSATION. — REGLEMENT PARTIEL DES EFFETS.

La Banque de France demandera pour les chèques et les effets présentés par l'intermédiaire de la Chambre de Compensation, la remise de la provision partielle pouvant exister chez les Banquiers.

Il serait désirable que les membres adhérents à la Chambre de Compensation fassent connaître par lettre à la Banque de France qu'ils entendent réclamer de même et dans tous les cas le paiement partiel.

MESURES D'APPLICATION

Les effets et les chèques qui n'auraient pu être réglés pour leur totalité faute d'une provision suffisante au compte du tiré, seront restitués avec les autres effets pour le montant resté impayé

Ils seront détaillés à l'encre rouge pour le montant resté impayé en tête des bordereaux comprenant les effets rejetés ; une mention en marge rappellera le montant initial de l'effet.

Ils seront accompagnés d'un papillon épinglé en haut et à droite de façon à cacher la somme primitive.

(1) Nous indiquons ci-joint le texte de la circulaire de la Banque de France réglementant la mise en pratique du paiement des effets.

La Banque de France apposera sur ces effets préalablement à la restitution et au verso la mention suivante :

Païement partiel effecté à concurrence de
(sommes en lettres, date.)

L'agent accrédité de la Banque présentatrice signera, à la séance de règlement, cette mention et apposera à côté de sa signature le cachet de son Etablissement.

La Banque de France préparera en outre un reçu ainsi libellé :

Reçu de la Banque de France la somme de
montant du paiement partiel effectué sur l'effet de
au, tiré sur

Ce reçu, préalablement timbré aux frais du tiré, sera signé à la séance de règlement par l'agent accrédité de la Banque présentatrice qui apposera, à côté de sa signature, le cachet de son Etablissement et annulera le timbre à la main.

La Banque de France remettra l'effet et retiendra le reçu.

PAIEMENT EN MONNAIE ETRANGERE

Pour le paiement en monnaie étrangère, il suffit de renvoyer à l'article 138 dont les dispositions claires et détaillées règlent toutes les difficultés pouvant se présenter en ces sortes de règlements. L'économie du système est simple : le porteur ne doit pas souffrir des lenteurs du débiteur, au cas de variation des monnaies. C'est le débiteur négligent qui est pénalisé.

CHAPITRE VII

RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT

Présentant un ordre plus logique que celui du Code de Commerce, le décret groupe dans une même sanction les recours faute de paiement et faute d'acceptation, qui entraînent des effets à peu près analogues. Le décret innove en dispensant désormais de dresser protêt faute de paiement lorsqu'il y a déjà eu un protêt dressé faute d'acceptation.

Plusieurs questions sont à examiner, car à leur sujet le nouveau droit apporte des modifications intéressantes au Code de Commerce : les cas où il y a lieu d'exercer des recours, le moyen d'avertir les garants des recours exerçables contre eux, les conséquences du refus d'acceptation, les déchéances auxquelles s'expose le porteur négligent, et enfin la question de la force majeure, qui est dorénavant réglée d'une façon générale au cas où elle met obstacle au paiement d'une traite.

Tandis qu'auparavant le porteur pouvait exercer ses recours contre les différents obligés de la lettre de change seulement à défaut de paiement à l'échéan-

ce, il le peut maintenant même avant l'échéance. En deux circonstances nouvelles le porteur peut exercer ses recours contre l'accepteur.

D'abord « dans le cas de faillite du tiré, accepteur ou non, de cessation de ses paiements, même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse ».

Auparavant, seul était visé le cas de faillite de l'accepteur. De plus, le texte emploie trois expressions différentes, afin de comprendre même les non-commerçants, de façon à uniformiser réellement le droit cambiaire ; certaines législations, en effet, ne distinguent pas entre commerçants et non-commerçants, à l'encontre de la loi française où la faillite ne concerne que les premiers.

L'autre situation nouvelle qui permet d'exercer des recours est celle « de faillite du tireur d'une lettre de change non acceptable ». Cette solution procède de la même tendance que celle de l'alinéa précédent, le tireur étant alors débiteur principal de la lettre de change. Après avoir énoncé ces deux motifs nouveaux d'ouverture de recours, le décret ajoute, à leur sujet, une innovation absolument dérogatoire au droit cambiaire antérieur.

Ce droit, en effet, se caractérise par sa rigueur, justifiée par la nécessité d'assurer à la lettre de change le meilleur crédit possible, et l'un des aspects de cette nécessité est l'impossibilité pour le Juge d'accorder des délais de grâce au débiteur dans

l'embarras. Or (4), en cas de recours avant l'échéance, « les garants contre lesquels un recours est exercé « dans les cas prévus par les deux derniers alinéas, « 2° et 3° qui précèdent, peuvent, dans les trois jours « de l'exercice de ce recours, adresser au Président « du Tribunal de Commerce de leur domicile une « requête pour solliciter des délais. Si la demande « est reconnue fondée, l'ordonnance fixera l'époque « à laquelle les garants sont tenus de payer les effets « de commerce dont il s'agit, sans que les délais « octroyés puissent dépasser la date fixée pour « l'échéance. L'ordonnance ne sera susceptible ni « d'opposition, ni d'appel ». Cette disposition exceptionnelle est fort compréhensible. Il serait rigoureux, en effet, d'obliger les garants à payer immédiatement, comme le veut le droit nouveau. Or, cette aggravation des situations n'est pas justifiée lorsque les garants sont notoirement solvables. Cette disposition exceptionnelle n'est que l'introduction dans notre législation d'une mesure souvent demandée par des Chambres de Commerce, et qui avait abouti au projet de loi du 23 juillet 1929 ; cependant, à cette époque, les garants dans cette situation avaient la ressource de fournir une caution.

Le constat de la situation qui donne lieu à recours se fait toujours, comme auparavant, par protêt, sauf « en cas de faillite déclarée du tiré, accepteur ou « non, ainsi qu'en cas de faillite déclarée du tireur « d'une lettre non acceptable », où « la production

(4) Art. 147 nouveau C. Com.

du jugement déclaratif de la faillite suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours ». Mais surtout, dorénavant, le protêt faute de paiement « doit « être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent « le jour où la lettre de change est payable ». Cette disposition accorde donc un délai d'un jour de plus, puisqu'autrefois le protêt devait être dressé le lendemain du jour de l'échéance. Elle n'est d'ailleurs favorable au tiré qu'en théorie, car en fait, le tiré pouvait toujours payer jusqu'à l'enregistrement du protêt : il jouissait donc en réalité d'un délai de quatre jours.

AVERTISSEMENT AUX GARANTS

Une importante modification au droit antérieur est le nouveau système qui oblige d'avertir les garants. Autrefois, il fallait les assigner dans un délai de 15 jours, sous peine, pour le porteur, de déchéance. Dorénavant, « le porteur doit donner avis du défaut « d'acceptation ou de paiement à son endosseur dans « les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du « protêt ou celui de la présentation en cas de « clause de retour sans frais »... « Chaque endosseur « doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le « jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son « endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les « noms et les adresses de ceux qui ont donné les « avis précédents, et ainsi de suite, en remontant « jusqu'au tireur »... « Celui qui ne donne pas l'avis

« dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de
« déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du
« préjudice causé par sa négligence, sans que des
« dommages-intérêts puissent dépasser le montant de
« la lettre de change ».

On voit facilement les avantages considérables de ce système nouveau : avertissement rapide du tireur, et progressif des endosseurs — forme économique — sanction peu rigoureuse, puisque l'inobservation de cette règle ne fait pas encourir de déchéance.

Cependant (5) les intéressés, lorsque le système a été envisagé à La Haye, l'ont vivement critiqué. Ils ont trouvé les délais trop courts : il est fréquent en effet qu'un effet soit payable dans un lieu autre que celui où le porteur est domicilié ; si la distance est grande et les communications peu rapides, le porteur ne peut recevoir l'avis du défaut d'acceptation ou de paiement assez tôt pour avertir, dans les deux jours ouvrables du protêt, son endosseur immédiat. Le délai de quatre jours, même, peut se trouver insuffisant. En particulier pour les grandes Banques qui, à certaines échéances, doivent faire dresser un grand nombre de protêts, la situation peut être délicate. Et M. Bouteron (6) cite le cas de la Banque de France

(5) C'est ce que fit observer le Gouvernement français dans sa lettre adressée au Secrétariat de la Société des Nations, contenant des observations sur les projets élaborés par le Comité des Experts. « Les délais fixés pour les avis du défaut d'acceptation et de paiement sont d'une excessive brièveté, et les banquiers qui sont porteurs de lettres de change très nombreuses à une même échéance, considèrent qu'il serait impossible de s'y conformer. A condition que ces délais soient augmentés, on peut abandonner le système français qui exige une assignation en justice. Doc. C. 234, M. 83, 1929, II Addendum.

(6) *Thèse* Paris, 1912, p. 162.

qui, dans la seule journée du 2 janvier 1911, a dû assurer l'encaissement de 440.000 effets sur lesquels 42.000 ont été impayés à présentation. Avec la nouvelle législation, ces impayés auraient dû donner lieu à 84.000 avis ; même en laissant le soin aux huissiers d'adresser les 42.000 avis destinés aux différents tireurs, la Banque aurait dû confectionner ceux destinés aux endosseurs, et donc expédier 42.000 lettres recommandées dans les deux jours ouvrables des protêts, alors que les huissiers chargés de dresser ces protêts ne lui auraient peut-être pas remis sans retard les 42.000 traites impayées.

Tâche écrasante en vérité ! Aussi s'expliquent les légitimes protestations qu'a soulevées sur ce point le projet de La Haye, d'autant plus que cette brièveté de délais se heurte en France à l'usage déjà signalé, dont profite le tiré, que, en fait, la lettre de change peut être payée dans les quatre jours de l'échéance, laps de temps dans lequel l'huissier doit faire enregistrer le protêt.

La quasi impossibilité matérielle de respecter cette nouvelle disposition, bien plus que le trouble apporté à des habitudes établies, explique que les banquiers aient désiré s'affranchir de la responsabilité qui pourrait peser sur eux en raison des retards à l'encaissement les empêchant d'informer les garants dans les délais prévus.

Aussi ont-ils généralement fait approuver par leurs clients des conventions les exonérant de cette respon-

sabilité, dans le genre de celles que nous reproduisons ci-dessous (7).

Banque à Client

Messieurs,

Les Décrets-lois du 30 octobre 1935 ont réduit à quatre jours, à compter de l'échéance ou du jour de présentation, le délai dans lequel le porteur d'un effet de commerce ou d'un chèque impayé doit aviser son cédant du non-paiement.

Il ne vous échappe pas que, dans la majorité des cas, en particulier lorsqu'il s'agit de tirages sur localités déplacées, il nous est matériellement impossible de nous confirmer à cette prescription. Nous devons, en conséquence, vous prier de bien vouloir nous en dispenser, ce qui ne peut, du reste, présenter pour vous aucun inconvénient.

A cet effet, nous vous remettons ci-joint une formule, en vous demandant de nous l'adresser établie sur papier à en-tête de votre Maison et revêtue d'une signature autorisée.

Nous vous en remercions sincèrement à l'avance, et vous prions d'agréer, M....., l'expression de nos sentiments distingués.

Le Directeur,

Signé :

Client à Banque

Messieurs,

Les difficultés d'ordre matériel ne vous permettant pas toujours de présenter à bonne date les effets ou

(7) Circulaire que la Société Générale a envoyée à ses clients et la formule d'exonération que les clients ont dû lui renvoyer.

Id. pour la Banque de France ; mais la Banque de France, elle, se fait dispenser purement et simplement de l'envoi de ces avis.

chèques que nous vous remettons et de nous aviser éventuellement de leur non-paiement dans les délais légaux, nous nous engageons, par la présente, à n'invoquer, vis-à-vis de vous, aucune exception tirée de l'absence de protêt ou de la présentation tardive des effets et chèques portant notre signature, ainsi que de l'envoi des avis de non-paiement de ces effets et chèques dans un délai excédant celui qui est prévu par la loi.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

BANQUE DE FRANCE

....., le 5 mars 1936.

Messieurs,

Un décret-loi, en date du 30 octobre 1935, a apporté des modifications importantes à la législation sur les chèques et les lettres de change.

Nous attirons votre attention sur certaines dispositions particulières de ce décret :

1° Dorénavant, les mentions « sans frais » ou « sans protêt » devront être accompagnées d'une seconde signature de celui qui les appose ;

2° A dater du 1^{er} mai, les chèques devront obligatoirement renfermer dans le texte la dénomination « Chèque » et les traites la dénomination « Lettre de Change ».

D'autre part, en cas de non-paiement de chèques ou effets, un avis doit être adressé au tireur et éventuellement au donneur d'aval.

La Banque ne pouvant accepter de supporter les risques du fait des retards qui surviendraient dans l'envoi de ces avis, nous vous serions obligés de bien vouloir nous retourner signée la déclaration ci-jointe, qui vous dispensera d'approuver une mention similaire sur les

bordereaux de remise, à l'occasion de chaque présentation...

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

FORMULE

adressée par les Clients à la Banque de France

Nous déclarons dispenser la Banque de France de l'envoi, dans les délais prévus par le décret du 30 octobre 1935, d'un avis en cas de non-paiement des chèques et effets faisant l'objet de nos remises à l'escompte ou à l'encaissement.

....., le

Cependant ces clauses exonérant les banquiers de leur responsabilité n'ont certainement pas la valeur que les banquiers y attachent. Leur validité est discutée, et il semble bien que le seul effet qu'elles puissent avoir est de renverser la charge de la preuve du préjudice subi.

D'ailleurs, si les banquiers attribuent à ces clauses une valeur excessive, ils se font d'autre part un souci trop grand des conséquences pouvant résulter du défaut des notifications. S'ils ne préviennent pas à temps en effet, ils ne s'exposent pas à une déchéance, mais seulement à des dommages-intérêts venant compenser le préjudice subi. Or, il est rare qu'un préjudice puisse résulter du retard de l'envoi des avis ; surtout, si ce préjudice existe et est démontré, les dommages-intérêts ne peuvent dépasser le montant de la lettre de change.

En tout cas, la règle nouvelle de notification présente l'avantage de supprimer une déchéance rigoureuse, avantage appréciable qui favorise évidemment la circulation des traites.

Cependant, si le décret supprime une déchéance, celle pour défaut d'assignation dans les quinze jours, il en introduit plusieurs autres.

D'abord, lorsque le tireur a stipulé que la lettre de change devait être présentée dans un certain délai, si le porteur n'a pas tenu compte de cette stipulation. Le Code n'envisageait pas cette hypothèse, qui ne comportait donc pas de déchéance, les déchéances étant d'interprétation stricte.

De même, est un cas de déchéance le défaut de protêt faute d'acceptation dressé en temps utile, c'est-à-dire dans les délais de présentation. Car, pour ce protêt, il n'y a pas de délai spécial qui s'ajouterait au délai de présentation. Cependant, lorsque la lettre de change a été présentée le dernier jour du délai, et que le tiré a demandé une deuxième présentation pour le lendemain, le protêt peut encore être valablement dressé ce lendemain.

Les conséquences du dresse de protêt restent les mêmes : recours identique contre les mêmes obligés, sauf que le décret est plus explicite que le Code de Commerce, et réglemente en détaillant ce que peut réclamer celui qui exerce un recours.

Cependant, une heureuse modification a consacré la pratique la plus courante en cas de recours faute d'acceptation. L'obligé contre qui s'exerçait le recours

avait, auparavant, le choix entre payer le montant de la lettre de change immédiatement ou, s'il préférerait ne la payer qu'à l'échéance, donner une caution. La première option à laquelle il s'arrêtait généralement est la seule consacrée par la législation nouvelle, avec cet avantage pour le garant que dorénavant, du montant de la lettre, est déduit un escompte qui « sera calculé d'après le taux de la Banque de France tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur ». Cette solution n'est pas tellement rigoureuse pour le garant, obligé de payer avant l'échéance, si l'on considère qu'à l'époque où il pouvait donner satisfaction autrement, il employait le plus souvent ce moyen ; et elle offre l'avantage de supprimer définitivement toute contestation pouvant s'élever sur la solvabilité de la caution (8).

La dernière modification qui vise les recours réside dans une réglementation générale du cas de force majeure.

Il se peut en effet que la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits soit empêchée par un obstacle insurmontable. Que décider en pareille hypothèse ? Evidemment, les faits « purement personnels » au porteur n'ont jamais été considérés comme des cas de force majeure. Pour les autres, un décret du 27 janvier 1910, complété par un autre décret du 24 décembre 1910, et une loi du 29 mars 1930, prévoyaient les cas les plus courants de force majeure et traitaient de

(8) Voir *supra*, p. 30.

la prorogation des délais de protêt et des actes destinés à conserver les recours. Mais le décret nouveau, qui a introduit la solution de la Loi Uniforme, sous réserve du décret de 1910, donne une solution générale de la question.

Cette solution est une transaction entre deux systèmes opposés qui se sont heurtés à Genève aussi bien qu'à La Haye. En faveur d'un recours immédiat, malgré les cas de force majeure, milite la nécessité d'éteindre rapidement l'obligation cambiaire. De plus, les signataires ont garanti au porteur que le paiement s'effectuerait à l'échéance : il peut donc sembler équitable que la calamité publique, qui s'abat au lieu de paiement, frappe de préférence ceux qui ont fait confiance au tiré, ceux qui sont en relations avec lui, c'est-à-dire le tireur et le premier endosseur, plutôt que ceux qui, comme le porteur, se sont bornés à faire confiance à leurs propres cédants. Enfin, au point de vue économique, il est certain que le porteur, qui avait escompté son paiement à l'échéance, peut être terriblement gêné, voire même acculé à la ruine, s'il est privé de son recours immédiat.

A cette opinion qui, mise en pratique, a donné de bons résultats, on en oppose une autre, favorable à la prolongation des délais, qui a également donné d'excellents résultats pratiques, et qui critique la première en doutant de l'argument d'équité et en objectant qu'au point de vue économique, il n'était peut-être pas opportun d'accabler ceux qui avaient déjà à souffrir du fléau, origine de la force majeure.

Devant des positions aussi nettement prises, il ne

restait plus qu'à adopter une solution moyenne. Celle proposée, pour la compréhension de laquelle il suffit de se reporter au texte détaillé de la loi, proroge les délais pendant un mois, à la suite de quoi, si la force majeure n'a point cessé, le porteur peut recourir immédiatement contre ses garants.

*
**

En définitive, la matière des recours, réglementée avec plus de détails, a apporté des changements appréciables à l'ancien système. Par certains côtés, la nouvelle législation se présente plus rigoureuse, car tout en supprimant une cause de déchéance, elle en introduit deux nouvelles. En contre-partie, de sérieux avantages sont accordés au porteur : extension des hypothèses de recours, certitude d'être payé immédiatement en cas de refus d'acceptation, dispense de protêt faute de paiement s'il y a déjà eu protêt faute d'acceptation, toutes mesures qui augmentent les garanties du porteur et facilitent l'escompte des lettres de change. Ces dispositions plus sévères garantissent justement les intérêts du porteur d'une part, du tireur, des endosseurs et avaliseurs d'autre part, et ainsi semble mieux atteint le but du droit cambiaire, qui est de favoriser l'émission et la circulation des lettres de change.

CHAPITRE VIII

INTERVENTION

Le nouveau texte régissant la lettre de change consacre une section spéciale à l'intervention où, après avoir énoncé quelques généralités sur la matière s'appliquant aussi bien à l'acceptation qu'au paiement, il étudie successivement les règles particulières concernant l'acceptation par intervention et le paiement par intervention. Il semble que la méthode adoptée à Genève soit plus claire que la division qu'avait suivie le Code de Commerce, qui considérait l'intervention comme un corollaire de l'acceptation et du paiement. Il n'y a pas de différence essentielle entre ces deux stades d'intervention : il est donc préférable, dans un texte législatif, de les avoir groupées.

Il y a intervention lorsqu'une personne, au cas de refus d'acceptation ou de paiement, intervient pour accepter ou payer la lettre à la place du principal obligé. Cette personne peut avoir été recommandée et désignée dans la lettre : c'est l'intervention de la personne désignée au besoin ou « recommandataire », en anglais « referee in case of need ».

C'est généralement le tireur qui désigne le « besoin » qui est le plus souvent son agent ou représentant dans la localité ou la région du domicile du tiré. Cette pratique est de plus en plus largement utilisée en France dans certaines industries, spécialement pour le papier tiré sur les pays étrangers.

Mais il peut également y avoir intervention en dehors d'une clause de ce genre : en ce cas elle est le fait « d'un tiers, même le tiré, ou d'une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur ». Cette dernière possibilité est une innovation au droit antérieur français où une personne déjà signataire de la lettre ne pouvait intervenir.

« L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qui il est intervenu. En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable s'il y a lieu du préjudice causé par sa négligence, sauf que les dommages-intérêts ne puissent dépasser le montant de la lettre de change ».

Cette disposition générale précise le délai de notification et la sanction de son inobservation. Le Code de Commerce n'édicteait pas de sanction, et disait seulement que la notification devait être faite « sans délai ». Cette imprécision, d'ailleurs, présentait l'avantage de laisser aux Tribunaux un pouvoir souverain d'appréciation, sur un point où la variabilité des circonstances requerrait peut-être plus de souplesse que n'en laisse un délai rigide.

ACCEPTATION PAR INTERVENTION

Sous l'empire de l'ancienne législation, l'acceptation par intervention se présentait rarement en pratique, sauf dans les relations entre certains pays étrangers, notamment du Brésil avec les places portugaises. Cependant, depuis que le simple défaut d'acceptation suffit à obliger les autres signataires à payer immédiatement la lettre de change, il n'est pas impossible que l'acceptation par intervention ne prenne dans l'avenir une certaine importance.

Dans le droit antérieur français, au cas de refus d'acceptation, la lettre pouvait être acceptée par un tiers, au moment où le protêt était dressé, et cette intervention devait être mentionnée sur le protêt.

Première modification, d'ailleurs peu importante : en harmonie avec les nouvelles dispositions de la loi, ce n'est plus seulement au cas de refus d'acceptation qu'il peut y avoir lieu à intervention, mais « dans tous les cas où des recours sont ouverts avant l'échéance au porteur d'une lettre de change acceptable. »

D'autre part, il suffit désormais que l'intervention soit mentionnée sur la lettre et signée par l'intervenant, ce qui est une simplification rationnelle, car il est normal que le titre stipule tout ce qui peut influencer sur lui. Il n'est donc plus nécessaire de mentionner cette acceptation dans le protêt.

Il doit en outre être mentionné sur la traite pour quelle personne est intervenue l'acceptation. « A

défaut de cette indication », dit le nouvel article 167, « l'acceptation est réputée donnée pour le tireur ». L'intervenant ne peut donc, éventuellement, exercer de recours que contre lui, tandis qu'auparavant on présumait qu'il avait entendu se réserver un recours éventuel contre tous les signataires.

C'est surtout quant aux effets de l'intervention que les données du Code de Commerce sont modifiées. Auparavant, la conséquence de l'intervention était que l'intervenant devenait débiteur de la lettre, mais non pas débiteur principal : c'était au tiré que le porteur devait d'abord s'adresser à l'échéance. Il conservait tous ses droits contre le tireur et les endosseurs. L'intervenant jouait le rôle de caution, ce qui était logique dans un système où le porteur, au cas de refus d'acceptation, ne pouvait pas exiger autre chose que lui soit fournie caution.

C'est sur ce point que portait la différence essentielle séparant notre ancienne législation de certaines législations étrangères : savoir, si l'acceptation par intervention fait perdre au porteur de la lettre de change son droit de recourir contre les signataires précédents et de leur demander, soit une caution, soit même, dans certains pays, le paiement anticipé de la traite.

En Allemagne, notamment, le porteur perdait ses recours ; mais il n'était pas tenu d'accepter cette intervention, sauf si elle émanait d'un « besoin ».

C'est cette solution qui a été adoptée par la Loi Uniforme, et qui est ainsi passée au droit français, avec la restriction que, pour être contraint d'accepter l'intervention, il faut que le « besoin » ait son domi-

cile au lieu de paiement. Cette possibilité de refuser l'intervention sauf dans un cas, et la conséquence qui en résulte, est en harmonie avec la modification apportée aux droits du porteur en cas de refus d'acceptation. L'intervenant spontané joue en effet le rôle de caution ; il est donc normal que le porteur puisse refuser son intervention dans un système qui lui permet d'exiger le paiement de la traite immédiatement si elle n'est pas acceptée.

PAIEMENT PAR INTERVENTION

Peu de choses sont à dire sur cette question. Les modifications apportées sont trop en rapport avec celles de l'acceptation par intervention et du paiement pur et simple pour qu'il soit nécessaire d'y revenir, et la longueur du texte à ce sujet ne s'explique que par une réglementation précise qui ne suscite pas de commentaires.

Il faut seulement remarquer l'article 171. Auparavant, l'acquit était donné sur l'acte de protêt, tandis qu'il est maintenant constaté sur la lettre de change. Et, s'il n'est pas indiqué pour qui le paiement est fait, il est réputé l'être pour le tireur. Cette solution est moins favorable au payeur par intervention que celle qui prévalait en France, où l'opinion dominante (1) était que le payeur par intervention est présumé avoir voulu acquérir les droits du porteur contre tous les signataires. Cependant, la solution adoptée présente l'avantage de libérer un plus grand nombre de garants.

(1) Lyon-Caen et Renault, n° 337.

CHAPITRE IX

PRESCRIPTION

Le Code de Commerce avait soumis les actions dérivant de la lettre de change à une prescription quinquennale. Cet abrègement des délais de droit commun était déterminé par la préoccupation de ne pas laisser trop longtemps en suspens les engagements qui naissent de la mise en circulation des lettres de change. Le législateur a voulu que les opérations s'y rapportant se liquident promptement, conséquence logique de la nature spéciale des obligations cambiales et de la sévérité d'exécution dans ce droit. Cette prescription abrégée est une atténuation apportée à la rigueur avec laquelle sont tenus les obligés.

Elle repose sur une présomption de paiement. De même que pour les petites prescriptions de l'article 2275 du Code Civil, on peut en effet déférer le serment aux prétendus débiteurs, ou « à leurs veuves, héritiers ou ayants-cause ».

La loi ne prévoyant pas de cause de suspension, il était admis que cette prescription n'en comportait pas, ce qui était d'ailleurs normal, si l'on admet-

tait qu'elle reposait sur une présomption de paiement ⁽¹⁾.

Enfin, la prescription était interrompue par une assignation en justice, ou par une reconnaissance de dette émanant du débiteur.

Ainsi se présentait la législation de la prescription en matière de lettre de change avant l'introduction du décret-loi. Le seul article consacré à cette question ne suffisait pas à résoudre toutes les difficultés qui pouvaient surgir, notamment en ce qui concerne les effets de la prescription. La jurisprudence avait pallié dans la mesure du possible aux incertitudes qui en résultaient.

Surtout, cette prescription quinquennale était généralement critiquée. Quoiqu'elle présentât une amélioration sensible sur les délais de droit commun de la prescription, tout le monde s'accordait pour trouver ce délai trop long. Ce délai de cinq ans ne paraissait pas en harmonie avec les facilités actuelles de communications, et la possibilité, qui en résulte, de se rendre compte dans un bref délai de la situation de celui qui est tenu au paiement.

D'autre part, il paraissait plus équitable de remplacer notre délai uniforme de cinq ans par des délais variant avec la qualité des obligés : ainsi, une prescription plus longue pour l'accepteur, principal obligé au paiement de la traite, et celui qui avalise la signature car il assume la même obligation; plus

(1) Cf. C. Civ., art. 2278. Telle est l'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault.

courte au contraire pour les endosseurs, le tireur et leurs garants, qui ne sont tenus qu'à titre subsidiaire.

Ces deux considérations avaient également pour elles d'avoir arrêté les principales législations étrangères, qui avaient adopté en matière de droit cambiaire, une prescription abrégée, généralement plus courte qu'en France, et dont certaines faisaient varier les délais en fonction de la qualité des obligés.

Le Décret-loi a donc sensiblement amélioré la législation française. Il faut remarquer d'ailleurs que le nouveau temps de prescription adopté est en harmonie avec le système d'avertissement par lettres recommandées, dont le défaut n'entraîne pas de déchéance. Il paraît donc juste que les différents signataires de la lettre de change soient rapidement libérés par une courte prescription.

Désormais, « toutes actions résultant de la lettre
« de change contre l'accepteur se prescrivent par
« trois ans à compter de la date de l'échéance.

« Les actions du porteur contre les endosseurs et
« contre le tireur se prescrivent par un an à partir
« de la date du protêt dressé en temps utile ou de
« celle de l'échéance, en cas de clause de retour
« sans frais.

« Les actions des endosseurs les uns contre les
« autres et contre le tireur, se prescrivent par 6
« mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé
« la lettre ou du jour où il a été lui-même ac-
« tionné ».

Il est à remarquer que ce nouveau texte ne pré-

sente pas seulement l'avantage d'avoir tenu compte des considérations légitimes critiquant l'ancienne disposition du Code de Commerce. Il apporte en outre des précisions intéressantes.

Ainsi, celle de déterminer avec soin le point de départ de la prescription. La désignation ancienne « à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique », n'aurait pas en effet permis à la prescription de courir, en certains cas. Il faut ajouter, d'ailleurs, que la pratique n'avait jamais pris cette désignation « à la lettre », et qu'on admettait sans discussion aucune que, à défaut de protêt, la prescription courait du jour de l'échéance.

Quoique la nouvelle législation l'emporte certainement sur l'ancienne, non seulement par sa précision plus grande, mais encore par l'excellence des solutions qu'elle consacre, elle reste cependant incomplète. Son insuffisance ne se marque pas seulement du point de vue d'une unification internationale, puisque les questions restées en suspens marquent l'impossibilité des différents Etats de se mettre d'accord, mais aussi du point de vue de la législation interne, puisque ni la suspension, ni les causes d'interruption, ni les effets de la prescription ne sont mentionnés. Seule est consacrée la solution jurisprudentielle que « l'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait » (2).

(2) Civ. 15 décembre 1913. D. P. 1915, 1, 9 et la note de M. Albert Chéron. D'ailleurs, la question était controversée en doctrine.

Il n'est point étonnant que la Conférence de Genève ait été obligée de renvoyer la solution de ces difficultés aux législateurs nationaux. Cette impossibilité d'accord résulte des différences fondamentales de conception de la lettre de change dans les deux groupes de droit en présence. Dans les pays où le titre est considéré comme un titre littéral se séparant des rapports des parties, il est naturel que celui qui perd le recours du change perde son droit. En droit français, la création de la lettre de change reposant sur les obligations juridiques des parties, le recours du change disparu, il reste, d'après les rapports antérieurs, des recours qui en sont nés (3).

Ces deux conceptions étaient trop différentes pour permettre de réaliser un accord. Le délégué italien, M. Giannini, a bien proposé de substituer un système de déchéances aux règles concernant la prescription. Mais les délégués ont été unanimes pour estimer que cette question n'était point suffisamment mûre pour être résolue, et pour souhaiter que, plus tard, l'on parvienne à unifier des conceptions aujourd'hui irréductibles.

(3) Cass. Civ. 28 avril 1900. D. P. 1901, 1, 17 et note de M. Thaller.

La Chambre des Requêtes, dans cet arrêt, affirme qu'il n'y a pas eu novation, et que même après la déchéance quinquennale, le porteur peut agir en vertu du titre originaire. Déjà en ce sens, arrêt Ch. Civ. du 8 mai 1850 (D. P. 1850, 1, 158). Mais arrêt du 4 décembre 1878 (D. P. 1879, 1, 14) en sens contraire.

M. Thaller, dans sa note, est de l'avis de cet arrêt de 1878 et critique l'arrêt de 1900.

CHAPITRE X

SANCTION DU DEFAUT DE TIMBRE

Un décret spécial ⁽¹⁾ a modifié la loi du 5 juin 1850 en ce qui concerne les effets de commerce non timbrés. Il est normal d'étudier ici les modifications qu'il a apportées, car il améliore considérablement une règle concernant la lettre de change. D'ailleurs, ce décret, lui aussi, a son origine dans la convention de Genève. Il reproduit en effet la troisième Convention, celle sur le timbre. Et si, à Genève, on a jugé opportun de régler cette matière par une convention particulière, ce n'est point que cette méthode parût meilleure, mais uniquement à raison de la demande du délégué britannique. Celui-ci se déclarait prêt à accepter cette seule disposition. Dans ces conditions, il était normal de régler cette matière dans une convention séparée, afin que sur ce point, au moins, une unification réellement complète des règles régissant la lettre de change fût réalisée.

Dans tous les pays, en effet, les nécessités budgétaires ont imposé aux Etats de frapper d'un droit de timbre les effets de commerce. Mais, dans plu-

(1) Décret modifiant l'article 5 de la loi du 5 juin 1850 en ce qui concerne les effets de commerce non timbrés. *J. O.* 31 octobre 1935, p. 11.551.

sieurs d'entre eux, la sanction du défaut d'observation de cette règle n'était pas seulement fiscale, mais juridique. C'est ainsi qu'en Angleterre, de tels effets n'étaient pas seulement frappés d'amendes, mais encore, considérés comme nuls, ils ne pouvaient donner ouverture à aucune action en justice. En Italie, le titre ne valait que comme simple promesse de nature civile. En France, un effet non timbré ou insuffisamment timbré était privé d'une partie de son efficacité, puisque le porteur perdait une partie de ses recours. Il n'y avait qu'en Allemagne où un tel effet restait pleinement valable, la sanction consistant uniquement en amendes.

Il est manifeste que ces différences de législations, et surtout le principe de sanctions autres que fiscales pour assurer le respect d'une règle fiscale, difficile à connaître pour des commerçants étrangers, présentaient de grands inconvénients dans les relations internationales. C'est ce qu'exprime remarquablement le rapport (2) introduisant ce décret auprès du Président de la République Française. « Dans le « domaine international, les déchéances qui frappent le porteur d'effets non timbrés ou insuffisamment timbrés deviennent une entrave à la « facilité de leur circulation entre les divers pays, « facilité qui est justement le but qu'ont cherché à « atteindre les négociateurs de Genève de 1930 et « de 1931 (3). Le porteur de bonne foi, qui ne peut

(2) Cf. en annexe le texte de ce décret et de ce rapport, qui explique clairement toute cette question.

(3) Cette dernière date est celle d'une convention sur le chèque. Ce décret a pour objet, en effet, non seulement la lettre de change, mais aussi le billet à ordre et le chèque.

« en la matière connaître la loi de chaque Etat,
« risque d'être privé à son insu de la condition
« essentielle de sécurité que doivent présenter les
« effets de commerce, si l'exercice des droits qui en
« découlent se trouve subordonné à des observations
« de dispositions particulières sur le timbre édictées
« par chaque pays ».

Les dispositions qui réglaient cette question en France antérieurement dataient de la loi du 5 juin 1850 ⁽⁴⁾. Constatant une fraude fiscale importante sur le timbre des effets de commerce, le législateur a établi deux ordre de sanctions. D'abord, des amendes : le souscripteur, l'accepteur, le bénéficiaire, le premier endosseur d'un effet de commerce non timbré ou insuffisamment timbré, sont passibles d'une amende de 6 % du montant de l'effet sur lequel manque le timbre, ainsi que toute personne qui l'encaisse ou le fait encaisser. Ce visa pour timbre doit être effectué dans les quinze jours de la date de l'effet ; postérieurement, la seule solution serait de ne pas recevoir un tel effet.

Mais cette sanction n'a point semblé suffisante ; aussi, le législateur de 1850 a, en outre, créé une cause nouvelle de déchéance pour le porteur. Ainsi l'exprime l'article 5 de cette loi : « Le porteur d'une
« lettre de change non timbrée, ou non visée pour
« timbre, conformément aux articles 1, 2, 3, n'aura
« d'action, en cas de non-acceptation que contre le
« tireur ; en cas d'acceptation, il aura seulement

(4) Loi insérée au *Moniteur Universel* du 14 juin 1850.

« action contre l'accepteur et le tireur, si ce dernier
« ne justifie pas qu'il y avait provision à l'échéance.
« Toutes stipulations contraires sont nulles ». Le porteur est donc, en ce cas, à peu près assimilé au porteur négligent qui n'a pas rempli dans les délais voulus les formalités prescrites pour conserver son recours contre les endosseurs.

D'autre part, en rapport avec cette déchéance, la mention « retour sans frais » était annulée. Car, ainsi que l'exprime le Rapporteur de la Commission ⁽⁵⁾ « la mention *retour sans frais* serait un
« obstacle invincible à l'exécution de la loi nouvelle. En effet, tous les commerçants ne manqueraient pas de mettre sur les billets la mention
« *retour sans frais* et cette mention dispensant des
« formalité de protêt, et par conséquent de l'enregistrement, il en résulte que le droit de timbre ne
« serait presque jamais payé. Cette mention serait
« un moyen facile d'éluder la loi ».

Cette intrusion de sanctions civiles dans des dispositions fiscales est fort critiquable en bonne législation. D'ailleurs, la révolution apportée dans les mœurs juridiques par une pareille sanction est bien marquée par la prudence avec laquelle M. Emile Leroux, dans le rapport ⁽⁶⁾ qu'il fait au nom de la Commission, introduit cette mesure. « Il faut une
« mesure législative qui soit capable de frapper vivement l'esprit des commerçants, et d'y introduire

(5) Séance du 18 mars 1850.

(6) Rapporté au D. P. 1850, 4, 114.

« immédiatement la règle de n'admettre aucun effet
« non timbré ».

Il est certain que la loi de 1850 a porté ses fruits, et que la sanction fut efficace. Car, à l'heure actuelle, il ne circule pratiquement plus d'effets non timbrés en France.

Il n'en reste pas moins qu'une pareille disposition législative a pu paraître, à bon droit, mauvaise. Non seulement, parce qu'elle confondait abusivement le droit du change et le droit fiscal, mais surtout, comme le firent d'ailleurs remarquer plusieurs orateurs lors de la discussion de la loi, parce que, en agissant ainsi, le législateur encourageait la mauvaise foi des débiteurs. « La violation des droits du Fisc devenait le
« signal de la libération des débiteurs au grand
« détriment des créanciers... Payez le Trésor, mais
« aussi payez votre dette (7) ». Annuler la dette, sous prétexte qu'on n'a pas obéi à la loi fiscale, c'est encourager la fraude.

Loi de nécessité, édictée par la Raison d'Etat, la loi de 1850 ne pouvait pas être à l'abri de critiques. Elle a atteint le but qu'elle s'était proposé, et l'habitude prise de timbrer les effets de commerce, il ne restait plus de raison sérieuse, pour maintenir une loi qui gênait considérablement les relations commerciales internationales, en étant une source d'insécurité pour les porteurs de lettres de change.

Aussi bien, cette évolution de mœurs des commerçants se manifestait-elle dans la plupart des

(7) Nougier (cité dans Chotard, 1887, p. 395).

Etats, ainsi que l'exprime M. de la Vallée Poussin dans le rapport qu'il présenta à la Conférence de Genève, au sujet de la convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change ⁽⁸⁾. Certains Etats étant prêts à abandonner leur législation sur ce point, fut signée cette convention, introduite en France par un décret-loi, dont l'objet est de mettre à l'abri des sanctions fiscales la validité des lettres de change ainsi que l'exercice des droits qui en découlent.

Le principe posé est qu'une infraction aux prescriptions légales sur le timbre reste sans effet sur la validité des effets de commerce. Mais en même temps, est admise la possibilité de suspendre les droits découlant de la lettre de change tant que les amendes n'ont pas été acquittées. Cette sanction limitée ne constitue pas une entrave au commerce international et en même temps, elle sauvegarde les droits du Trésor.

Cependant, afin de permettre une adhésion à peu près générale à cette convention, il fut nécessaire d'admettre deux restrictions.

La première ne vise que les billets à ordre. C'est pourquoi nous nous contentons de la mentionner ⁽⁹⁾.

La seconde est importante. Elle résulte d'une disposition insérée dans le Protocole de la Convention

(8) Cf. Comptes rendus Conférence de Genève.

(9) Il n'a pas paru possible que certains Etats puissent reconnaître la validité des billets à ordre en contravention des lois sur le timbre. D'ailleurs, cette restriction est peu importante, puisque dans ces Etats, les billets à ordre servent uniquement à la circulation intérieure.

sur les instances de la Délégation Britannique : les lettres qui pourront bénéficier des dispositions de la Convention sont celles qui sont « présentées à « l'acceptation, acceptées, ou payables ailleurs que « dans le Royaume-Uni ». Pour les autres, la Grande-Bretagne reste libre de maintenir sa législation antérieure.

Ainsi, a été heureusement réglée une difficulté certaine suscitée par l'emploi des lettres de change dans le commerce international, et écartée des relations d'affaires une source de surprises fâcheuses.

CONCLUSION

Le décret-loi du 30 octobre 1935 marque une date dans l'histoire du droit cambiaire français. Pour apprécier la valeur de cette réforme, il faut successivement se placer au point de vue du droit français et du droit international.

Le droit français a été considérablement remanié. Le texte du Code de Commerce a été complètement repris. Dans sa forme, il se présente maintenant plus clair, plus logique.

Quant au fond, certaines nouvelles dispositions sont seulement la consécration de la jurisprudence qui s'était établie dans le silence de la loi. D'autres ont explicité les anciens textes souvent un peu sommaires, et apporté une réglementation détaillée en des questions à peine indiquées auparavant. D'autres enfin, sont nettement contraires aux dispositions admises antérieurement. Au point de vue législatif, ces dernières sont très importantes car elles marquent un tournant dans l'évolution de notre droit. Elles se réclament de la conception doctrinale allemande.

Une certaine incohérence législative résulte de l'admission de conceptions opposées sur la nature juridique de la lettre de change, ce qui ne peut qu'accé-

lérer le mouvement d'unification internationale. Mais cette antinomie ne se reflète pas dans la pratique, toutes les dispositions admises consacrant la fonction de crédit que joue la lettre de change dans le monde économique moderne.

Le nouveau texte se caractérise en effet par une rigueur encore plus grande de ce droit et une certaine empreinte de formalisme, de nature à favoriser la circulation de la lettre de change.

Par ce rôle mieux atteint qu'auparavant, la nouvelle législation marque un progrès certain sur l'ancienne. Mais ce n'est pas tant du point de vue du droit interne qu'il faut juger cette réforme. Elle est surtout intéressante par son aspect international, car elle favorise les relations commerciales trop souvent entravées.

On peut remarquer tout d'abord qu'il est curieux de vouloir favoriser les échanges internationaux par une unification des règles de la lettre de change, au moment où tous les pays, s'inspirant de l'autarchisme économique, s'isolent du monde extérieur et, par des mesures prohibitives, interdisent ces échanges.

L'unification de la lettre de change aboutit au moment où elle ne peut plus servir. Mais sans doute, la situation économique actuelle n'aura qu'un temps et alors l'œuvre unificatrice ne sera pas vaine.

D'ailleurs, l'unification réalisée est loin d'être complète. Bornée au seul droit continental, elle n'a pu atteindre l'objet qu'elle s'était proposé. L'on peut même penser à bon droit que, superposant aux anciens corps de droit français et allemand, bien con-

nus, une troisième législation, celle de Genève, elle a embrouillé toutes les idées reçues, et que l'interprétation des nouveaux textes va gêner les rapports cambiaires plus qu'auparavant la diversité des législations.

Cependant le résultat acquis est important, et par le nombre d'Etats ayant adhéré à la Convention de Genève, et par l'œuvre même d'unification qui a été obtenue. Plusieurs matières, telles l'endossement, l'acceptation, l'intervention, sont réglées uniformément. Dans les autres, les Réserves insérées sont relativement peu importantes. Quant aux questions de savoir quels sont les effets de la prescription, et s'il faut conserver la provision, nous avons vu que le texte n'en avait pas parlé, faute de pouvoir aboutir sur ce point, mais aussi que la tendance même de l'esprit unificateur militait implicitement en faveur d'une solution qui n'était pas celle du droit français.

Dans ces conditions, il apparaît que l'unité du droit cambiaire, qui a vivement préoccupé les juristes depuis trois quarts de siècle est sur le point de se faire. Une nouvelle Conférence réalisera certainement l'unification souhaitée du Droit Continental.

Il restera alors à réaliser l'unification définitive entre ce droit continental et le droit anglo-américain. Ce ne sera pas tâche facile, car il sera malaisé de modifier le texte uniforme sur lequel de nombreux Etats se sont péniblement mis d'accord, et les Anglais ne semblent pas prêts à abandonner leurs règles.

Cependant ces deux droits sont loin d'être iden-

tiques, et particulièrement le formalisme qui marque le droit continental n'est guère en harmonie avec l'esprit avant tout pratique du droit anglais.

On peut penser toutefois que le développement des relations internationales contraindra en quelque sorte à réaliser cette unification que les heureux résultats de Genève peuvent permettre d'espérer.

Ainsi sera bouclé le cycle du droit cambiaire. Parti d'une uniformité absolue, parce que droit essentiellement pratique régissant les rapports des commerçants dans leurs relations, il s'est vu codifier par chaque souverain, et perdre ainsi son caractère universel. Mais les besoins primordiaux auxquels répond la lettre de change ont dépassé cette codification et ont donné naissance à des tentatives pour reconstruire cette unité première. On peut dès maintenant apercevoir l'aboutissement de ces efforts et penser que, un jour prochain, la lettre de change obéira de nouveau à des règles de droit universellement admises.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLÉTY.

ANNEXES

DECRET UNIFIANT LE DROIT EN MATIERE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 30 octobre 1935.

Monsieur le Président,

Aux termes de la convention signée à Genève, le 7 juin 1930, par la France et vingt-cinq autres Etats, et portant loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre, chacun des Etats contractants s'est engagé à introduire dans son territoire respectif la loi uniforme formant l'annexe I de ladite convention.

Cette réglementation uniforme est déjà appliquée dans un grand nombre des pays signataires, comme la France, de la Convention de Genève (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, etc.). Elle répond à un besoin incontestable du commerce international et doit marquer un progrès notable dans les rapports économiques des pays appliquant la loi uniforme.

D'autre part, cette réglementation nouvelle apportera à notre législation de la lettre de change et du billet à ordre des réformes depuis longtemps deman-

dées dans l'intérêt du crédit qui doit s'attacher à ces effets.

Nous avons donc l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint, dont l'objet est d'adapter les dispositions de notre code de commerce à celles de la loi uniforme de Genève, en la modifiant sur certaines questions réservées par l'annexe II de la convention ou en comblant ses lacunes sur les points qui, volontairement, ont été laissés en dehors de ces dispositions.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre des colonies,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 ;

Vu les dispositions de la loi uniforme annexée à la

convention signée à Genève le 7 juin 1930 portant unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre ;

Vu le code de commerce,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le titre huitième du livre I^{er} du code de commerce sur la lettre de change, le billet à ordre et la prescription est remplacé par les dispositions suivantes :

DE LA LETTRE DE CHANGE ET DU BILLET A ORDRE

CHAPITRE I^{er}

DE LA LETTRE DE CHANGE

SECTION PREMIÈRE. — *De la création et de la forme de la lettre de change.*

Art. 110. — La lettre de change contient :

1° La dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;

2° Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;

3° Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;

4° L'indication de l'échéance ;

5° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;

6° Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;

7° L'indication de la date et du lieu où la lettre est créée ;

8° La signature de celui qui émet la lettre (tireur).

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées aux alinéas précédents fait défaut ne vaut pas comme lettre de change, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

La lettre de change dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du tiré.

La lettre de change n'indiquant pas le lieu de sa création est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Art. 111. — La lettre de change peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Elle peut être tirée sur le tireur lui-même.

Elle peut être tirée pour le compte d'un tiers.

Elle peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

Art. 112. — Dans une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue, il peut être stipulé par le tireur que la somme sera productive d'intérêts. Dans toute autre lettre de change, cette stipulation est réputée non écrite.

Le taux des intérêts doit être indiqué dans la lettre; à défaut de cette indication, la clause est réputée non écrite.

Les intérêts courent à partir de la date de la lettre de change si une autre date n'est pas indiquée.

Art. 113. — La lettre de change dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres, vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

La lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Art. 114. — Les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants sont nulles à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'article 1312 du code civil.

Si la lettre de change porte des signatures de per-

sonnes incapables de s'obliger par lettre de change, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires ou des signatures qui, pour toute autre raison ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou du nom desquelles elle a été signée, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Quiconque appose sa signature sur une lettre de change comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu de la lettre et s'il a payé à les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Art. 115. — Le tireur est garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation ; toute clause par laquelle il s'exonère de la garantie du paiement est réputée non écrite.

SECTION II. — *De la provision.*

Art. 116. — La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement.

Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change.

La propriété de la provision est transmise de droit aux porteurs successifs de la lettre de change.

L'acceptation suppose la provision.

Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs.

Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est

tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient provision à l'échéance : sinon, il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés.

SECTION III. — *De l'endossement.*

Art. 117. — Toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par la voie de l'endossement.

Lorsque le tireur a inséré dans la lettre de change les mots « non à ordre » ou une expression équivalente, le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

L'endossement « au porteur » vaut comme endossement en blanc.

L'endossement doit être inscrit sur la lettre de change ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge.

Art. 118. — L'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

1° Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;

2° Endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne ;

3° Remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Art. 119. — L'endosseur est, sauf clause contraire, garant de l'acceptation et du payement.

Il peut interdire un nouvel endossement; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée.

Art. 120. — Le détenteur d'une lettre de change est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont à cet égard réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Si une personne a été dépossédée d'une lettre de change par quelque événement que ce soit, le porteur justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se dessaisir de la lettre que s'il l'a acquise de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Art. 121. — Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Art. 122. — Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais il ne peut endosser celle-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Lorsqu'un endossement contient la mention « valeur en garantie », « valeur en gage » ou toute autre mention impliquant un nantissement, le porteur peut exercer tous les droits dérivants de la lettre de change, mais un endossement fait par lui ne vaut que comme un endossement à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent invoquer contre le porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en recevant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Art. 123. — L'endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur. Toutefois, l'endossement postérieur au protêt faute de paiement, ou fait après l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt.

Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux.

SECTION IV. — *De l'acceptation.*

Art. 124. — La lettre de change peut être, jusqu'à l'échéance, présentée à l'acceptation du tiré, au lieu de son domicile, par le porteur ou même par un simple détenteur.

Dans toute lettre de change, le tireur peut stipuler qu'elle devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai.

Il peut interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation, à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change payable chez un tiers ou d'une lettre payable dans une

localité autre que celle du domicile du tiré ou d'une lettre tirée à un certain délai de vue.

Il peut aussi stipuler que la présentation à l'acceptation ne pourra avoir lieu avant un terme indiqué.

Tout endosseur peut stipuler que la lettre devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai, à moins qu'elle n'ait été déclarée non acceptable par le tireur.

Les lettres de change à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date.

Le tireur peut abréger ce dernier délai ou en stipuler un plus long.

Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Art. 125. — Le tiré peut demander qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première. Les intéressés ne sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande que si celle-ci est mentionnée dans le protêt.

Le porteur n'est pas obligé de se dessaisir, entre les mains du tiré, de la lettre présentée à l'acceptation.

Art. 126. — L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot « accepté » ou tout autre mot équivalent ; elle est signée du tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation.

Quand la lettre est payable à un certain délai de vue ou lorsqu'elle doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé en vertu d'une stipulation spéciale, l'acceptation doit être datée du jour où elle a été donnée, à moins que le porteur n'exige qu'elle soit datée du jour de la présentation. A défaut de date, le porteur, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur, fait constater cette omission par un protêt dressé en temps utile.

L'acceptation est pure et simple ; mais le tiré peut la restreindre à une partie de la somme.

Toute autre modification apportée par l'acceptation aux énonciations de la lettre de change équivaut à un refus d'acceptation. Toutefois, l'accepteur est tenu dans les termes de son acceptation.

Art. 127. — Quand le tireur a indiqué dans la lettre de change un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, sans désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de l'acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement.

Si la lettre est payable au domicile du tiré, celui-ci peut, dans l'acceptation, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué.

Art. 128. — Par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance.

A défaut de paiement, le porteur, même s'il est le tireur, a contre l'accepteur une action directe résultant de la lettre de change pour tout ce qui peut être exigé en vertu des articles 152 et 153.

Art. 129. — Si le tiré, qui a revêtu la lettre de change de son acceptation, a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre, l'acceptation est censée refusée. Sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre.

Toutefois, si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, il est tenu envers ceux-ci dans les termes de son acceptation.

SECTION V. — *De l'aval.*

Art. 130. — Le paiement d'une lettre de change peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre.

L'aval est donné soit sur la lettre de change ou sur une allonge, soit par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu.

Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature du tiré ou de celle du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paye la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de la lettre de change.

SECTION VI. — *De l'échéance.*

Art 131. — Une lettre de change peut être tirée :

A vue.

A un certain délai de vue.

A un certain délai de date.

A jour fixe.

Les lettres de change, soit à d'autres échéances, soit à échéances successives, sont nulles.

Art. 132. — La lettre de change à vue est payable à sa présentation. Elle doit être présentée au payement

dans le délai d'un an à partir de sa date. Le tireur peut abréger ce délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Le tireur peut prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

Art. 133. — L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue est déterminée, soit par la date de l'acceptation, soit par celle du protêt.

En l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.

L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Quand une lettre de change est tirée à un ou plusieurs mois et demi de date ou de vue, on compte d'abord les mois entiers.

Si l'échéance est fixée au commencement, au milieu (mi-janvier, mi-février, etc.) ou à la fin du mois, on entend par ces termes le 1^{er}, le 15 ou le dernier jour du mois.

Les expressions « huit jours » ou « quinze jours » s'entendent, non d'une ou deux semaines, mais d'un délai de huit ou quinze jours effectifs.

L'expression « demi-mois » indique un délai de quinze jours.

Art. 134. — Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paiement.

Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence.

Les délais de présentation des lettres de change sont calculés conformément aux règles de l'alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l'intention a été d'adopter des règles différentes.

SECTION VII. — *Du paiement*

Art. 135. — Le porteur d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit présenter la lettre de change au paiement le jour de son échéance.

La présentation d'une lettre de change à une chambre de compensation équivaut à une présentation au paiement.

Art. 136. — Le tiré peut exiger, en payant la lettre de change, qu'elle lui soit remise acquittée par le porteur.

Le porteur ne peut refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur la lettre et que quittance lui en soit donnée.

Les paiements faits à compte sur le montant d'une lettre de change sont à la décharge des tireur et endosseur.

Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.

Art. 137. — Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

Le tiré qui paye avant l'échéance le fait à ses risques et périls.

Celui qui paye à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs.

Art. 138. — Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays, d'après sa valeur au jour de l'échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut, à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu de paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

Art. 139. — A défaut de présentation de la lettre de change au paiement le jour de son échéance, tout débiteur a la faculté d'en remettre le montant en dépôt à la caisse des dépôts et consignations, aux frais, risques et périls du porteur.

Art. 140. — Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur.

Art. 141. — En cas de perte d'une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur une seconde, troisième, quatrième, etc.

Art. 142. — Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une seconde, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge et en donnant caution.

Art. 143. — Si celui qui a perdu la lettre de change, quelle soit acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue et l'obtenir par l'ordonnance du juge en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.

Art. 144. — En cas de refus de paiement, sur la demande formée en vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre de change perdue. Les avis prescrits par l'article 149 doivent être donnés au tireur et aux endosseurs dans les délais fixés par cet article.

Art. 145. — Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur, et ainsi en remontant d'endosseur à endosseur jusqu'au tireur de la lettre. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.

Art. 146. — L'engagement de la caution mentionné dans les articles 142 et 143, est éteint après trois ans, si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites en justice.

SECTION VIII. — *Des recours faute d'acceptation et faute de paiement, des protêts, du rechange.*

I. — Des recours faute d'acceptation et faute de paiement.

Art. 147. — Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés ;

A l'échéance ;

Si le paiement n'a pas eu lieu ;

Même avant l'échéance ;

1° S'il y a eu refus total ou partiel d'acceptation ;

2° Dans les cas de faillite du tiré, accepteur ou non, de cessation de ses paiements même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse ;

3° Dans les cas de faillite du tireur d'une lettre non acceptable.

Toutefois, les garants contre lesquels un recours est exercé dans les cas prévus par les deux derniers alinéas 2° et 3° qui précèdent pourront dans les trois jours de l'exercice de ce recours adresser au président du tribunal de commerce de leur domicile une requête pour solliciter des délais. Si la demande est reconnue fondée, l'ordonnance fixera l'époque à laquelle les garants seront tenus de payer les effets de commerce dont il s'agit, sans que les délais ainsi octroyés puissent dépasser la date fixée pour l'échéance. L'ordonnance ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 148 A. — Le refus d'acceptation ou de paiement doit être constaté par un acte authentique (protêt faute d'acceptation ou faute de paiement).

Le protêt faute d'acceptation doit être fait dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation. Si, dans le cas prévu par l'article 125, premier alinéa, la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt peut encore être dressé le lendemain.

Le protêt faute de paiement d'une lettre de change

payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour où la lettre de change est payable. S'il s'agit d'une lettre payable à vue, le protêt doit être dressé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent pour dresser le protêt faute d'acceptation.

Le protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement.

En cas de cessation de paiement du tiré, accepteur ou non, ou en cas de saisie de ses biens demeurée infructueuse, le porteur ne peut exercer ses recours qu'après présentation de la lettre au tiré pour le paiement et après confection d'un protêt.

En cas de faillite déclarée du tiré accepteur ou non ainsi qu'en cas de faillite déclarée du tireur d'une lettre non acceptable, la production du jugement déclaratif de la faillite suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours.

Art. 148 B. — Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement, ce chèque doit indiquer le nombre et l'échéance des effets ainsi payés.

Si le chèque n'est pas payé, notification du protêt faute de paiement dudit chèque est faite au domicile de paiement de la lettre de change dans le délai prévu à l'article 29 du décret sur le chèque.

Le protêt faute de paiement du chèque et la notification sont faits par un seul et même exploit sauf dans le cas où pour des raisons de compétence territoriale l'intervention de deux officiers ministériels est nécessaire.

Le tiré de la lettre de change qui reçoit la notification doit, s'il ne paye pas la lettre de change, ainsi que les frais du protêt faute de paiement du chèque et les frais de notification, restituer la lettre de change à l'officier ministériel instrumentaire. Celui-ci dresse immédiatement le protêt faute de paiement de la lettre de change.

Si le tiré ne restitue pas la lettre de change, un acte de protestation est aussitôt dressé. Le défaut de restitution y est constaté. Le tiers porteur est, en ce cas, dispensé de se conformer aux dispositions des articles 142 et 143 du présent code.

Le défaut de restitution de la lettre de change constitue un délit passible des peines prévues par l'article 408 du code pénal.

Art. 149. — Le porteur doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de retour sans frais.

Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de dommages-intérêts, lorsque l'effet indiquera les nom et domicile du tireur de la lettre de change, de prévenir celui-ci dans les quarante-huit heures qui suivent l'enregistrement, par la poste et par lettre recommandée, des motifs du refus de payer. Cette lettre donne lieu, au profit du notaire ou de l'huissier, à un honoraire de vingt-cinq centimes en sus des frais d'affranchissement et de recommandation.

Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur.

Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire de la lettre de change, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi de la lettre de change.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti.

Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Art 150. — Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », « sans protêt » ou toute autre clause équivalente inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de la lettre de change dans les délais prescrits ni des avis à donner.

La preuve de l'inobservation des délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait dresser le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur, ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Art. 151. — Tous ceux qui ont tiré, accepté, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'une lettre de change qui a remboursé celle-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Art. 152. — Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

1° Le montant de la lettre de change non acceptée ou non payée avec les intérêts, s'il en a été stipulé ;

2° Les intérêts au taux légal à partir de l'échéance ;

3° Les frais du protêt, ceux des avis donnés ainsi que les autres frais.

Si le recours est exercé avant l'échéance, déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre. Cet escompte sera calculé d'après le taux de l'escompte officiel (taux de la Banque de France), tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

Art. 153. Celui qui a remboursé la lettre de change peut réclamer à ses garants :

1° La somme intégrale qu'il a payée ;

2° Les intérêts de ladite somme, calculés au taux légal, à partir du jour où il l'a déboursée ;

3° Les frais qu'il a faits.

Art. 154. — Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise de la lettre de change avec le protêt et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Art. 155. — En cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la somme pour

laquelle la lettre n'a pas été acceptée, peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit, en outre, lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs.

Art. 156. — Après l'expiration des délais fixés :

Pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue ;

Pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement ;

Pour la présentation au paiement en cas de clause de retour sans frais ;

Le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur.

Toutefois, la déchéance n'a lieu à l'égard du tireur que s'il justifie qu'il a fait provision à l'échéance. Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre de change était tirée.

A défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours, tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation, à moins qu'il ne résulte des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation.

Si la stipulation d'un délai pour la présentation est contenue dans un endossement, l'endosseur seul peut s'en prévaloir.

Art. 157. — Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autres cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner

cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge ; pour le surplus, les dispositions de l'article 149 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au delà de trente jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation, ni la confection d'un protêt soit nécessaire, à moins que ces recours ne se trouvent suspendus pour une période plus longue, par application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur ; pour les lettres de change à un certain délai de vue, le délai de trente jours s'augmente du délai de vue indiqué dans la lettre de change.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits purements personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

Art. 158. — Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

II. — Des protêts.

Art. 159. — Les protêts faute d'acceptation ou de paiement, sont faits par un notaire ou par un huissier.

Le protêt doit être fait :

Au domicile de celui sur qui la lettre de change était

payable, ou à son dernier domicile connu ; au domicile des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin ; au domicile du tiers qui a accepté par intervention ; le tout par un seul et même acte. En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

Art. 160. — L'acte de protêt contient la transcription littérale de la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y sont indiquées, la sommation de payer le montant de la lettre de change. Il énonce la présence ou l'absence de celui qui doit payer, les motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de signer.

Art. 161. — Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les articles 141 et suivants touchant la perte de la lettre de change.

Art. 162. — Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de destitution, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts et de les inscrire en entier, jour par jour et par ordre de dates, dans un registre particulier coté, paraphé et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires.

III. — Du rechange.

Art. 163. — Toute personne ayant le droit d'exercer un recours peut, sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre (retraite) tirée à vue sur l'un de ses garants et payable au domicile de celui-ci.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 152 et 153, un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue,

tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Si la retraite est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre à vue tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

Art. 164. — Le rechange se règle, pour la France continentale, uniformément comme suit :

Un quart pour cent sur les chefs-lieux de départements, demi pour cent sur les chefs-lieux d'arrondissements, trois quarts pour cent sur tout autre place.

En aucun cas, il n'y aura lieu à rechange dans le même département.

Art. 165. — Les rechanges ne peuvent être cumulés.

Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul ainsi que le tireur.

SECTION IX. — *De l'intervention.*

Art. 166. — Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut indiquer une personne pour accepter ou payer au besoin.

La lettre de change peut être, sous les conditions déterminées ci-après, acceptée ou payée par une personne intervenant pour un débiteur quelconque exposé au recours.

L'intervenant peut être un tiers, même le tiré, ou une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur.

L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qui il est intervenu. En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

I. — Acceptation par intervention

Art. 167. — L'acceptation par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où des recours sont ouverts avant l'échéance au porteur d'une lettre de change acceptable.

Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

Dans les autres cas d'intervention, le porteur peut refuser l'acceptation par intervention.

Toutefois, s'il l'admet, il perd les recours qui lui appartiennent avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été donnée et contre les signataires subséquents.

L'acceptation par intervention est mentionnée sur la lettre de change ; elle est signée par l'intervenant. Elle indique pour le compte de qui elle a lieu ; à défaut de cette indication, l'acceptation est réputée donnée pour le tireur.

L'accepteur par intervention est obligé envers le porteur et envers les endosseurs postérieurs à celui pour le compte duquel il est intervenu, de la même manière que celui-ci.

Malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur, contre remboursement de la somme indiquée à l'article 152, la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté, s'il y a lieu.

II. — Payement par intervention.

Art 168 — Le payement par intervention peut avoir

lieu dans tous les cas où, soit à l'échéance, soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Le paiement doit comprendre toute la somme qu'aurait à acquitter celui pour lequel il a lieu.

Il doit être fait au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement.

Art. 169. — Si la lettre de change a été acceptée par des intervenants ayant leur domicile au lieu du paiement ou si des personnes ayant leur domicile dans ce même lieu ont été indiquées pour payer au besoin, le porteur doit présenter la lettre à toutes ces personnes et faire dresser, s'il y a lieu, un protêt faute de paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt.

A défaut de protêt dressé dans ce délai, celui qui a indiqué le besoin ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée et les endosseurs postérieurs cessent d'être obligés.

Art. 170. — Le porteur qui refuse le paiement par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

Art. 171. — Le paiement par intervention doit être constaté par un acquit donné sur la lettre de change, avec indication de celui pour qui il est fait. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur.

La lettre de change et le protêt, s'il en a été dressé un, doivent être remis au payeur par intervention.

Art. 172. — Le payeur par intervention acquiert les droits résultant de la lettre de change contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. Toutefois, il ne peut endosser la lettre de change à nouveau.

Les endosseurs postérieurs au signataire pour qui le paiement a eu lieu sont libérés.

En cas de concurrence pour le payement par intervention, celui qui opère le plus de libération est préféré. Celui qui intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

SECTION X. — *De la pluralité d'exemplaires et des copies.*

I. — Pluralité d'exemplaires.

Art. 173. — La lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques.

Ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre ; faute de quoi, chacun d'eux est considéré comme une lettre de change distincte.

Tout porteur d'une lettre n'indiquant pas qu'elle a été tirée en un exemplaire unique peut exiger à ses frais la délivrance de plusieurs exemplaires. A cet effet, il doit s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter ses soins pour agir contre son propre endosseur et ainsi de suite en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires.

Art. 174. — Le payement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce payement annule l'effet des autres exemplaires. Toutefois, le tiré reste tenu à raison de chaque exemplaire accepté dont il n'a pas obtenu la restitution.

L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués.

Art. 175. — Celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les autres exemplaires le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Celle-ci est tenue de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire.

Si elle s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt :

1° Que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande ;

2° Que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

II. — Copies

Art 176. — Tout porteur d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies.

La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit indiquer où elle s'arrête.

Elle peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original.

Art. 177. — La copie doit désigner le détenteur du titre original. Celui-ci est tenu de remettre ledit titre au porteur légitime de la copie.

S'il s'y refuse, le porteur ne peut exercer le recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande.

Si le titre original, après le dernier endossement survenu avant que la copie ne soit faite, porte la clause : « à partir d'ici, l'endossement ne vaut que sur la copie » ou toute autre formule équivalente, un endossement signé ultérieurement sur l'original est nul.

SECTION XI. — *Des altérations*

Art. 178. — En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original.

SECTION XII. — *De la prescription*

Art. 179. — Toutes actions résultant de la lettre de change contre l'accepteur se prescrivent par trois ans à compter de la date de l'échéance.

Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an à partir de la date du protêt dressé en temps utile ou de celle de l'échéance, en cas de clause de retour sans frais.

Les actions des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur se prescrivent par six mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé la lettre ou du jour où il a été lui-même actionné.

Les prescriptions, en cas d'action exercée en justice, ne courent que du jour de la dernière poursuite juridique. Elles ne s'appliquent pas s'il y a eu condamnation, ou si la dette a été reconnue par acte séparé.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer, sous serment, qu'ils ne sont plus redevables ; et leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

SECTION XIII. — *Dispositions générales*

Art. 180. — Le paiement d'une lettre de change dont l'échéance est à un jour férié légal, ne peut être exigé que le premier jour ouvrable qui suit. De même, tous autres actes relatifs à la lettre de change, notamment la présentation à l'acceptation et le protêt, ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsqu'un de ces actes doit être accompli dans un certain délai dont le dernier jour est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable

qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Art. 181. — Aux jours fériés légaux sont assimilés les jours où, aux termes des lois en vigueur, aucun paiement ne peut être exigé ni aucun protêt dressé.

Art. 182. — Les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Aucun jour de grâce, ni légal, ni judiciaire, n'est admis, sauf dans les cas prévus par les articles 147 et 157.

DECRET MODIFIANT L'ARTICLE 5 DE LA LOI DU 5 JUIN 1850 EN CE QUI CONCERNE LES EFFETS DE COMMERCE NON TIMBRES

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le

Monsieur le Président,

Le projet de décret ci-joint a pour objet de mettre l'article 5 de la loi du 5 juin 1850 en harmonie avec les dispositions de la convention de Genève du 7 juin 1930, relative au droit de timbre en matière de lettre de change et de billet à ordre et avec celles de la convention de Genève du 19 mars 1931, relative au droit de timbre en matière de chèque.

Les lettres de change, ainsi que les billets à ordre et les chèques, sont soumis à des droits de timbre variables, proportionnels au montant de la somme énoncée dans l'effet. Pour éviter la circulation d'effets de commerce non timbrés, l'article 5 de la loi du 5 juin 1850

édicte deux ordres de sanctions consistant, d'une part, dans des amendes, d'autre part, dans des déchéances.

Le projet de décret que nous vous présentons ne s'occupe que des déchéances que peut encourir le porteur d'un effet de commerce non timbré ou insuffisamment timbré. Actuellement, l'absence ou l'insuffisance de timbre a son contre-coup sur la validité même de l'effet ; la loi du 5 juin 1850 dit, en effet, dans son article 5 :

« Le porteur d'une lettre de change non timbrée ou non visée pour le timbre, n'aura d'action en cas de non-acceptation que contre le tireur, en cas d'acceptation il aura seulement action contre l'accepteur et contre le tireur, si ce dernier ne justifie pas qu'il y avait provision à l'échéance ».

Les dispositions de cet article 5 sont rigoureuses par suite des déchéances infligées au porteur ; elles sont contraires aux règles admises par la plupart des autres Etats où le délit fiscal en matière d'effets de commerce est sanctionné par une amende, mais ne porte aucune atteinte à la validité même de l'effet.

En France, d'ailleurs, des critiques se sont élevées contre l'article 5 de la loi du 5 juin 1850 : on lui a reproché de faire non seulement montre d'une rigueur excessive, mais encore d'encourager, par les déchéances encourues, un manquement à la foi promise entre les parties.

A ces critiques s'en ajoute une autre beaucoup plus importante, lorsque l'on passe dans le domaine international. Dans ce domaine, les déchéances qui frappent le porteur d'effets non timbrés ou insuffisamment timbrés deviennent une entrave à la facilité de leur circulation entre les divers pays, facilité qui est précisément le but qu'ont cherché à atteindre les négociateurs de Genève de 1930 et de 1931. Le porteur de bonne foi, qui ne peut en la matière connaître la loi de chaque Etat, risque d'être privé à son insu de la condition

essentielle de sécurité que doivent présenter les effets de commerce si l'exercice des droits qui en découlent se trouve subordonné à des observations de dispositions particulières sur le timbre édictées par chaque pays.

C'est pourquoi la convention de Genève de 1930 sur la lettre de change et le billet à ordre, ainsi que celle de 1931 sur le chèque, n'ont pas suivi sur ce point les règles établies par notre législation actuelle ; elles ont posé le principe que les engagements pris en matière de lettre de change, de billets à ordre et de chèques devraient demeurer valables, quelles que fussent les pénalités encourues pour les irrégularités d'ordre fiscal dont pourraient faire l'objet les effets dont il s'agit.

Le projet de décret ci-joint a donc pour objet essentiel, en s'inspirant des conventions de Genève précitées, de mettre à l'abri de toute déchéance, pour des motifs d'ordre fiscal, les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

Le projet établit, dans son premier alinéa, que le porteur d'une lettre de change non timbrée ou non visée pour timbre ne pourra, jusqu'à l'acquittement des droits de timbre et des amendes encourues, exercer aucun des recours qui lui sont accordés par la loi contre le tireur, les endosseurs et les autres obligés. Tous les droits du porteur découlant du titre sont suspendus tant qu'il n'a pas acquitté les frais de timbre et les amendes.

Le second alinéa du projet de loi complète le premier en étendant des dispositions du premier alinéa aux autres effets sujets au timbre et non timbrés ou non visés pour timbre.

Enfin, le troisième alinéa énonce que toutes stipulations contraires seront nulles.

Pour les motifs ci-dessus exposés, nous soumettons donc à votre approbation le projet de décret ci-joint.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président,
l'expression de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Le ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

*Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,*
GEORGES MANDEL.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères ; du garde des sceaux, ministre de la justice ; du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre des colonies, du ministre de l'intérieur et du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toute disposition ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu les conventions signées à Genève le 7 juin 1930 et le 19 mars 1931 au sujet du droit de timbre en matière de lettre de charge, de billets à ordre et de chèques ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 juin 1850 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 5 de la loi du 5 juin 1850 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le porteur d'une lettre de change non timbrée ou non visée pour timbre, conformément aux articles 1^{er}, 2 et 3, ne pourra, jusqu'à l'acquittement des droits de timbre et des amendes encourues, exercer aucun des recours qui lui sont accordés par la loi contre le tireur, les endosseurs et les autres obligés.

« Sera également suspendu jusqu'au paiement des droits de timbre et des amendes encourues l'exercice des recours appartenant au porteur de tout autre effet sujet au timbre et non timbré ou non visé pour timbre, conformément aux mêmes articles.

« Toutes stipulations contraires seront nulles ».

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères ; le garde des sceaux, ministre de la justice ; le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances, le ministre des colonies, le ministre de l'intérieur et le ministre des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Le ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

*Le ministre des postes,
et téléphones,*
GEORGES MANDEL.

BIBLIOGRAPHIE

ADATTO. — De la propriété de la provision en matière de lettre de change *Thèse* Paris, 1922.

ANNALES DE DROIT COMMERCIAL.

J. B. — La S. D. N et l'unification des législations sur la lettre de change, 1924.

BERNARD (M.). — La Conférence internationale de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, 1910.

BERNARD (M.). — La deuxième Conférence de La Haye pour l'unification du droit en matière de lettre de change, 1913.

BOURCART. — Les répercussions de la loi du 8 février 1922, — 1925.

CHÉRON (A.). — Vers l'unification du droit du change, 1929.

CHÉRON (A.). — La Conférence de 1930 pour l'unification du droit en matière de lettre de change, 1931.

LACOUR. — La provision des effets de commerce, 1931.

PERREAU. — De la non-application de la prescription quinquennale à l'action originaire en matière de lettre de change, 1924.

PERROUD. — Les effets de complaisance, 1905.

BARCLAY-DAINVILLE. — Les effets de commerce dans le droit anglais, 1884.

- BAYALOVITCH. — Le Droit international du change. La Loi uniforme de Genève et le droit uniforme anglo-américain, 1935.
- BEAUCÉ. — De l'unification des législations au point de vue des conflits de lois en matière de lettre de change, 1932.
- BOUTERON. — De l'unification du droit relatif à la lettre de change, 1912.
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES, 1911. — Discussion de l'avant-projet de La Haye de 1910.
- CHALMERS. — The Bills of Exchange Act, 1882, 14^e édition.
- CHOTARD. — De la nature et des formes de la lettre de change en droit français et dans les principales législations étrangères, 1887.
- CODE DE COMMERCE ALLEMAND ET LOI ALLEMANDE SUR LE CHANGE, traduits et annotés par P. Gide, J. Flach, Lyon-Caen, J. Dietz, 1881.
- CONGRÈS INTERNATIONAL DE DROIT COMMERCIAL D'ANVERS, 1885.
Actes du Congrès.
Comptes rendus de la discussion, par Ch. Constant.
- DESCHAMPS. — Le nouveau statut de la lettre de change, 1936.
- FRANSSSEN. — Les perspectives de l'unification du droit du change depuis 1910 ; 1930.
- HÉMARD. — Des effets de complaisance, 1900.
- HAMEL. — Comment défendre l'escompte contre la cavalerie ? D. H., 1933. Chronique, p. 85.
- JOURNAL DE DROIT INTERNATIONAL, 1935, Clunet. — La Convention internationale pour régler certains conflits de loi en matière de lettres de change et de billets à ordre, conclue à Genève le 7 juin 1930, par P. Arminjon, p. 521 et ss.

- LACOUR et BOUTERON. — Précis de droit commercial, 3^e éd., 1925.
- LESCOT. — Des effets de commerce, tome I ; 1935.
- LÉVY-BRUHL. — Histoire de la lettre de change en France aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1933.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 5^e éd., tome IV, 1925.
- MEYER. — Loi universelle sur le change, Berlin, 1906. Traduction française.
- POTU. — Unification du droit de la lettre de change au point de vue historique, économique, juridique, 1916.
- PUBLICATIONS S. D. N. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. Genève. — Comptes rendus de la Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettre de change, tenue à Genève du 13 mai au 7 juin 1930. Doc. C 360, M 151, 1930, II.
- Rapports général et individuels présentés par M. le Professeur Jitta. Comité économique, Genève, 1923. Doc. C 487, M 203, 1923, II.
- Rapport du Comité d'experts juristes. Doc C 175, M 54, 1928, II.
- Documents préparatoires. Projets élaborés par les experts de la S. D. N. Remarques des Gouvernements. Doc. C 234, M 83, 1929, II, Addendum.
- RIPERT. — Cours de droit commercial de 3^e année.
- THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de droit commercial, 8^e éd., 1931.
- TERREL et LEJEUNE. — Traité des opérations commerciales de Banque, 5^e éd., 1925.
- TOUJAS — Les effets de commerce, 1936, tome I.
- TOUZEAUD. — Des effets de commerce en droit comparé, 1882.
- TROULLIER. — La lettre de change, instrument de crédit en droit français et étranger, 1908.

— Documents pour servir à l'histoire de l'évolution des effets de commerce, notamment de la lettre de change, 1912.

UNION SYNDICALE DES BANQUIERS DE PARIS ET DE PROVINCE. — Application des décrets-lois du 30 octobre 1935. Circulaires du 10 janvier 1936 et du 22 janvier 1936.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — Besoin d'unification	1
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Position nouvelle du droit de la lettre de change en France</i>	9
<i>Chapitre I.</i> — Théories sur la nature juridique de la lettre de change	11
<i>Chapitre II.</i> — Esprit nouveau du droit cambiaire français	21
<i>Chapitre III.</i> — Pourquoi avoir gardé la provision	33
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Commentaire de la réforme</i> ..	45
<i>Chapitre I.</i> — Aperçu sur l'évolution de la lettre de change en France	47
<i>Chapitre II.</i> — Emission de la lettre de change ..	55
<i>Chapitre III.</i> — Endossement	71
<i>Chapitre IV.</i> — Acceptation	87
<i>Chapitre V.</i> — Aval	93
<i>Chapitre VI.</i> — Paiement	101
<i>Chapitre VII.</i> — Recours faute d'acceptation et faute de paiement	107
<i>Chapitre VIII.</i> — Intervention	121
<i>Chapitre IX.</i> — Prescription	127
<i>Chapitre X.</i> — Sanction du défaut de timbre .	133

CONCLUSION	141
ANNEXE. — Décret modifiant le droit en matière de lettres de change et de billets à ordre	145
Décret modifiant l'article 5 de la loi du 5 juin 1850 en ce qui concerne les effets de commerce non timbrés	174
BIBLIOGRAPHIE	181
TABLE DES MATIÈRES	185

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-
- - - - - PARIS - - - - -
